

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1938

par

Pierre ROUVEROUX

Ingénieur agricole

LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE

Président : M. Roger PICARD

Suffrageants : M. BAUDIN

M. DOLLÉANS

LA MAISON RUSTIQUE

LIBRAIRIE AGRICOLE ET HORTICOLE

26, rue Jacob, PARIS (6^e)

1938

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1938

par

Pierre ROUVEROUX

Ingénieur agricole

LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE

Président : M. Roger PICARD

Suffragants : M. BAUDIN

M. DOLLÉANS

LA MAISON RUSTIQUE

LIBRAIRIE AGRICOLE ET HORTICOLE

26, rue Jacob, PARIS (6^e)

1938



CHAPITRE PREMIER

L'AGRICULTURE ET LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE

SOMMAIRE

- I. — La notion de représentation professionnelle. — Définition, caractères. — Conditions qu'elle suppose réunies.
 - II. — Les caractères particuliers de la profession agricole. — Leurs conséquences.
 - III. — La notion d'intérêts agricoles. — Intérêts de catégories et intérêts généraux. — Ce que les agriculteurs demandent à l'Etat : mesures destinées à faciliter la production et l'écoulement des produits, équipement rural.
-

I. — La notion de représentation professionnelle.

La notion de Représentation Professionnelle, que la Révolution semblait avoir définitivement écartée, connaît, depuis quelques années, un regain d'actualité.

Le dogme de l'Individu, cher aux légistes de 1789, qui domina en fait toute la vie politique et économique de la France jusqu'à la fin du siècle dernier, voit diminuer le nombre de ses adeptes.

Les hommes qui, pendant longtemps, avaient confondu indépendance et isolement — préoccupés surtout de leurs intérêts personnels immédiats — ont fini par s'apercevoir qu'ils ont également, en raison de leur métier, d'autres intérêts dits « professionnels » qui ne peuvent être défendus et protégés que par une action collective de tous ceux exerçant la même activité ou des activités analogues.

D'où l'apparition de groupements progressivement plus nombreux et plus puissants qui diffèrent, sans nul doute, par leur forme, des corporations de l'ancien régime, mais dont l'objet essentiel est, en réalité, assez voisin des formations supprimées par la loi Le Chapelier.

Les causes de ce regroupement des individus sous l'angle de la profession ont été souvent analysées; il suffit de les rappeler : le développement des communications et des échanges, la rapidité accrue des

moyens d'information, l'extension du crédit, l'évolution des procédés de fabrication avec, comme conséquence, la spécialisation et la concentration sans cesse plus poussée des entreprises — en un mot, l'interdépendance chaque jour plus étroite des individus ont fait réapparaître, sous une forme nouvelle, la notion « d'intérêts de catégorie » bien connue des artisans du moyen âge. En même temps, des contacts plus fréquents ont favorisé une substitution de l'association sous des aspects variés (trust, cartels, ententes, syndicats, coopératives, etc...) aux activités individuelles.

Plus près de nous, la complexité de la vie moderne, la difficulté des problèmes de la production et de la distribution, les interventions chaque jour plus nombreuses des Pouvoirs publics pour tenter de rétablir, entre les forces économiques, un équilibre rompu par une crise d'une gravité et d'une durée exceptionnelles (économie dirigée) ont non seulement contribué à développer l'organisation professionnelle déjà existante, mais encore ont fait naître, chez les individus exerçant des activités identiques ou comparables, le désir d'abord, la volonté ensuite, de faire entendre directement leurs voix au Pouvoir de décision ou, en d'autres termes, d'obtenir auprès des gouvernants cette « représentation professionnelle » dont il nous faut maintenant préciser la signification.

L'expression de « représentation professionnelle » est, en effet, assez couramment utilisée pour désigner des systèmes politiques, économiques, voire même sociaux répondant à des conceptions et à des objectifs très éloignés.

Pour certains, elle correspond à un mode d'élection des assemblées politiques. Pour d'autres, elle recouvre des procédés employés par les différents individus intéressés à une production déterminée afin de com-

battre leurs concurrents ou de renforcer leur position vis-à-vis de leurs acheteurs ou fournisseurs. Pour d'autres encore, elle correspond aux dispositions susceptibles d'assurer, au sein d'une même profession, un meilleur équilibre entre les catégories d'individus concourant à l'œuvre commune (entrepreneurs et salariés, employeurs et employés, etc...), etc...

Ces différentes conceptions qui réservent une place plus large aux intérêts particuliers qu'aux intérêts généraux, correspondent, estimons-nous, à des aspects secondaires de la question qui nous occupe.

Le terme de « représentation professionnelle » recouvre plutôt l'ensemble des moyens que peuvent mettre en œuvre les individus ayant, du fait du métier qu'ils exercent, des intérêts identiques ou analogues pour exposer directement aux Pouvoirs publics et sans passer par l'intermédiaire de leurs représentants politiques, lorsqu'il en existe, leurs aspirations et leurs besoins.

Bien que volontairement très compréhensive, il ne nous échappe pas que cette définition soit, à la vérité, très incomplète. Elle ne donne qu'une idée imparfaite des aspects multiples — nous aurons à maintes reprises l'occasion de le souligner — que peut revêtir la représentation professionnelle au sens où nous l'entendons et encore plus de la diversité des objectifs vers lesquels elle peut tendre.

Un certain nombre de caractères peuvent néanmoins être dégagés dès maintenant :

La représentation professionnelle implique tout d'abord l'existence d'intérêts, sinon communs, du moins assez comparables, chez un certain nombre d'individus. Elle suppose, par conséquent, des activités dirigées dans le même sens, poursuivant des buts analogues et soumises à des conditions similaires.

Elle implique, en second lieu, chez les membres de la profession, un « esprit de corps », une notion précise de l'intérêt collectif — condition « sine qua non » de toute communauté de vues.

Par ailleurs, elle suppose — cela va de soi — chez les intéressés, une certaine confiance dans « le » ou « les » hommes qu'ils délèguent auprès du Pouvoir pour défendre leur cause, le ou les représentants en question ne pouvant presque toujours par la force des choses être investis d'un mandat précis et limité.

D'un autre point de vue, et c'est sous cet angle principalement qu'elle diffère de la représentation politique, la représentation professionnelle ne poursuit, en principe, que des objectifs strictement matériels et, à ce titre, peut devenir un instrument de lutte au sein même de la communauté nationale, entre les différentes forces économiques en présence. En revanche, elle permet de grouper des individus différenciés profondément par leur condition, leur genre de vie, leur fortune, leurs opinions, etc... et, partant, notons-le au passage, elle peut contribuer dans une certaine mesure à une fusion de ces catégories factices qu'il est convenu d'appeler des « classes sociales ».

Ajoutons, enfin, que la représentation professionnelle ne doit pas, ainsi qu'on le croit trop souvent, avoir pour effet de dresser telle ou telle catégorie d'individus contre l'autorité politique, mais, bien au contraire, de créer une collaboration aussi étroite que possible entre l'Etat et cette entité d'une nature spéciale qu'est la profession. Encore faut-il, pour que cette collaboration soit efficace, d'une part, que les vœux, avis ou doléances exprimés par les organes représentatifs puissent être sanctionnés par des dispositions du Pouvoir souverain et, d'autre part,

que l'autorité de ces organes représentatifs soit indiscutable.

*
**

II. — Les caractères particuliers de la profession agricole.

Lorsqu'il s'agit d'une industrie ou d'un commerce parvenus à un certain degré de concentration et d'homogénéité, ces différentes conditions sont à peu près réunies.

Il n'en est pas de même pour les exploitations rurales et c'est précisément pour cette raison que la réalisation de la représentation professionnelle de l'agriculture se heurte à des difficultés particulières, que des formules très diverses ont été mises en œuvre pour la réaliser, sans qu'en définitive aucune solution pleinement satisfaisante ait pu être apportée au problème.

Reprenons, en effet, les différentes conditions qui viennent d'être mentionnées. — Une première difficulté se présente tout d'abord : que faut-il entendre par « profession agricole » ?

Convient-il d'englober sous ce terme général tous ceux, urbains ou ruraux, dont l'activité se rapporte directement ou non à la production ou à l'écoulement des produits du sol ? — Faut-il, sous un autre angle, en partant du critérium « résidence », comprendre tous les habitants des campagnes, sans exception, c'est-à-dire non seulement les cultivateurs proprement dits, mais encore les artisans (forgerons, mécaniciens, entrepreneurs de battage, etc...) et, d'une façon générale, tous ceux qui, sans cultiver la terre, concourent

néanmoins à l'accomplissement des travaux des champs?

En vérité, c'est, croyons-nous, dans la nature de l'activité et des moyens d'existence qu'il faut rechercher un critérium. Nous serions assez tentés, pour notre part, à ne considérer comme professionnels de l'agriculture que les individus consacrant l'essentiel de leur activité au travail de la terre et pouvant assurer leur subsistance ainsi.

Même confinée dans ces limites étroites, dont l'arbitraire ne nous échappe d'ailleurs pas (l'agriculture est en effet dans une certaine mesure un genre de vie autant qu'une profession), la profession agricole comprend, par nature, des éléments extrêmement divers. Elle groupe des individus qui, eu égard à leur condition sociale, leur situation de fortune, les conditions dans lesquelles ils exploitent, ont des besoins et des aspirations souvent fort différents. Le point de vue du propriétaire n'est pas toujours le même que celui du métayer ou du fermier. De même l'exploitant qui gère un grand domaine avec le concours d'une main-d'œuvre salariée importante ne croit pas toujours devoir raisonner comme le petit propriétaire cultivant quelques hectares avec les membres de sa famille.

La catégorie des salariés elle-même comprend des types très divers. Dans quelques régions de grande culture ou de cultures très spécialisées, on peut admettre l'existence d'un prolétariat; ailleurs, au contraire (et c'est la majorité), l'ouvrier est fils de propriétaire ou possède lui-même un petit bien ou est destiné à le devenir dans le courant de la vie.

La variété des spéculations animales ou végétales agit dans le même sens. Pour citer des exemples empruntés à notre pays, l'herbager de Normandie ou

du Charolais n'a pas, au même moment, des besoins identiques à ceux de l'agriculteur de la Beauce, du Nord ou à ceux du viticulteur des départements méridionaux.

Une observation analogue peut être faite concernant les différences entre les conditions de production d'une région à l'autre pour une culture déterminée. Le viticulteur de l'Aude ou de l'Hérault qui produit de grandes quantités de vin de consommation courante n'a pas les mêmes aspirations que son collègue Bourguignon ou Champenois. Le céréaliste du Soissonnais qui obtient à gros frais d'importants rendements peut avoir un point de vue différent de l'exploitant du Gers ou des Dombes auquel une culture extensive fournit une récolte de quelques quintaux seulement à l'hectare.

Ces divergences, inhérentes à la structure économique et sociale de l'agriculture sont, par ailleurs, souvent accentuées par la mentalité des populations rurales elles-mêmes. La description que M. Hallé¹ a faite du cultivateur français est, à cet égard, particulièrement éloquente :

« Nos paysans, écrit-il, ne sont pas des hommes d'affaires, ils n'ont pas et ne peuvent avoir une claire notion des grands problèmes économiques; ils embrassent difficilement l'ensemble d'un problème complexe, ne voient pas toujours la liaison existant entre les différents problèmes agricoles, entre les intérêts de l'agriculture et ceux des autres professions.

D'un autre point de vue, les cultivateurs sont à la fois près de leurs sous et très sentimentaux, impulsifs, capables de grands mouvements de passion puis, lorsque les choses sont moins mal, cette flamme retombe très vite, une immense force de résignation et d'inertie reprend le dessus et tout l'effort s'effondre jusqu'à une nouvelle crise.

Autre chose : le paysan est critique méfiant, s'il prend assez facilement pour argent comptant le tuyau intéressé

1. P. Hallé : *L'Organisation professionnelle en France, ses nécessités*, 1936.

d'hommes extérieurs à sa profession, il a rarement confiance dans les conseils de son syndicat. Il est, par ailleurs, infiniment sensible aux passions politiques; il se plaint, il critique, mais dès qu'une décision est à prendre sur le plan agricole c'est presque toujours la passion qui l'emporte sur ses intérêts matériels. »

Ces quelques traits prouvent, avec bien d'autres, que le milieu agricole est, par nature, souvent peu propice à l'apparition de la notion d'intérêt général qui est à la base de toute représentation professionnelle.

Certes, dans le cadre de régions naturelles homogènes, groupant des exploitations comparables spécialisées, sinon dans une seule, du moins dans un petit nombre de spéculations, une unité de vue peut se dégager. Pour reprendre toujours des exemples empruntés à notre pays, les ententes entre producteurs de betteraves à sucre, les accords entre les producteurs de lait d'Alsace, la cohésion des vignerons du Midi, le prouvent amplement.

Néanmoins, il s'agit là de mouvements relativement exceptionnels et d'une portée limitée. Si l'on considère, dans son ensemble, un pays comme la France qui, en dernière analyse, se caractérise par la diversité de ses productions d'une part, le morcellement des exploitations d'autre part, on est obligé de reconnaître l'absence fréquente, chez les populations agricoles, de tendances générales concernant des objectifs déterminés.

Par ailleurs, la représentation professionnelle n'a pas, nous l'avons vu, pour seul objectif de permettre aux « représentés » d'exposer leurs doléances. Elle suppose, le plus souvent, pour pouvoir porter tous ses fruits, une participation des membres de la profession intéressée à la mise en œuvre des mesures qu'ils sollicitent. Elle implique, chez ces derniers, l'inten-

tion et la possibilité de se conformer à une discipline. En un mot, elle doit se traduire, répétons-le, par une collaboration étroite entre les Pouvoirs publics et la profession prise dans son ensemble.

Autant de conditions que, là encore, on a quelque peine à trouver réunies, surtout lorsqu'il s'agit de l'Agriculture.

En premier lieu, pour les raisons auxquelles il vient d'être fait allusion, il est rare que la représentation professionnelle des populations rurales permette de dégager, pour l'ensemble du pays, des opinions ou des vœux uniformes. En outre, ce qui est plus grave, on ne peut toujours affirmer que les desiderata qu'elle exprime reflètent sans contestations possibles les aspirations, sinon de la totalité du moins de la majorité des membres de la profession.

L'expérience prouve, en effet, que presque toujours, même lorsque la représentation est organisée légalement et que toutes facilités sont offertes aux cultivateurs pour faire connaître leurs aspirations, le nombre des abstentions est élevé. Dès lors, en présence de vœux émis par une minorité, agissante peut-être — mais qui n'en demeure pas moins une minorité — le Pouvoir central hésite à intervenir, même s'il en a la possibilité, dans le sens qui lui est demandé.

D'autre part, et nous abordons là les caractères « techniques » de la profession agricole, l'agriculture est, dans de nombreuses circonstances, privée de cette souplesse qui permet aux autres formes de l'activité humaine de se transformer, de s'adapter aux circonstances et, pour ce qui nous occupe plus spécialement ici, de s'imposer éventuellement une discipline déterminée, qu'il s'agisse de restreindre ou de développer sa production, de la transformer, de modifier l'échelonnement de ses ventes, etc...

Ainsi que l'a très bien rappelé, après beaucoup d'autres, M^e Noilhan¹, l'exploitation du sol est soumise à un rythme spécial qui lui interdit les changements radicaux permis aux autres activités. Alors que, par exemple, le fabricant met en œuvre des matières premières et avec l'aide de techniques scientifiques obtient normalement en qualité et en quantité le résultat qu'il désire, le cultivateur doit obéir à des lois qu'il connaît mal et qu'il ne peut régenter. Il doit subir l'influence particulièrement capricieuse des saisons, des intempéries, du soleil, de la pluie.

Il ne peut, malgré ses efforts, diminuer le temps nécessaire pour produire ses récoltes. Il ne peut se dispenser d'effectuer certaines cultures, même non lucratives. Il ne peut, sous peine de voir s'anéantir brutalement les résultats d'années d'efforts, mettre, même temporairement, sa terre en chômage. Sauf pour quelques denrées dont la conservation peut, dans une certaine mesure, être réalisée (vins, blé...), il lui est impossible de constituer des stocks, voire même d'échelonner ses ventes, en fonction des conditions du marché. »

Bref, malgré tout son bon vouloir, le cultivateur est souvent hors d'état de souscrire à des « aménagements » profonds. Si, dans certains cas particuliers, des dispositions légales prises avec l'accord des intéressés ont pu — les conditions naturelles aidant — avoir des résultats heureux, on doit reconnaître que les Pouvoirs publics, même dans les pays dits totalitaires, se révèlent incapables d'imposer, d'une façon générale, aux producteurs ruraux, une discipline aussi sévère que celle imposée à certaines entreprises industrielles ou commerciales fortement concentrées et homogènes.

Point n'est besoin d'insister davantage pour souligner les difficultés de tous ordres auxquelles se heurte, dans ces conditions, l'organisation et surtout la mise en œuvre d'une représentation professionnelle agricole.

Certes, la question n'est pas insoluble. Nous verrons, dans les pages qui suivent, qu'à la faveur d'une évolution que les conditions économiques exception-

1. Henri Noilhan : *Aspect technique du problème agricole*, 1936.

nelles des dernières années ont certainement hâtée, les producteurs ruraux ont, dans la plupart des pays, réussi, sous une forme ou sous une autre, à faire entendre leur voix et parfois même obtenu de participer directement à la gestion des intérêts économiques de la nation.

Il n'en demeure pas moins que la représentation professionnelle agricole présente — certains l'oublient — des caractères qui lui sont propres. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, il ne saurait être question de vouloir appliquer purement et simplement à l'agriculture tous les procédés qui conviennent à d'autres formes de l'activité humaine.



III. — La notion « d'intérêts agricoles ».

Les caractères particuliers auxquels il vient d'être fait allusion : importance numérique et diversité de ses composants, presque toujours dissémination sur des territoires très étendus, difficultés des transports, mentalité propre et défaut d'instruction des cultivateurs, variété des activités qu'elle réunit et des buts qu'elle poursuit, confèrent à l'agriculture, nous l'avons vu, une structure éminemment complexe. Ils lui donnent aussi des aspirations et des besoins se référant à des objets multiples.

C'est dire que le terme d' « intérêts agricoles » si en faveur depuis quelques années dans certaine littérature — la littérature électorale en particulier — recouvre en réalité des notions très diverses et que les objectifs de la représentation professionnelle qui a précisément pour rôle d'étudier et de défendre ces

intérêts auprès des Pouvoirs publics sont extrêmement variés.

D'une façon très générale, si l'on fait abstraction pour l'instant des intérêts particuliers à certains membres de la profession, on peut dire que les agriculteurs demandent surtout à l'Etat :

1° De faciliter la production et l'écoulement des produits du sol, soit en fournissant aux exploitants le moyen de s'organiser à cet effet, soit en intervenant directement lui-même par le moyen de dispositions réglementaires, accompagnées ou non suivant les cas de concours financier (économie dirigée);

2° De réserver dans les dépenses engagées pour satisfaire les besoins généraux du pays, une place plus large aux travaux, institutions, intéressant plus spécialement les habitants des campagnes (équipement rural).

Examinons tout d'abord le problème de la production et de la vente des produits du sol.

L'exploitant rural, au même titre que l'industriel ou le commerçant (en fait, il est les deux à la fois), travaille dans l'espoir de réaliser un profit lui permettant, après avoir assuré sa subsistance et celle de sa famille, d'accroître son capital ou, suivant la formule consacrée, de mettre de « l'argent de côté ». Ce profit étant déterminé par la marge entre ses dépenses et ses recettes, le problème qui se pose pour lui, de même que pour tous les producteurs, consiste, est-il besoin de le rappeler, à vendre ses récoltes à un prix suffisamment élevé et à abaisser son coût de production. Dans quelle mesure les Pouvoirs publics peuvent-ils l'aider à obtenir ce double résultat?

Considérons tout d'abord le coût de production : il est, dans la majorité des cas, déterminé par les éléments suivants :

— Main-d'œuvre, force motrice, moyens de travail animés ou mécaniques et leur entretien.

— Prix des produits achetés au dehors (engrais, semences, aliments du bétail, produits anticryptogamiques, matériel, etc...).

— Fermage ou intérêt du capital foncier.

— Impôts, assurances.

— Frais généraux divers.

— Intérêt du capital d'exploitation.

En ce qui concerne l'intérêt des sommes engagées, rappelons que l'Etat peut intervenir efficacement en mettant à la disposition des cultivateurs, sous forme de crédit à long, moyen et court terme (crédit agricole), des capitaux à taux réduit. En matière de fermage, son action est en principe plus limitée, le prix de la location résultant normalement du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. — Ce n'est qu'en période exceptionnelle qu'il peut se croire autorisé à intervenir, par les mesures exorbitantes du droit commun pour imposer une révision des baux en cours et adapter les conditions de ceux-ci aux facultés de paiement du fermier.

Sur le terrain fiscal, les Pouvoirs publics peuvent, par contre, agir en toute liberté. Il leur est permis, s'ils l'estiment opportun, de faire bénéficier certains producteurs de dégrèvements, d'abattements, voire même de réduire uniformément le taux de certains impôts ou taxes grevant spécialement les exploitants ruraux (impôt sur les bénéfices agricoles, impôt foncier sur la propriété non bâtie, prestations, droits de circulation sur les vins et alcools, etc...).

Pour les produits et le matériel achetés par les cultivateurs, l'action de l'Etat peut être indirecte (législation favorisant la création de coopératives d'achat) ou directe (abaissement ou suppression des

droits de douane à l'importation sur les machines agricoles, les engrais — réduction des taxes frappant leur fabrication ou leur commerce, application à leur transport de tarifs de faveur, etc...).

En matière de main-d'œuvre, indépendamment de leur intervention dans l'élaboration et la conclusion éventuelle des conventions collectives de travail, les Pouvoirs publics ont, parfois, la possibilité d'exercer une certaine influence régulatrice sur les salaires, en facilitant ou en prohibant, suivant les circonstances, l'entrée sur le territoire national des ouvriers étrangers.

D'autre part, l'Etat peut enfin accorder des subventions aux agriculteurs qui entreprennent certains travaux d'utilité générale (remembrement, reboisement). Il peut encourager, par l'octroi de primes, certaines cultures que, pour des raisons particulières (besoins de la défense nationale, par exemple), il estime devoir être maintenues en dépit de leurs résultats déficitaires (primes à la culture du lin, du chanvre, du ricin, à la sériciculture).

Examinons maintenant la question des prix de vente. — Un rapide coup d'œil sur les principales dispositions dites « d'économie dirigée » prises au cours des dernières années, dans les différents pays, pour enrayer la chute brutale des cours, donne une idée des aspects que peut revêtir dans cet ordre d'idées l'action des gouvernants.

Ainsi que l'a exposé M. Henry Girard au XVIII^e Congrès de l'Agriculture française (Dijon, 1936), il y a tout d'abord les mesures tendant à renforcer la position des producteurs ruraux vis-à-vis de leurs acheteurs, en équilibrant l'influence des parties et en permettant, en outre, l'établissement de courants continus de tractions (législation favorable au développe-

ment de la transformation et à la vente en commun des récoltes, aide financière aux organismes créés dans ce but (silos coopératifs, laiteries et caves coopératives), contrôle de la qualité des produits vendus, protection des marques et appellations d'origines, répression des fraudes, etc...

Il y a, ensuite, les mesures tendant à réaliser l'ajustement de l'offre à la demande : — Imposition d'un conditionnement plus ou moins rigide des produits admis à la vente, ce conditionnement devenant plus sévère en cas de pléthore et moins intransigeant en cas de pénurie. — Echelonnement obligatoire des ventes, encouragements aux institutions assurant la conservation des récoltes, octroi de primes de stockage, de crédits d'attente aux producteurs gênés. — Résorption des excédents, soit préventivement, en rendant leur consommation obligatoire dans l'exploitation, soit *a posteriori*, en leur trouvant un emploi différent de leur usage normal (cf. prime à la dénaturation du blé), ou encore en facilitant leur déversement sur les marchés extérieurs, par exemple sous forme de prime à l'exportation. — Elargissement des débouchés à l'intérieur du pays, soit directement (achats pour la constitution de stocks de sécurité, destruction d'excédents par mesure sanitaire), soit indirectement en faisant obstacle aux importations de produits identiques ou similaires quant aux emplois — ces obstacles pouvant comporter d'ailleurs des degrés divers depuis la prohibition absolue, jusqu'aux droits de douane plus ou moins élevés, aux contingentements, aux surtaxes compensatrices de change, aux taxes sur licences d'importation, etc... — Elargissement de débouchés à l'extérieur par la conclusion d'accords commerciaux, par la propagande à l'étranger, par l'amélioration et la standardisation des produits exportés. — Limita-

tion de la production : contingentement des surfaces ensemencées, interdiction des plantations, primes à la suppression de certaines cultures (cf. arrachage de la vigne), limitation du nombre des installations pour la transformation des produits, etc...

Concernant, enfin, l'action directe sur les prix, on peut concevoir la fixation d'un cours légal ou l'acquisition par l'Etat de la totalité de la production nationale.

*
**

Considérons, maintenant, la question de l'équipement rural qui, en dernière analyse, a pour objet d'améliorer les conditions d'existence et de travail des habitants des campagnes. Ses formes sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de leur consacrer de longs commentaires.

Nous nous bornerons à rappeler qu'il comprend des mesures intéressant l'ensemble du monde rural : développement et entretien de la voirie, création de moyens de transports, extension du réseau ferroviaire, subvention à des entreprises privées, améliorations des relations postales, téléphone rural notamment, multiplication des écoles rurales, encouragements à l'électrification des campagnes, adductions d'eau, etc... et des dispositions intéressant plus spécialement les professionnels de l'agriculture ou certaines catégories d'entre eux (construction de barrages et de canaux d'irrigation, drainage, protection contre les inondations, reboisement, extension de l'enseignement agricole à tous les degrés, désignation de techniciens appointés par l'Etat et susceptibles d'aider les exploitants dans leur action, création de stations pour l'expérimentation de nouveaux procédés cultureux (champs d'expériences, stations d'essais de machines

et de semences), création de stations de remonte mettant à la disposition des éleveurs des reproducteurs d'élite, création d'organismes pour la protection contre les ennemis des cultures (stations phytopathologiques, service de lutte contre le doryphore, contre les sauterelles) ou des animaux (centres vétérinaires), l'action de ces derniers organismes étant éventuellement complétée par des mesures réglementaires destinées à limiter et à enrayer les ravages de certaines épizooties (abatage obligatoire des bovins tuberculeux, clavelisation des moutons) ou de parasites végétaux (arrachage des vignes phylloxérées, interdiction des importations en provenance de pays contaminés, etc...

Par ces quelques exemples, dont il nous paraît inutile de prolonger la liste, on peut mesurer l'influence que l'Etat moderne est susceptible d'exercer sur l'économie agricole du pays et sur les conditions d'existence des producteurs ruraux.

On voit, par là même, l'intérêt que présente pour la profession agricole la possibilité de faire connaître au Pouvoir central ses aspirations et ses besoins.

CHAPITRE II

QUELQUES ASPECTS DE LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE

SOMMAIRE

- I. — Personnes devant être représentées.
 - II. — La liaison entre la profession et l'Etat. — Représentation politique et représentation professionnelle. — Référendum. — Conseils consultatifs désignés par les Pouvoirs publics. — Assemblées représentatives mandatées par la profession elle-même. — Représentation à base individuelle. — Représentation par formations professionnelles. — Comment apprécier leur force représentative. — Représentation directe et indirecte.
 - III. — Attributions des organes représentatifs. — Différentes conceptions en présence.
-

I. — Personnes devant être représentées.

Avant d'examiner *comment* et *sous quelles formes* peut être réalisée la représentation des intérêts agricoles, il nous faut tout d'abord répondre à une question préalable : quels sont, parmi les membres de la profession — en donnant à celle-ci la définition très compréhensive que nous avons adoptée — ceux qui doivent participer à la formation des organes représentatifs ?

Deux tendances opposées se manifestent, l'une cherchant à assurer une représentation aussi large que possible, englobant par conséquent sans distinction les éléments très divers dont l'activité se rapproche plus ou moins de l'agriculture, et l'autre d'après laquelle seuls doivent participer à la composition des corps consultatifs les véritables professionnels de l'agriculture — plus spécialement les exploitants assurant sous leur responsabilité propre la direction et la gestion d'un domaine rural.

Considérons d'ailleurs les différents cas qui peuvent se présenter ; pour les agriculteurs exploitant directement, aucune contestation ne paraît possible ; ce sont, en effet, par excellence, les professionnels de l'agriculture à laquelle ils consacrent leurs capitaux, leur activité et leur travail. Encore faut-il définir l'exploitation agricole — tous les fonds ruraux, quelle que soit leur destination ou leur importance, ne peuvent

en effet être considérés comme des domaines agricoles.

Le propriétaire d'un simple jardin annexé à une habitation, le négociant en bestiaux qui dispose d'une prairie où il met temporairement les animaux qu'il destine à la vente, peuvent-ils être compris dans la catégorie des agriculteurs ou bien faut-il réserver le bénéfice de la représentation aux propriétaires de véritables exploitations rurales et, dans ce cas, comment définir ces dernières? Faut-il, ainsi que l'a fait la loi du 4 janvier 1924 sur les chambres d'agriculture, admettre que peut donner droit à la représentation tout fonds rural, dont l'importance est suffisante pour utiliser le travail et assurer l'existence d'au moins une personne, quelles que soient sa contenance et les spéculations animales ou végétales auxquelles il est affecté? Convent-il, au contraire, d'envisager une étendue minima ou d'exclure les productions non proprement agricoles (horticulture, cultures fruitières et maraîchères, pisciculture, élevage avicole, etc...)?

Examinons maintenant plus particulièrement le cas des *propriétaires non exploitants* : plusieurs situations peuvent se présenter :

1° *Le propriétaire afferme son domaine et exerce par ailleurs une autre activité*, industrielle ou commerciale ou, sans avoir jamais dirigé effectivement une exploitation rurale, est simplement un capitaliste pour lequel la terre n'est autre chose qu'un placement; doit-il être admis à participer à la composition des organes représentatifs? La question est très controversée et reçoit suivant les pays les solutions différentes. Si la propriété foncière est dotée d'une représentation spéciale, il convient, semble-t-il, de répondre par la négative. Dans le cas contraire, un

tel propriétaire peut-il, bien que non agriculteur « stricto-sensu » être admis dans le corps électoral en raison des liens étroits qui unissent ses intérêts à ceux de la profession tout entière?

2° *Le propriétaire exploite son domaine par métayage.* Le colonage partiaire étant en fait, sinon en droit, une association dans laquelle chacune des deux parties participe à la gestion d'une exploitation, il paraît difficile, dans ce cas, de lui refuser le droit à la représentation. Mais alors doit-il bénéficier du même nombre de voix que s'il exploitait directement?

3° *Le propriétaire loue son domaine, mais a exercé auparavant d'une façon effective le métier d'agriculteur.* Ses connaissances, son passé, les services qu'il a rendus à la profession lui confèrent-ils des droits suffisants pour participer au vote? — De même quel sort réserver aux anciens agriculteurs non-propriétaires d'un fonds rural?

Pour les *fermiers et les métayers*, quelles que soient la forme et les clauses du bail, une solution affirmative ne peut faire de doute. Mais, dans l'hypothèse d'une représentation « par intérêts »¹, faut-il envisager, pour un domaine déterminé, un partage des voix entre le propriétaire et son fermier (ou son métayer) de telle sorte que les biens soumis à ces modes d'exploitation ne puissent procurer un nombre de voix double de celui alloué aux propriétaires gérant eux-mêmes leurs domaines?

Même problème en ce qui concerne les *fermiers généraux* qui, bien que n'étant ni propriétaires ni exploitants directs, occupent cependant dans certaines régions une place importante dans l'économie agricole.

1. Cf. infra, p. 36.

La représentation des *salariés* (régisseurs, maîtres-valets et surtout ouvriers) soulève également des questions délicates : pour certains, la représentation professionnelle n'intéresse que les individus dirigeant une exploitation sous leur responsabilité. Ainsi devraient en être exclus tous ceux qui, recevant un salaire fixe, n'ont pas des intérêts directement liés aux résultats de l'exploitation.

D'autres, au contraire, estiment que l'ouvrier agricole, qu'il soit tâcheron, employé à la journée ou à gage, a son sort lié à celui qui l'emploie, qu'il est au même titre que celui-ci un professionnel de l'agriculture et, à ce titre, doit bénéficier du droit de vote.

La notion de responsabilité sur laquelle est fondée la première tendance a une force certaine — et l'on pourrait très bien concevoir à l'instar du régime en vigueur en France pour les professions commerciales et industrielles (Chambres de Commerce, Chambres des Métiers), une représentation réservée aux seuls chefs d'entreprises.

En revanche, si l'on songe à l'union étroite existant en agriculture, entre employeurs et employés, n'est-il pas sans danger, ainsi que le faisait observer Jules Méline, d'exclure des individus qui, somme toute, consacrent l'essentiel de leur activité au travail de la terre, et ne risque-t-on pas, ainsi, de porter atteinte à cette unité organique qui est, quoi qu'on en dise parfois, l'un des traits fondamentaux de la profession agricole ?

Au surplus, quelle définition adopter de l'ouvrier agricole, pour éviter que des salariés ne réservant qu'une partie de leur temps aux travaux de la terre ou accomplissant dans les campagnes un travail de nature non agricole, ne puissent figurer dans le corps électoral ?

Restent les nombreux individus qui, sans être des producteurs ou des travailleurs agricoles au sens étroit du mot, consacrent cependant tout ou partie de leur activité au service de la profession.

Le personnel dirigeant et les techniciens des organismes syndicaux coopératifs et mutualistes doivent-ils participer au vote, en raison des services qu'ils rendent à la profession et de leur connaissance des besoins de celle-ci?

Quel sort réserver aux membres des divers établissements d'enseignement et d'expérimentation agricole (laboratoires d'analyses, d'essais de semences et d'engrais, stations d'essais de machines, vétérinaires, etc.)?

Faut-il faire une distinction entre les organismes libres et ceux fonctionnant sous la direction de l'Administration et exclure du corps électoral tous les fonctionnaires publics (directeurs des services agricoles, professeurs d'agriculture, membres de l'enseignement agricole officiel...)?

Le fait d'appartenir à certaines compagnies scientifiques, spécialement agricoles (Académie d'Agriculture en particulier) doit-il conférer le droit de participer à la formation des organes représentatifs?

Une instruction professionnelle agricole sanctionnée par la possession de certains diplômes doit-elle, ainsi qu'il est d'usage dans certains pays, constituer à elle seule un titre suffisant pour figurer sur les listes électorales? ou du moins conférer une situation privilégiée (majoration du nombre de voix par exemple) aux détenteurs de ces diplômes?

Autant de questions, dont le seul énoncé donne une idée des difficultés que présente, lorsqu'il s'agit de l'agriculture, la constitution d'un corps électoral professionnel.

II. — La liaison entre la profession et les Pouvoirs publics ?

Supposons fixées les différentes catégories de personnes appelées à désigner les représentants. Comment va s'établir pratiquement la liaison avec le Pouvoir de décision ? En d'autres termes, de quels interprètes la profession va-t-elle disposer pour faire connaître ses besoins et ses aspirations aux autorités qualifiées pour les examiner et éventuellement les sanctionner ?

Nous nous trouvons, là encore, en présence de tendances répondant à des conceptions et à des objectifs différents — tendances qui ne concernent d'ailleurs pas seulement l'agriculture mais toutes les professions.

REPRÉSENTATION POLITIQUE ET REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE

D'aucuns estiment que c'est par la *politique* que les milieux ruraux doivent s'attacher à faire triompher leurs revendications. L'étude des différents mouvements qui ont pris naissance dans cet esprit n'a pas sa place ici. Leur existence doit cependant être mentionnée. Si, en effet, leur but immédiat n'est pas la représentation professionnelle au sens où nous l'entendons, en fait ils contribuent indirectement au développement de cette dernière. En s'efforçant d'obtenir une place aussi large que possible dans les assemblées parlementaires, les différents « *partis agraires* » qui se sont constitués un peu partout au cours des vingt dernières années ont, sans nul doute, contribué à augmenter la cohésion des masses rurales, à leur donner conscience de leurs intérêts généraux.

Ils ont fait apparaître une force nouvelle avec laquelle les gouvernants ont dû compter.

Dans certains pays, notamment ceux à économie essentiellement agricole, des succès électoraux éclatants leur ont permis de constituer une majorité plus ou moins puissante. Ailleurs, ils ont réussi assez souvent à former un parti d'appoint susceptible d'exercer une action réelle...

De toutes façons et même lorsqu'ils n'ont, pour des raisons diverses, pu encore constituer une formation politique prépondérante, il est permis de dire que les partis agraires ont, à des degrés divers, favorisé la représentation des intérêts ruraux et ont créé un « climat » propice à l'apparition ou au développement d'une représentation professionnelle agricole.

Suivant une deuxième tendance, qui s'inspire d'ailleurs assez directement des théories saint-simoniennes, le recrutement des corps politiques devrait être modifié de telle sorte que les différents éléments de la population soient appelés à voter, non plus dans le désordre de cadres géographiques plus ou moins artificiels, mais par catégories d'intérêts (Agriculture, Industrie, Commerce).

Certains préconisent avec Charles Benoist une représentation des intérêts professionnels à base individualiste, c'est-à-dire par le suffrage universel. D'autres, au contraire (B. de Lavergne), estimant que les assemblées professionnelles doivent représenter les compétences et valeurs sociales, voudraient qu'elles soient l'expression des seuls syndicats professionnels qui détiennent la force économique et s'imposent par là à l'Etat.

Sous un angle différent, le recrutement professionnel devrait s'appliquer, selon certains, au Parlement tout entier, tandis que, d'après une autre opinion,

il devrait être limité à la Chambre haute seulement.

C'est ainsi que, dans son traité de droit constitutionnel, Duguit, préconisait la création d'une Assemblée professionnelle élue par les syndicats et siégeant à côté d'une Chambre élue au suffrage universel.

De même, Marc Sangnier prévoyait dans son programme le remplacement du Sénat actuel par un Sénat professionnel.

M. Millerand s'est déclaré également partisan de faire entrer au Sénat des représentants des syndicats. Ces représentants, disait-il à l'occasion du cinquantième du syndicalisme agricole, « seraient appelés à défendre leurs points de vue particuliers, mais seraient forcés — parce que dans une assemblée politique — à tenir compte de l'intérêt national et de subordonner, ce qui doit être la loi suprême, les intérêts particuliers à l'intérêt général ».

En vérité, et quelque intéressante que puisse en être l'étude, ces différentes conceptions tendant, en dernière analyse, à l'institution d'un nouveau système politique sortent du cadre que nous nous sommes tracé. Elles se réfèrent à des objectifs assez différents de la représentation professionnelle de l'agriculture « stricto sensu » telle que nous l'avons précédemment définie.

LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE « STRICTO SENSU »

Même limitée à la désignation de mandataires de la profession auprès du Pouvoir de décision quel qu'il soit, dans le cadre des institutions existantes, la représentation professionnelle de l'agriculture peut d'ailleurs revêtir des aspects très divers.

Référendum

Le *référendum* en est une première forme : la consultation directe est, sans nul doute, le moyen le plus sûr qui s'offre aux Pouvoirs publics pour connaître l'avis des intéressés. Malheureusement, les difficultés matérielles que soulève sa réalisation limitent singulièrement sa portée. Pratiquement, il ne peut être envisagé qu'à des intervalles de temps assez éloignés (ce qui exclut évidemment toute représentation à caractère permanent) et lorsqu'il s'agit de productions nettement spécialisées (cf producteurs de lait en Grande-Bretagne) ou concentrées sur des territoires relativement peu étendus.

Lorsque, en revanche, il s'adresse à une population rurale composée d'éléments hétérogènes exerçant leur activité dans des conditions très différentes, le référendum fait rarement apparaître des tendances précises et ses résultats sont presque toujours difficiles à interpréter.

Pour ces différentes raisons, il est assez rarement employé.

Conseils nommés par le Pouvoir central

La création de *comités consultatifs*, formés de membres désignés par les Pouvoirs publics eux-mêmes parmi les « notabilités » de la profession, bénéficie, en revanche, d'une faveur toute particulière depuis quelques années. Il est peu de gouvernements qui n'aient, à l'heure actuelle, auprès d'eux, sous des dénominations diverses, un nombre imposant de Conseils susceptibles de leur donner des avis « techniques ».

Les conditions dans lesquelles sont composés ces organes, les règles de leur organisation, leurs attributions répondent d'ailleurs à des conceptions très différentes.

Leurs membres sont parfois désignés en toute indépendance par le Pouvoir central auquel il appartient alors d'apprécier le « caractère représentatif » des personnes auxquelles il a entendu faire appel.

Dans d'autres cas, pour limiter l'arbitraire des gouvernants, un texte légal leur prescrit de ne faire appel qu'à des membres de la profession réunissant certaines conditions déterminées.

D'autre part, les conseils peuvent être strictement professionnels ou, au contraire, réunir des représentants de plusieurs professions intéressées à un même cycle économique. Ils peuvent même avoir une composition plus large et englober l'ensemble des activités nationales. Leur existence peut être temporaire (leur activité se borne alors à l'examen d'un problème déterminé) ou, au contraire, permanente.

Leur mission peut être limitée à l'étude des seules questions se rapportant directement à la profession qu'ils sont censés représenter ou bien s'étendre à l'étude de problèmes plus vastes touchant aux intérêts généraux du Pays.

Au surplus, les Pouvoirs publics peuvent être libres de les consulter quand bon leur semble ou être tenus de solliciter leur avis sur certaines questions : leurs conclusions peuvent avoir un caractère obligatoire ou facultatif.

Enfin, leur rôle peut être soit purement consultatif (avec ou sans faculté de se saisir « proprio-motu » de certaines questions et d'émettre des vœux), soit plus étendu et comporter la gestion de certains intérêts professionnels, voire même la délégation de la

compétence de l'Administration pour exercer certaines fonctions de l'Etat.

Ces Comités, Conseils, Commissions, etc... qui, en fait, ont pour seul caractère commun d'être composés de membres nommés par le Pouvoir central, sont-ils véritablement des organes représentatifs?

Si l'on part du principe que l'une des conditions ou mieux l'un des éléments constitutifs de la représentation est l'attribution d'un mandat par le représenté à son représentant, il est difficile de l'admettre. Les hommes qu'un Gouvernement appelle à siéger auprès de lui, pour lui donner des avis, pour lui faire connaître les aspirations et les besoins d'une profession donnée, n'ont reçu en réalité aucune délégation de celle-ci. Quelle que soit la place qu'ils occupent dans leur partie, quelle que soit leur science, leur pratique, leur connaissance des milieux qu'ils sont censés représenter, ils ne peuvent être considérés comme les porte-parole d'une catégorie de personnes ou d'intérêts. Lorsqu'ils émettent une opinion, lorsqu'ils prennent position sur une question, ils parlent en réalité seulement en leur nom personnel et l'autorité qui s'attache à leur avis s'en ressent forcément.

Est-ce à dire que le système soit sans utilité pratique? Nous ne le pensons pas, et croyons même qu'il peut donner, dans certains cas, d'heureux résultats. En tout état, son efficacité est liée au milieu dans lequel il est appelé à fonctionner et à l'usage qui en est fait.

Dans l'hypothèse d'un gouvernement fort, attaché à servir, en dehors de toute préoccupation de parti ou de classe, les intérêts généraux du pays, les Comités de techniciens peuvent exercer une activité féconde.

En revanche, lorsqu'ils sont juxtaposés à des corps

politiques qui interviennent directement (cf. Offices agricoles créés en France après la guerre) ou indirectement dans leur recrutement, leur rôle est assez effacé.

Conseils nommés par les intéressés

Arrivons maintenant aux *Conseils consultatifs dont les membres sont désignés par les intéressés eux-mêmes* et qui sont, à vrai dire, les seuls organes réellement représentatifs de la profession.

Concernant leur recrutement, deux conceptions s'affrontent : l'une d'après laquelle les corps professionnels, à l'image des corps politiques, doivent être l'expression du plus grand nombre, et l'autre, illustrée notamment par La Tour du Pin, pour laquelle ils doivent avoir pour condition essentielle de leur fonction : la compétence.

En fait, la première conception conduit à la constitution d'organes élus au suffrage universel individuel, avec un corps électoral étendu, tandis que la deuxième trouve sa consécration dans la consultation des formations spontanées qui, par leur organisation, le nombre de leurs membres, les intérêts qu'elles réunissent, etc., peuvent être considérées comme étant les plus « représentatives » de la profession.

Sans nous étendre, pour l'instant, sur les avantages et les inconvénients respectifs de chacun des deux systèmes, essayons de préciser comment, pratiquement, peut être réalisée leur mise en œuvre.

1° La représentation à base individuelle

Nous avons vu les difficultés qu'il y a à définir la profession agricole et plus spécialement à dresser l'état des personnes dont l'activité est de loin ou de

près liée à l'agriculture et qui, à ce titre, ont le droit de participer à l'élection des corps professionnels. Mais une fois que les différentes catégories de votants sont fixées, par exemple par un texte légal, comment peuvent être pratiquement dressées les listes électorales ou, en d'autres termes, quels critères peuvent servir de base pour déterminer si tel ou tel individu réunit effectivement la ou les conditions exigées pour exercer son droit de vote?

L'agriculteur (et nous englobons sous ce terme tous les individus qui consacrent leur activité à l'exploitation du sol : propriétaires, fermiers, métayers, salariés, etc...) est rarement astreint aux mesures de publicité qui, presque partout, sont imposées aux individus exerçant d'autres professions : commerçants, industriels (registre du commerce, registre des métiers), ouvriers (livret de travail) et qui permettent normalement de les identifier et de connaître sans difficulté leur profession exacte.

Faut-il se baser, pour l'octroi du droit de vote, sur le paiement d'un impôt déterminé? Dans un pays comme la France où il n'existe pas d'impôt spécifiquement agricole, comme la patente pour les commerçants, ou du moins, pas d'impôt frappant tous les membres de la profession dans leur ensemble, une telle formule paraît difficile à envisager.

Peut-on se fonder sur les déclarations des intéressés, quitte à les faire contrôler, le cas échéant, par des commissions locales nommées à cet effet? Le procédé, qui est d'ailleurs en vigueur en France, nous le verrons, pour l'élection des Chambres d'Agriculture, n'est pas sans appeler des critiques, en raison des fraudes qu'il permet.

Le système le plus sûr serait, assurément, l'institution d'un livret professionnel agricole qui permet-

trait d'identifier chaque électeur, de préciser la nature de son activité, son ancienneté. L'usage de ce livret pourrait d'ailleurs être étendu sans difficultés, le cas échéant, aux personnes qui, sans appartenir intrinsèquement à la profession agricole, ont avec celle-ci des intérêts communs.

Sous un autre angle, convient-il d'envisager une représentation purement numérique ou, au contraire, une représentation en fonction des intérêts?

La représentation numérique, c'est-à-dire l'octroi d'une voix à chaque électeur a pour avantage la simplicité. On peut lui reprocher, en revanche, de ne tenir aucun compte des compétences et des valeurs économiques et, s'agissant de l'élection de corps professionnels, de présenter, aggravés, les défauts de tout suffrage universel, plus spécialement de sacrifier les minorités.

La représentation des intérêts permet d'obvier à ce dernier inconvénient; sa réalisation pratique n'est pas toutefois sans soulever de sérieuses difficultés.

Comment, en effet, mesurer l'importance des intérêts à représenter?

Pour les exploitants, l'étendue des terres cultivées peut être retenue; encore faudrait-il qu'il s'agisse de domaines homogènes, pratiquant les mêmes cultures, effectuant les mêmes spéculations, et dont l'exploitation soit soumise à des conditions comparables.

Elle ne saurait, par contre, être envisagée dans les pays comprenant des régions naturelles très différentes à cultures variées et *a fortiori* dans ceux où le bénéfice de la représentation professionnelle est étendu à des individus exerçant des activités très diverses.

Même remarque en ce qui concerne le montant des impositions où le chiffre d'affaires, la valeur des

produits vendus, le nombre de personnes affectées à l'exploitation, etc...

En réalité, pour que ces critères, ou la combinaison de plusieurs d'entre eux, puissent être pris en considération, il faudrait que les différents éléments de la profession votent, non plus ensemble, mais par catégories d'intérêts, et l'on pourrait par exemple concevoir :

— La catégorie des agriculteurs, chefs d'exploitation qui bénéficieraient d'un nombre de voix fonction à la fois de l'étendue cultivée et du chiffre d'affaires réalisé.

— La catégorie des ouvriers salariés, dont le nombre de voix serait soit uniforme, soit déterminé en fonction du salaire, de l'ancienneté ou des connaissances professionnelles (par exemple ouvriers spécialisés ou non).

— La catégorie des individus dont l'activité s'exerce en liaison avec la profession agricole et pour lesquels le nombre de voix serait calculé d'après l'importance des fonctions occupées, etc... etc.

Un tel système suppose une classification des activités délicate et laisse une assez large part à l'arbitraire « du » ou « des » organes appelés à le mettre en œuvre.

Il suppose, au surplus, réglés les différents problèmes auxquels il a été fait allusion précédemment et pour lesquels nous l'avons vu, il est souvent malaisé de trouver des solutions vraiment satisfaisantes (place à réserver aux propriétaires n'exploitant pas eux-mêmes, aux fermiers généraux, aux détenteurs de diplômes, etc...).

Par ailleurs, si l'on admet le principe d'une représentation par catégories d'intérêts, quelle place réserver à chaque catégorie, dans la composition des orga-

nes chargés de défendre les intérêts de l'ensemble de la profession?

Sur quels éléments se baser, par exemple, dans un pays donné, pour déterminer le nombre des voix qui doivent être allouées respectivement au groupe des exploitants, à celui des salariés? Ne s'expose-t-on pas enfin, en adoptant une compartimentation stricte, basée sur les trois éléments : terre, entreprise, travail, à dresser les uns contre les autres des catégories d'individus qui, somme toute, ont souvent des aspirations communes, et à faire disparaître cette notion de l'intérêt général qui, lorsqu'elle existe, est précisément à la base de toute représentation professionnelle?

En réalité, du fait des conditions auxquelles se trouve soumise la profession agricole, de ses caractères, de la multiplicité et de la diversité de ses composants, le problème est délicat.

Est-ce à dire qu'aucun effort ne puisse être tenté pour atténuer les dangers d'une représentation strictement numérique? Nous ne le pensons pas. En étudiant quelques-uns des aménagements susceptibles d'être apportés aux institutions actuellement en vigueur, nous nous attacherons même à montrer qu'en se basant sur la notion de profit, il doit être possible de trouver une formule tenant compte de l'importance respective des intérêts en présence.

D'un autre point de vue quelles doivent être les conditions d'*éligibilité* requises pour être membre d'une assemblée consultative? Doivent-elles être très larges et correspondre par exemple aux conditions fixées pour l'électorat ou, au contraire, convient-il, pour assurer un caractère nettement professionnel, à la représentation de n'admettre que des candidats exerçant effectivement le métier d'agriculteur et d'exclure, par conséquent, tous ceux dont l'activité

s'applique à d'autres domaines ou qui assument déjà des fonctions électives dans des corps professionnels ou politiques?

Quelle doit être la nature du mandat donné aux délégués? Doit-il être impératif ou bien de confiance et basé sur un programme étendu? Doit-il être de courte durée de façon à permettre un contrôle fréquent des représentés sur leurs représentants ou, au contraire, assez long pour assurer aux corps consultatifs une certaine continuité dans leur action?

La dimension des circonscriptions électorales, le nombre des organes représentatifs, leur statut, l'étendue de leur ressort soulèvent également des problèmes variés.

Faut-il, pour tenir compte des différences de situations existant souvent dans un périmètre restreint, multiplier les circonscriptions et avoir un grand nombre de Conseils locaux, appelés à participer eux-mêmes à la composition d'organes de coordination ou bien, pour éviter les complications d'un suffrage à deux degrés, est-il préférable d'envisager des Conseils à cadre étendu, élus directement par les membres de la profession? Les circonscriptions électorales doivent-elles être calquées sur les divisions administratives ou correspondre à des zones naturelles? Leur étendue doit-elle être uniforme ou varier avec l'importance des intérêts, la densité des électeurs?

De même, quel doit être le statut juridique des Chambres ou Conseils groupant les délégués? Faut-il leur laisser une complète autonomie, une indépendance totale ou, au contraire, en faire des organismes officiels, dotés de pouvoirs spéciaux reconnus par la loi, mais soumis quant aux conditions, dans lesquelles ils exercent leur activité, au contrôle des Pouvoirs publics?

Quelles ressources leur allouer pour leur permettre de faire face aux frais de leur fonctionnement? (création d'une taxe spéciale prélevée sur les intéressés? perception de cotisations? affectation du produit de certains impôts frappant plus spécialement l'agriculture, allocation de subventions, constitution de dotation budgétaire? etc...)

Dans l'hypothèse d'un corps électoral unique convient-il de prévoir, au sein de chaque conseil, une représentation globale de l'ensemble des intérêts généraux de la profession ou, au contraire, de réserver à chaque catégorie d'intérêts un nombre de sièges déterminés?

Enfin, l'action des différents organes locaux ou régionaux doit-elle être limitée à des interventions auprès des autorités administratives de leur ressort ou bien y a-t-il intérêt à ce que le Pouvoir central les consulte directement, soit en s'adressant individuellement à chacune d'elles, soit par l'intermédiaire d'un organe chargé de les représenter et de coordonner leur activité?

Il suffit de poser les questions pour mesurer la complexité du problème et la diversité des solutions qui peuvent lui être apportées.

2° Représentation par les formations professionnelles

Alors que la représentation à base individuelle a pour objet essentiel de permettre à l'ensemble des membres de la profession de manifester leurs sentiments et leurs désirs, les systèmes que nous abordons maintenant aspirent à constituer un corps électoral moins important mais plus éclairé. Ils ont pour fondement essentiel le principe que, pour reprendre l'expression de la Tour du Pin lui-même, « c'est

l'opinion des plus avisés qu'il importe d'avoir » et que, dans une profession donnée, les plus avisés sont ceux qui s'associent et se concertent pour l'étude et la défense de leurs intérêts...

Faisons abstraction pour l'instant des réserves que peut appeler un postulat aussi absolu et examinons dans quelles conditions pratiques peut être réalisée une consultation des formations professionnelles que nous qualifierons de spontanées, pour les distinguer de certains groupements dits professionnels existant dans quelques pays mais dont la création est en réalité l'œuvre des Pouvoirs publics et qui, en dernière analyse, sont beaucoup plus des rouages administratifs que des organes représentatifs.

Une première question vient tout d'abord à l'esprit : quelles sont les formations dont l'avis doit être sollicité ?

Dans tous les pays, au cours des 30 ou 40 dernières années, on a enregistré l'apparition de groupements de formes diverses, répondant à des objectifs souvent très différents : défense des intérêts professionnels vis-à-vis des Pouvoirs publics (syndicats, associations de producteurs), amélioration des conditions de production et de vente (coopératives pour l'approvisionnement en commun d'engrais, de semences, de matériel, d'aliments pour le bétail... coopératives pour la transformation et la vente collective des produits récoltés (caves, distilleries, meuneries, huileries, cidreries, laiteries, féculeries, abattoirs, docks-silos), organes mutualistes (caisses de crédit agricole, sociétés d'assurances, de secours mutuels), etc...

Par ailleurs, au sein même de la profession agricole les individus exerçant une activité comparable se sont souvent unis (associations de propriétaires, de

métayers, de fermiers, de salariés) pour la protection de leurs intérêts respectifs.

Dans quelle mesure chacun des composants de cet ensemble assez disparate doit-il être consulté? Faut-il limiter le droit de représentation aux seuls groupements qui se donnent pour tâche exclusive l'étude et la défense des intérêts généraux de la profession? Convient-il, au contraire, d'admettre également les coopératives, mutuelles, etc... et d'une façon plus générale tous les organismes à action économique et utilitaire?

Quel sort, enfin, réserver à la dernière catégorie d'associations dont l'activité s'exerce sur un plan plus social qu'économique?

Puis, si l'on admet le principe d'une consultation large, quelle part accorder à chaque association, à chaque coopérative, à chaque caisse mutuelle? ou, ce qui revient au même, comment apprécier la *force représentative* de ces différents groupements?

Il s'agit là d'un problème important.

Le statut juridique fournit un élément dont l'importance ne doit pas être exagérée; ainsi que l'a justement noté M. A. Toussaint¹, il serait anormal, par une interprétation stricte des textes légaux, de limiter aux seuls syndicats la fonction représentative et en pratique on ne peut la refuser aux groupements constitués sous d'autres formes pourvu qu'ils poursuivent un objet syndical.

Le nombre des adhérents, qui est souvent retenu pour le calcul du nombre de voix, ne signifie pas grand'chose : une association constituée pour la défense d'une au plusieurs productions déterminées et réunissant un petit nombre de membres agissants est, sans nul doute, plus représentative de la profes-

1. *Agriculture Pratique*, 9 juillet 1938.

sion qu'une coopérative ou un syndicat comprenant plusieurs milliers d'adhérents préoccupés beaucoup plus des avantages matériels immédiats que leur procure leur groupement que de la défense des intérêts généraux de l'agriculture.

D'ailleurs, dans son avis du 31 juillet 1922, la Cour permanente de Justice Internationale, a tenu à préciser que le nombre d'adhérents n'était pas le seul critérium pour juger du caractère représentatif d'une organisation, mais qu'il fallait également tenir compte d'autres éléments, tels que l'ancienneté, les tarifs et la régularité du paiement des cotisations, l'importance du patrimoine, l'indépendance du groupement...

Mais alors comment pratiquement réaliser la consultation ?

Faut-il répartir les groupements en catégories dotées chacune d'un pourcentage de voix particulier et distinguer par exemple les associations à but utilitaire de celles poursuivant exclusivement l'étude et la défense des intérêts professionnels, les groupements d'intérêt général de ceux tendant à la protection d'intérêts particuliers ? etc...

L'idée est théoriquement séduisante, mais comment réaliser une telle classification ? Il serait manifestement impossible de prévoir, dans un texte légal, des formules types correspondant aux différentes formations en présence — ce serait donc les Pouvoirs publics eux-mêmes ou des organes émanant d'eux qui devraient faire la répartition ; auraient-ils la possibilité de l'effectuer en toute indépendance ?

Faut-il, sous un autre angle, retenir l'importance des intérêts que ceux-ci représentent ; nous nous heurtons alors aux mêmes difficultés que dans le cas de la représentation des intérêts individuels.

En vérité, ces différents éléments ont chacun leur

importance et, pour obtenir une solution satisfaisante, il faut les combiner — ce qui est assez difficile à réaliser.

Voyons, maintenant, dans quelles conditions les groupements appelés à faire connaître leur avis peuvent être consultés.

On peut envisager tout d'abord une consultation directe de chaque association, prise individuellement, sous l'aspect de référenda organisés par les Pouvoirs publics lorsque se posent des questions particulièrement importantes. Le procédé offre l'avantage d'établir un contact entre les Pouvoirs publics et des organismes qui, vivant le plus près du cultivateur, connaissent le mieux les difficultés et la vie de la famille paysanne — en revanche, il est compliqué, long, et par là même, ne peut être utilisé qu'à des intervalles de temps assez longs.

Dans une deuxième formule, les gouvernants s'adressent non aux groupements locaux ou régionaux, mais aux unions, fédérations, etc. que ceux-ci sont presque toujours amenés à constituer sur le plan national pour coordonner leur action et qui ainsi deviennent les conseils officieux ou officiels du Pouvoir de décision; ici, la représentation peut, dans une certaine mesure, être permanente, mais il va de soi que pour être efficace elle suppose l'existence d'une organisation professionnelle suffisamment poussée et hiérarchisée.

D'après une troisième conception, enfin, la consultation est indirecte, les groupements professionnels libres n'étant pas alors appelés à faire connaître leurs opinions, à transmettre leurs revendications aux Pouvoirs publics eux-mêmes, mais à désigner des délégués siégeant dans les organismes officiels qui ont pré-

cisement pour rôle de centraliser et de concrétiser leurs avis et leurs revendications.

Ces organismes officiels, au même titre d'ailleurs que les assemblées élues au suffrage universel avec lesquelles ils peuvent se confondre, sont susceptibles de revêtir des aspects différents. Ils peuvent être spécialisés dans l'étude et la défense de certains intérêts économiques ou sociaux déterminés ou, au contraire, exercer leur action dans un domaine étendu et s'occuper de toutes les questions intéressant l'ensemble de la profession. Ils peuvent être strictement agricoles ou bien réunir des représentants d'autres activités en rapport avec l'agriculture (conseils interprofessionnels).

Ils peuvent se confondre avec les comités de techniciens, plus ou moins intégrés dans l'organisation administrative, auxquels il a déjà été fait allusion ou, au contraire, conserver une certaine indépendance et être essentiellement des organes de défense, etc...

*
* *

III. — Attributions des organes représentatifs.

Quels que soient leur dénomination, leur mode de recrutement, la qualité des individus dont ils émanent, la nature des groupements qui participent à leur composition, l'étendue des intérêts qu'ils symbolisent, leur caractère officiel ou privé, les organes représentatifs sont susceptibles de recevoir des attributions plus ou moins étendues. On peut les concevoir cantonnés dans le rôle de donneurs d'avis; leur activité se limitant alors à étudier les questions dont les Pouvoirs publics les saisissent quand bon leur semble et à communiquer des conclusions dont l'Administration est

libre de s'inspirer ou non dans l'élaboration de ses décisions.

Leur consultation peut, au contraire, être rendue obligatoire, pour un certain nombre de questions, par un texte légal et leurs avis s'imposer à l'autorité qui l'a sollicité, avec ou sans condition de majorité lors du vote des résolutions.

Ils peuvent, enfin, avoir la faculté de se saisir eux-mêmes de questions sur lesquelles ils n'ont pas été consultés et « proprio-motu », d'attirer l'attention de certaines mesures, leurs vœux devant alors être, ou non, pris obligatoirement en considération.

Sous l'aspect purement consultatif, l'étendue de leur mission peut ainsi varier dans des proportions considérables.

Pourquoi, déclarent d'autre part certains promoteurs du mouvement professionnel agricole, ne voir dans les organes représentatifs que des réunions d'experts? Ne sont-ils pas qualifiés, par leur composition, pour remplir d'autres missions, notamment pour assurer certaines des fonctions économiques ou sociales exercées par l'Etat et que celui-ci est souvent mal placé pour assumer?

Pourquoi, sur le terrain économique, ne pas confier aux organes représentatifs, en leur donnant les pouvoirs nécessaires à cet effet, le soin d'édicter et d'imposer aux membres de la profession certaines règles tendant à l'orientation et à l'organisation du métier (limitation des plantations et ensemencements, échelonnement des ventes, stockages, élimination des produits défectueux, accords avec autres professions, etc... etc...).

Pourquoi, sous l'angle social, les corps consultatifs ne pourraient-ils être habilités pour le règlement des des questions se rapportant aux rapports entre les

différents membres de la profession (législation du travail, contrats collectifs de fermage ou de métayage, etc...)?

Du point de vue judiciaire : ne sont-ils pas qualifiés pour constituer des organes de conciliation, voire même des Tribunaux d'agriculture spécialisés, chargés de statuer sur tous les litiges à caractère professionnel?

N'y aurait-il pas intérêt, par ailleurs, pour leur permettre de remplir une mission élargie, à leur donner des pouvoirs financiers — à leur affecter par exemple le produit de certaines taxes — de façon à leur permettre la constitution de caisses de compensation ou d'organes similaires susceptibles d'assainir tel ou tel marché encombré?

Enfin, les conseils interprofessionnels, lorsqu'il en existe, ne pourraient-ils être chargés de concilier, le cas échéant, les intérêts divergents des activités dont ils groupent les représentants — agissant alors comme des arbitres?

Bornons-nous, pour l'instant, à mentionner ces suggestions et ces vœux, nous réservant d'examiner ultérieurement, à la lumière de quelques réalisations, s'il est opportun d'investir les organes consultatifs de missions aussi complexes ou si, au contraire, il est préférable de limiter leurs attributions pour leur permettre de mieux remplir leur fonction essentielle de représentation.

CHAPITRE III

LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE EN FRANCE

SOMMAIRE

- I. — Notions historiques. — Le patronage du foyer rural sous le régime féodal. — Les fruitières.. — Les Sociétés d'Agriculture du XVIII^e siècle. — La Révolution et la Loi Le Chapelier. — Premiers essais de représentation officielle sous la Restauration. — La loi du 21 mars 1851. — La loi de 1884 sur les Syndicats.
- II. — La représentation professionnelle spontanée. — Régime légal.. — Naissance, évolution des groupements professionnels. — Leur importance. — Leur fonction représentative. — Appréciation critique de leur rôle.
- III. — La représentation professionnelle. — Les Conseils consultatifs. — Le Conseil National Economique. — Les Chambres d'Agriculture. — Statut, attributions, composition, fonctionnement. — L'Assemblée permanente des Présidents. — Appréciation critique.
-

I. — Notions historiques.

Si le problème de la représentation professionnelle occupe actuellement, dans la plupart des pays, une place de premier plan dans les préoccupations des milieux ruraux, il n'en a pas toujours été ainsi. En France en particulier, ce n'est qu'à la fin du siècle dernier, avec l'apparition du syndicalisme, que la profession agricole a commencé à s'organiser pour la défense de ses intérêts tant vis-à-vis de ses fournisseurs et acheteurs qu'auprès des Pouvoirs publics.

Est-ce à dire qu'au cours des quinze cents ans qui se sont écoulés avant la loi de 1884, le cultivateur vécut toujours dans un complet isolement, dépourvu de tout appui, de tout support? Assurément non, mais le patronage de l'atelier agricole était alors organisé sur des bases différentes de celles que nous lui connaissons aujourd'hui.

Sans remonter au système de la « familia » Romaine, groupant étroitement autour du grand propriétaire du *latifundium*, de la *villa* gallo-romaine, tous ceux, libres ou non, qui assuraient la culture et la vie du domaine; on peut trouver dans le régime féodal l'aspect le plus caractéristique de ce patronage dont M. Roger Grand a souligné le rôle dans la belle communication qu'il a présentée en 1934 au Congrès du cinquantenaire du Syndicalisme agricole.

« Pendant la période du Haut Moyen âge qui suit l'écroulement de l'Empire Romain et les invasions

barbares, écrit-il, se constituent peu à peu entre les petits cultivateurs, vivant tous désormais en foyers familiaux indépendants et un grand propriétaire, protecteur puissant, les liens étroits de dépendance et de hiérarchie qui caractériseront le régime féodal, système domanial et seigneurial, à la fois foncier et politique. Tous les habitants d'un même domaine féodal y sont unis et étroitement solidaires dans la défense des intérêts communs, comme ils sont tous soumis à la même coutume, née des conditions locales où le domaine a évolué, sous la direction, le gouvernement, la sauvegarde du seigneur de fief dont les intérêts sont aussi les mêmes puisque sa prospérité ou sa ruine est faite de la prospérité ou de la ruine du fief qu'il habite et dont il vit.

« Il n'est pas paradoxal de dire que le système féodal, avant sa décadence à partir du ^{xiv}^e siècle, ne fut, à tout prendre, dans son ensemble, qu'une vaste association de secours mutuels.

« Les petits, « vilains » aux champs, « manants » à la ville donnaient au domaine leur travail pour sa culture, son commerce ou sa rudimentaire industrie; leurs redevances et leurs corvées pour l'entretien de son administration, de sa justice, et de ses services publics.

« Les « gros » s'engageaient à protéger chacun, à faire la police, à rendre la justice, à entretenir un château fort, à équiper une troupe armée et à combattre eux-mêmes à cheval pour la défense du domaine, au maintien et à la prospérité duquel tous étaient également intéressés.

« Système cohérent, système normal tant que l'économie était circonscrite au domaine, le seul possible tant que le Pouvoir central monarchique fut trop

faible pour assumer à tous et partout l'ordre et la sécurité.

« Le ^{xii}e et le ^{xiii}e siècles, qui en représentent l'apogée apparaissent vraiment comme la plus belle époque de notre ancienne France agricole. Le « plat pays » est alors vraiment administré et représenté par des chefs résidant, responsables et intéressés à une bonne gestion ? Il est dans l'ordre et la logique ; la paix règne à l'intérieur ; l'aisance paysanne est très répandue. Le foyer rural jouit vraiment d'un patronage adapté à son objet et d'un effet satisfaisant, à en juger de loin par les résultats que font apparaître une foule de documents concordants mis en œuvre depuis un demi-siècle par d'érudits historiens, aux quatre coins du pays. »

A partir du ^{xiv}e siècle, il est vrai, la trame du système domanial se relâche : les désastres militaires et économiques de la guerre de Cent Ans qui affaiblissent les grandes maisons terriennes, les efforts inlassables poursuivis par la monarchie capétienne pour « rassembler » la terre française et, un peu plus tard, l'absentéisme des grands propriétaires qui résident de moins en moins sur leurs terres, compromettent cet équilibre social et, s'il demeure en droit jusqu'à la fin de l'ancien régime, le seul représentant et le défenseur nominal du « plat pays », le seigneur voit son rôle s'affaiblir progressivement, cependant que s'aggrave l'isolement du foyer rural.

Dans un petit nombre de régions seulement les nécessités locales conduisent les paysans à se grouper (frutières dans la Franche-Comté et la Savoie, cottières dans les Landes et la Touraine, « Syndicats », pour le dessèchement des marais ou la défense contre les inondations).

Au milieu du ^{xviii}e siècle, sous l'influence des phy-

siocrates, on assiste cependant avec l'apparition des « *Sociétés d'Agriculture* » à un effort intéressant pour constituer des organes d'études techniques et de propagande destinés à favoriser le progrès agricole.

En 1757, de leur propre initiative, les Etats de Bretagne nomment une commission « chargée de constituer une Société appelée à ranimer la vie économique ». Le nouvel organisme, dénommé « Société d'Agriculture, de Commerce et des Arts de Bretagne », voit son existence légalisée le 6 août par un brevet du Roi.

Le Gouvernement décide, par la suite, de créer des Sociétés d'agriculture dans toutes les généralités : une circulaire du 22 août 1760 de Bertin donne des ordres en vue de cette création.

Grâce à l'effort des intendants et de quelques particuliers, huit Sociétés sont établies en 1761 dans les généralités de Tours, Paris, Limoges, Lyon, Riom, Orléans, Rouen et Soissons.

L'année 1762 enregistre l'apparition de nouvelles Sociétés dans les pays d'élection (Bourges, Alençon, Auch, La Rochelle, Montauban et Caen) et dans les pays d'Etat; quelques tentatives doivent aboutir à la création ultérieure des Sociétés du Hainaut (1763), de Provence (1765), et du Roussillon (1779).

Quel a été le rôle de ces différentes Sociétés?

Au point de vue de la représentation professionnelle agricole, il semble que leur activité ait été assez timide. Composées exclusivement de membres choisis par l'Administration, chargées, avant tout, de contribuer aux progrès de la technique agricole, elles ne pouvaient se considérer, en effet, comme habilitées à recueillir et à présenter aux Pouvoirs publics les doléances et les revendications de la profession agricole. Il faut reconnaître toutefois que, si la plupart

d'entre elles consacrèrent l'essentiel de leur activité à l'amélioration des procédés cultureux et des méthodes d'élevage, elles se préoccupèrent également à maintes reprises de questions économiques et sociales.

M. Emile Justin¹ signale que plusieurs sociétés, pour favoriser la conclusion de baux de longue durée, demandèrent au « Contrôleur général » la réduction des droits de centième denier sur les baux à ferme qui seraient passés pour un temps plus long que celui de neuf ans.

D'autres s'efforcèrent de limiter les abus auxquels donnait lieu la pratique de la tacite reconduction. Déjà consciente des inconvénients du morcellement excessif, la Société d'Orléans demanda en 1877 une loi qui autoriserait « sans contraindre personne, les échanges de gré à gré et qui permettrait de faire sans frais et surtout sans lods et ventes, ceux qui seraient nécessaires pour réunir les domaines en une grande contenance. »

La question capitale des impôts fut à l'ordre du jour des préoccupations de la plupart des Assemblées. La diminution des charges fiscales pesant sur l'Agriculture, le remplacement des taxes multiples par une perception unique, firent l'objet de nombreux mémoires et requêtes.

L'amélioration de la vie matérielle des cultivateurs retint également l'attention des Sociétés. Qu'il s'agisse du développement de certaines cultures susceptibles d'assurer la subsistance du peuple en cas de disette (pomme de terre), de la lutte contre la carie du blé, contre l'ergot du seigle, de la lutte contre les maladies qui décimaient les populations rurales, du développement de l'instruction, elles accomplirent d'importants efforts. D'une façon générale on peut dire

1. Emile Justin : *Les Sociétés d'Agricultures au XVIII^e siècle.*

qu'elles ont voulu protéger le cultivateur contre les lois, les usages et les abus de toutes sortes, les dangers auxquels il était exposé, et contre sa propre ignorance même.

Enfin, elles comprirent qu'il ne suffisait pas d'améliorer la culture du sol et d'accroître la production, mais qu'il fallait aussi augmenter les débouchés et favoriser l'écoulement des denrées en débarrassant le commerce de toutes les entraves qui le gênaient.

Elles réclamèrent, avec insistance, la liberté du commerce et obtinrent la loi du 14 septembre 1774 qui supprimait le monopole du blé. Elles demandèrent l'abolition des taxes, péages, l'extension et l'entretien des voies de communication, etc...

Bref, par la force des choses, les Sociétés d'Agriculture ont été amenées à sortir du rôle technique assez étroit qui leur avait été imparti. Par les sujets de leurs préoccupations et par leurs multiples interventions auprès des autorités pour faire modifier à l'avantage des cultivateurs certaines lois en usage, elles se rapprochent ainsi des organes représentatifs actuels dont, peut-on dire, elles ont été les précurseurs.

La Révolution, dominée par le nouveau dogme de l'Individu, devait supprimer avec toutes les associations professionnelles les Sociétés d'agriculture en même temps qu'elle abolissait les derniers vestiges de ce patronage qui, au cours des siècles, avait permis de défendre le cultivateur contre les abus de l'Etat ou de certaines puissances économiques.

« Assurément, note M. Roger Grand, la fameuse loi Le Chapelier du 14 juin 1791, interdisant au nom de cette liberté individuelle à sauvegarder toute coalition et toute association créée en vue de la défense de « prétendus intérêts communs », atteignait beaucoup plus les ouvriers groupés dans leurs corps de métier, que les agriculteurs; mais, dans le même temps, ceux-ci, comme rançon de la suppression des rentes féodales, que le cours des siècles avaient rendues

presque illusoires à force d'en amenuiser la valeur, et de la possibilité, pratiquement plus intéressante, de racheter les rentes foncières perpétuelles, voyaient briser définitivement, dans la nuit du 4 août, les derniers liens, faibles à la vérité, qui rattachaient encore le paysan à l'organisme domanial. Ils y perdaient le bénéfice, très appréciable aux champs, d'un certain paternalisme débonnaire qui, dans nos provinces, caractérisait le plus souvent les relations des gentilshommes campagnards avec leurs tenanciers. »

Sous le Directoire, les Sociétés d'agriculture se reconstituent et se multiplient sous l'égide des Pouvoirs publics, mais, pour des raisons faciles à deviner, elles se cantonnent dans le rôle d'organismes d'étude, de renseignements et de propagande technique.

La loi des 24-27 juin 1791, toujours en vigueur, l'article 416 du Code pénal relatif au droit de coalition et les articles 291 à 294 du Code pénal qui frappaient comme illicite toute association de plus de vingt personnes, formée sans l'agrément préalable du Gouvernement, interdisent par ailleurs la constitution de tout groupement professionnel. En définitive, le cultivateur vit dans un isolement complet, sans défense contre les entreprises de l'Etat, du fisc, de la politique ou de la finance, incapable de faire entendre sa voix, les constitutions autoritaires ou censitaires ne permettant guère une représentation politique de la masse paysanne.

Les dangers d'une telle situation ne devaient pas tarder à apparaître. Aussi, sous la Restauration, en même temps qu'il s'attachait à étendre les attributions des conseils techniques siégeant auprès de lui, le Gouvernement se préoccupait-il de fournir à la profession agricole le moyen de faire connaître ses besoins et ses aspirations.

Une ordonnance du 27 janvier 1819, rendue sur le rapport du comte Decazes, créa un Conseil d'agriculture composé de 10 membres choisis par le ministre

sous l'approbation du Roi. Dans chaque département, était désigné un « correspondant » chargé d'effectuer, sur une partie de son domaine, les essais et expériences prescrits par le Conseil.

Un arrêté ministériel de 1829 décida une réorganisation de ce dernier et prescrivit la création auprès de chaque sous-préfet d'un comité consultatif composé de 3 ou 4 des principaux cultivateurs du pays. Les membres de ces comités devant, réunis au chef-lieu de la préfecture, former des *Conseils départementaux d'agriculture*.

A la suite de la chute du Ministère, cette organisation ne fut d'ailleurs jamais réalisée. Le Conseil d'agriculture fut une nouvelle fois remanié par la Monarchie de Juillet; le nombre de ses membres fut successivement porté à 30, puis à 54 et, en 1844 il céda la place à un Congrès central d'agriculture de 510 membres qui, jusqu'en 1848, se réunit à plusieurs reprises et émit des vœux répétés concernant les grands problèmes agricoles.

Mais, à vrai dire, la création de ces différents Conseils était loin de réaliser une représentation professionnelle des intérêts agricoles, au sens ou nous l'entendons aujourd'hui. Il faut arriver à la loi du 21 mars 1851 pour trouver un véritable effort dans ce sens.

Ainsi que le rappelle M. Lucien Haguët, cette loi étant divisée en trois titres réglementant trois institutions distinctes :

« 1° Les comices agricoles chargés des intérêts agricoles pratiques, du jugement des concours, de la distribution des primes ou autres récompenses dans leurs circonscriptions (le premier Comice fut créé à Valandry, dans l'Anjou, par le Marquis de Turbilly, le 15 août 1755).

2° Les Chambres d'agriculture départementales, corps consultatif local devant éclairer le Gouvernement sur les questions de législation, d'économie et de statistique agricole.

3° Le Conseil général d'agriculture délibérant sur les opinions émises par les Chambres d'agriculture, devant donner son avis au Gouvernement sur les questions que le ministre lui soumet et pouvant émettre des vœux.

La loi, dans son article 2, détermine les conditions que doivent remplir les personnes désirant faire partie des Comices; un certain nombre de membres de ces Comices peuvent être étrangers à l'agriculture.

Il sera établi dans chaque arrondissement un ou plusieurs Comices agricoles, dit l'article 1; mais ce n'est là qu'une simple invitation.

Les circonscriptions de ces Comices ne sont donc pas uniformes. C'est le Conseil général du département qui les détermine sur la proposition du préfet. Il peut aussi assimiler aux Comices les Sociétés s'occupant d'agriculture et leur fixer des circonscriptions, à condition qu'elles remplissent les obligations des Comices.

Les Chambres d'agriculture siègent au chef-lieu du département; elles sont composées d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département. Ces membres sont élus par les Comices (chaque Comice en nommant un nombre égal au nombre de cantons compris dans sa circonscription) ou choisis par le Conseil général pour les cantons non compris dans les Comices.

Les membres de ces Chambres d'agriculture devaient nommer, à raison d'un par Chambre, les membres d'un *Conseil général*, appelé à donner dans sa session annuelle son avis sur toutes les questions d'intérêt général qui lui seraient soumises.

Malheureusement, une fois encore, cette loi ne put être appliquée. Au moment où l'Administration en préparait l'exécution, survint le Coup d'Etat et l'un des premiers soucis du nouveau gouvernement fut d'empêcher la formation de corps élus susceptibles de gêner son action. Un décret-loi du 25 mars 1852 remplaça le recrutement des assemblées au moyen de l'élection par la nomination, par le Pouvoir central et, en dépit de quelques tentatives pour obtenir une représentation organisée sur les bases plus larges (cf. notamment propositions Picard, 25 janvier 1870, d'Andelaire George et de Chambrun, 15 février 1870),

l'Empire disparut sans que le problème ait pu recevoir de solution.

L'établissement de la III^e République devait finalement favoriser de nouvelles tentatives et, en fait, de nombreux projets furent exposés tendant soit au retour pur et simple à la loi de 1851 (Lepinasse, de Saint-Victor et Bouille), soit à l'institution de chambres d'agriculture établies sur des bases nouvelles (Méline, de Ladoucette, de Pontbriand). Mais, en dépit de l'insistance de leurs auteurs, ces projets ne purent, pour des causes diverses, être consacrés par un vote du Parlement.

Ce dernier ne devait par tarder cependant à donner aux cultivateurs, avec la possibilité de former des syndicats, le moyen de faire connaître leurs aspirations et leurs besoins. Certes, le législateur de 1884 était loin de penser au problème de la représentation professionnelle agricole lorsque, autorisant la constitution de syndicats, il leva l'interdiction dont étaient frappées jusque-là toutes associations de plus de 20 personnes. Il n'est pas douteux que ce soit d'une façon tout à fait incidente, — nous dirons même accidentelle, — que sur l'initiative d'un sénateur du Doubs, M. Oudet, le texte élaboré primitivement pour les seules professions industrielles et commerciales fut étendu à l'agriculture et que, par ailleurs, dans l'esprit du Parlement, il ne devait s'appliquer qu'aux seuls ouvriers agricoles.

Il n'en demeure pas moins que le vote de loi du 21 mars 1884 a été le point de départ d'une évolution profonde de la profession agricole : à la faveur de la législation libérale des cinquante dernières années (loi de 1901 sur les associations — lois sur les mutuelles — lois organisant le crédit agricole mutuel et la coopération agricole, etc...). Les masses paysannes se

sont groupées et leur union progressivement plus étroite s'est finalement traduite par l'apparition d'une véritable représentation « officieuse » de la profession agricole auprès des Pouvoirs publics.

Et, — le fait mérite d'être souligné, — c'est la force de cette représentation officieuse qui, après l'échec de très nombreuses tentatives parlementaires — y compris en 1919 le vote d'un texte qui ne fut jamais appliqué — a obtenu enfin, par la loi du 3 janvier 1924, l'organisation d'une représentation légale, officielle, sur les bases sensiblement plus larges que ne l'avait prévu les auteurs de la loi de 1851 et ceci sous la forme des Chambres d'agriculture.

*.
**

II. — La représentation professionnelle spontanée.

La représentation que nous qualifions de spontanée, repose essentiellement, nous venons de le voir, sur les groupements que, dans le cadre de la législation en vigueur, les agriculteurs ont formés pour assurer la protection de leurs intérêts professionnels.

Quelle est l'armature juridique de ces groupements, leurs caractères, leur importance, dans quelles conditions et dans quelle mesure remplissent-ils une fonction de représentation, telles sont les principales questions auxquelles il nous faut maintenant répondre.

1° RÉGIME LÉGAL DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS AGRICOLES

Si l'on met à part les organismes tels que les coopératives, les assurances mutuelles, les caisses de crédit, etc..., poursuivant surtout des fins immédiatement utilitaires, les groupements professionnels qui doivent

retenir notre attention répondent, sur le terrain juridique, à deux types différents : *Syndicat* et *Association*.

a) *Les Syndicats*

Les syndicats, de loin les plus nombreux, sont régis par la loi du 25 février 1927 qui a abrogé les deux lois du 21 mars 1884 et 12 mars 1920 en les refondant dans un texte unique constituant le livre III sur les groupements professionnels, du Code du Travail.

Aux termes de cette loi, « les Syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés peuvent se constituer sans autorisation du gouvernement pour l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et *agricoles* ». La seule formalité à laquelle sont astreints les fondateurs, est le dépôt, à la mairie de leur ressort, des statuts et des noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction.

Les femmes mariées exerçant une profession ou un métier peuvent, sans autorisation de leur mari, adhérer aux syndicats professionnels. Il en est de même pour les mineurs âgés de plus de seize ans, sauf opposition de leurs père, mère, tuteur.

Enfin, la loi précise que tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire.

Du point de vue de la capacité, les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile.

« Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir, sans autorisation, à titre gratuit, ou à titre onéreux, des biens meubles ou immeubles.

Ils peuvent, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent.

Ils peuvent, en outre, affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique et hygiène.

Ils peuvent créer, administrer ou subventionner des œuvres professionnelles, telles que : institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expériences, œuvres d'éducation scientifique, agricole ou sociale, cours et publications intéressant la profession.

Ils peuvent subventionner des Sociétés coopératives de production ou de consommation.

Ils peuvent, s'ils y sont autorisés par leurs statuts, et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes à leurs membres :

1° Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, engrais, matières premières, outils, instruments, machines, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail;

2° Prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitation des syndiqués, faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité.

Ils peuvent passer des contrats ou conventions avec tous autres syndicats, sociétés ou entreprises.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens du syndicat sont dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées par l'Assemblée générale. En aucun cas, ils ne peuvent être répartis entre les membres adhérents.

Ajoutons, enfin, que les syndicats peuvent être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité et qu'ils ont la faculté de se concerter librement et de constituer des unions soumises aux mêmes règles et jouissant des mêmes droits que les syndicats eux-mêmes.

b) Les associations

Pour des raisons diverses, plus spécialement, afin de pouvoir exercer une activité plus variée que celle réservée aux syndicats, certains groupements ont préféré se constituer sous la forme d'associations déclarées.

Aux termes de la loi du 1^{er} juillet 1901 qui les régit alors, leurs objectifs ne sont pas limités, « pourvu qu'ils ne soient pas contraires à la loi et aux bonnes mœurs et que leur but ne soit pas de réaliser et partager des bénéfices. »

Dotées de la personnalité civile, les associations peuvent ester en justice. Par contre, à la différence des syndicats, elles ne peuvent acquérir à titre onéreux et conserver que les immeubles strictement nécessaires à leur fonctionnement et, à titre gratuit, que les cotisations de leurs membres et les subventions administratives. Cependant, au même titre que les groupements soumis à la loi de 1927, les associations ont la faculté de se concerter, de constituer des unions pourvues de la personnalité morale. L'article 7 du règlement d'administration publique déterminant les conditions d'application de la loi de 1901 soumet d'ailleurs ces unions aux mêmes règles que les associations elles-mêmes et leur reconnaît les mêmes droits.

2^o NAISSANCE, ÉVOLUTION ET DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL

Le mouvement syndical agricole (qu'il nous soit permis d'englober sous ce terme générique la tendance des agriculteurs à se grouper sous quelque forme juridique que ce soit) revêt, aujourd'hui, une

ampleur que nul ne songe à contester et qui fait de lui une des forces vives essentielles de la nation. On doit reconnaître, par contre, que ses premiers débuts ont été sinon pénibles, du moins assez lents en dépit des efforts accomplis par les hommes de bonne volonté et de dévouement qui, au lendemain du vote de la loi de 1884, se mirent en campagne, tels les Gailhard-Bancel, les Fontgalland, les Duport, les Deuzy, prêchant la croisade des syndicats.

Comment, d'ailleurs, aurait-il pu en être autrement?

Le cultivateur français, pendant près d'un siècle, avait vécu dans un isolement presque complet, s'efforçant de trouver dans les produits de son tènement l'essentiel de sa subsistance. Encore imbu des grands principes de la Révolution, hanté par la crainte de perdre, ne serait-ce qu'une parcelle de cette liberté encore neuve dont ses ancêtres avaient été privés, il s'attachait avant tout à conserver, en toutes circonstances de la vie, ce qu'il croyait être son indépendance.

Lorsqu'on est venu lui proposer de s'unir à ses voisins qu'il connaissait souvent peu (le paysan par nature se lie difficilement), avec lesquels il n'entretenait en tout état que des rapports espacés (les fermes sont souvent éloignées et, à l'époque, les communications étaient malaisées), pour constituer des syndicats, il n'a pas compris tout d'abord l'intérêt qu'il pourrait retirer de la combinaison. L'existence de la représentation parlementaire, en particulier d'un Sénat, au sein duquel les éléments ruraux sont en majorité, lui paraissait amplement suffisante, pour présenter ses doléances aux Pouvoirs publics; pourquoi chercher autre chose et surtout, lui demander de renoncer à une partie même faible de son

indépendance, de payer une cotisation pour assurer la défense de prétendus intérêts collectifs dont il ne soupçonnait pas l'existence?

Malgré tout, les pionniers réussirent à mettre sur pied quelques syndicats. Grâce notamment à l'activité déployée par la Société des Agriculteurs de France qui, dès le 21 mai 1886 avait constitué une Union Centrale destinée à aider les nouveaux organismes et à coordonner leur action, le mouvement gagna du terrain. En 1890, c'est-à-dire six ans à peine après le vote de la loi, il existait déjà 648 syndicats groupant 234.234 membres. En 1900 on en comptait 2.069 réunissant 512.794 membres. En 1910 : 4.948 avec 813.038 membres. Au lendemain de la guerre, enfin (1920) : 6.519 avec 1.083.957 adhérents.

Les circonstances économiques, politiques et sociales des dernières années (disparition progressive de l'ancienne économie familiale, modifications des conditions de vente), en incitant les cultivateurs à « se serrer les coudes », ont entraîné l'apparition de nouveaux groupements. En même temps se trouvait accrue, par l'extension de leur activité, notamment par la création de multiples « satellites » à action économique (caisses de crédit, coopératives) ou sociales (mutuelles), la puissance des anciens syndicats.

La Grande Guerre, en réalisant une liaison plus étroite entre les différents éléments de la profession rurale a eu, à cet égard, des répercussions indéniables.

Il est hors de doute que la vie en commun pendant quatre années, au contact d'autres hommes appartenant à des milieux et des professions très divers, a grandement atténué l'individualisme tra-

ditionnel du paysan français et lui a ouvert des horizons nouveaux.

Puis, les multiples rapports qui, pendant la durée des hostilités se sont créés entre la profession agricole et les gouvernements soucieux d'assurer, par tous les moyens, l'alimentation du pays, ont révélé aux populations de nos campagnes l'influence que les Pouvoirs publics étaient susceptibles d'exercer sur l'orientation des marchés agricoles, les méfaits des réquisitions et des taxations comme, après guerre, des interdictions d'exporter et des facilités données aux importations concurrentes.

La politique d'encouragement à la production qui caractérisa cette époque (reconstitution nécessaire des stocks, crainte de hausse du prix de la vie, nécessité de réduire les importations, tout ceci synthétisé dans le mot fameux : l'épi sauvera le franc), a eu les mêmes résultats. Les nombreux appels lancés aux masses paysannes les invitant à se grouper pour produire davantage (la loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole mutuel et la coopération agricole en est un aspect), les offres de collaboration qui leur étaient faites par les gouvernants, ont certainement contribué à faire naître dans les milieux ruraux la notion d'un intérêt professionnel susceptible d'être protégé et défendu auprès des pouvoirs responsables.

L'existence de cet intérêt professionnel ne tarda pas à se révéler d'une manière saisissante avec les premières atteintes de la crise et il n'est pas douteux que si, au cours des cinq dernières années, l'agriculture a fait un grand pas dans la voie de la cohésion, c'est parce que la plupart de ses membres se sont vu presque subitement menacés d'une ruine complète par un bouleversement des valeurs sans précédent.

La représentation parlementaire dans laquelle nos

cultivateurs avaient vu jusque-là l'instrument normal pour assurer leur représentation auprès des Pouvoirs publics leur apparut insuffisante. Constatant que d'autres professions avaient, grâce à leur cohésion, réussi à obtenir, sur le plan de la protection douanière notamment, un régime de faveur, l'agriculture comprit l'intérêt qu'elle avait, en présence d'organisations compactes, à grouper ses efforts, à les rendre cohérents et surtout à s'assurer une représentation professionnelle en dehors de toute préoccupation politique.

La concentration chaque jour plus poussée des grandes entreprises financières industrielles, commerciales, l'apparition de puissances nouvelles (syndicalisme ouvrier) et, d'une façon générale, la substitution dans les domaines les plus divers de l'association et de l'influence des masses aux activités individuelles, ne pouvait, par ailleurs, que favoriser cette tendance.

De leur côté, les gouvernants investis de fonctions, chaque jour plus étendues, appelés par les circonstances à des interventions sans cesse plus nombreuses pour tenter de rétablir l'équilibre des forces économiques du pays, ont tout naturellement accepté les collaborations qui leur étaient offertes et même, assez souvent, les ont recherchées, ainsi qu'en témoignent le nombre et la diversité des Conseils, Comités, Commissions et autres organes consultatifs créés au cours des dernières législatures.

Bref, cédant à une tendance inscrite dans l'ordre naturel des choses, l'Agriculture s'est largement engagée dans la voie où l'avaient précédée les autres formes de l'activité humaine. Elle s'est employée à s'organiser, à se discipliner pour mieux faire connaître ses aspirations et ses besoins.

3° LA SITUATION ACTUELLE

DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS AGRICOLES

Cet effort, dont l'essentiel a été accompli en l'espace de quelques années, s'est traduit par l'apparition d'une multitude d'institutions, d'importances très inégales, répondant à des objectifs très différents et formant, à la vérité, un ensemble plutôt disparate au milieu duquel il est assez malaisé de se reconnaître.

A la base se trouvent les quelque 15.000 syndicats agricoles locaux à petites circonscriptions groupant à peu près deux millions de familles qui, ainsi que l'a noté justement M. Pierre Hallé, « plongent profondément leurs racines dans le milieu agricole ».

Ces syndicats, à la différence des syndicats de commerce ou d'industrie, sont pour la plupart des organismes mixtes auxquels adhèrent à la fois propriétaires, fermiers, métayers, souvent en fait tous plus ou moins ouvriers agricoles. Limités à la commune rurale ou tout au plus à une association de communes rapprochées, ils sont composés de membres qui se connaissent, ont l'occasion de se rencontrer fréquemment et poursuivent des buts sinon identiques, du moins comparables.

Leur activité revêt des aspects très variés ainsi qu'en témoignent les résultats généraux de la dernière enquête agricole de 1929.

ENQUETE AGRICOLE DE 1929

	Locaux		Départementaux	
	Syndicats	Membres	Syndicats	Membres
<i>Syndicats de défense professionnelle</i>				
a) pratiquant l'achat en commun	13.312	967.978	119	383.833
b) ne pratiquant pas l'achat en commun	1.574	119.848	5	23.110
Syndicats de lutte contre les ennemis des cultures :	1.892	82.672	7	85.952
<i>Syndicats d'élevage</i>				
a) bovin	2.450	89.300	28	3.805
b) ovin	123	3.070	8	482
c) porcin	49	2.405	4	263
d) hippique	155	14.196	22	4.655
e) mulassier	34	1.828	3	200
f) de contrôle laitier	61	6.607	9	284
Syndicats d'outillage	2.374	76.560	»	»
Syndicats d'aviculture	336	26.430	11	6.987
Syndicats de pisciculture	57	3.132	3	349
Syndicats de sériciculture	97	4.875	»	17
Syndicats autres...	1.430	114.304	58	48.207

A côté des syndicats dont elles sont, le plus souvent, l'émanation, nous trouvons diverses institutions poursuivant des buts exclusivement utilitaires :

Il y a les *Caisses locales d'assurances mutuelles* qui, soumises aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900 réalisent, au profit de leurs adhérents, les assurances Incendie, Accident, Mortalité du bétail, grêle et même, dans des conditions particulières, les assurances sociales. Il y a aussi les *Caisses d'allocations familiales*.

L'activité de ces groupements peut, d'après M. Salleron, être résumée dans le tableau suivant :

INCENDIE :		
Caisses locales	18.000	
Capital assuré	40 milliards	
ACCIDENTS :		
Caisses locales	16.000	
Salaires assurés	2.500 millions	
GRÊLE :		
Caisses locales	1.000	
Valeur assurée	250 millions	
BÉTAIL :		
Caisses locales	3.000	
Valeur des animaux assurés	450 millions	

Il y a les *organismes coopératifs* qui, dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1920 complétée par les décrets-lois des 8 août 1935 et 28 septembre 1937 assurent la vente et la transformation en commun des produits du sol. (Laiteries, beurrieres, fromageries, caves, distilleries, cidreries, sucreries, féculeries, huileries, coopératives de stockage de céréales, meuneries, boulangeries, coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole, coopératives d'élevage). Leur nombre s'est fortement accru au cours des dernières années et, à la suite de la création récente de nombreuses coopératives de stockage, en application de la législation sur le blé, il doit actuellement atteindre, sinon dépasser 8.000.

Il faut citer, enfin, les *caisses locales de crédit mutuel*, dont beaucoup, soumises au contrôle de l'Etat, reçoivent des avances de ce dernier (au 31 décembre 1936, il en existait 6.050 comprenant 586.372 chefs de famille comme sociétaires), et dont les autres exercent leur activité en complète indépendance. D'après le seul document officiel existant à leur sujet,

l'enquête de 1929, le nombre de ces dernières atteignait en 1929, 4.000 groupant 375.000 sociétaires.

A l'échelon départemental ou régional, nous trouvons les unions de syndicats dont certaines de formation déjà ancienne (Sud-Est, Plateau Central, Bretagne, etc...) disposent d'une puissante organisation : des unions de coopératives, des mutuelles et des caisses régionales.

A l'échelon national, nous trouvons une série de formations répondant à des conceptions et à des objectifs assez différents.

Il y a, en premier lieu, des groupements qui fédèrent en quelque sorte les organismes syndicaux, mutualistes et coopératifs régionaux, en assurant leur liaison, en les éclairant, en guidant et en coordonnant leur action (Union nationale des Syndicats qui groupe plus de 10.000 syndicats professionnels, Caisse Centrale de la Mutualité, Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole, etc...).

A côté de ces unions ou fédérations dont l'origine est déjà ancienne et qui tendent à la protection des intérêts généraux de la profession agricole, se placent des associations spécialisées dans la défense de productions déterminées (Confédération générale des vignerons, Association générale des producteurs de blé, Confédération générale des producteurs de lait, Confédération générale des planteurs de betteraves, Association générale des producteurs de viande, Confédération générale des producteurs de fruits à cidre, Associations ou Confédérations des producteurs de lin, de chanvre, de pommes de terre, d'animaux de basse-cour, de chicorée, etc...).

L'action de ces groupements, dont la création, au cours des années d'après-guerre est l'une des conséquences de la complexité accrue des problèmes éco-

nomiques est trop connue pour qu'il soit utile de la retracer; composés d'éléments moins nombreux, mais plus denses que les syndicats et leurs unions, dépouillés ainsi que l'a justement noté M. de Lestapis, de ce qui dans les pays encombre la route, ils sont essentiellement des organes d'information et de combat.

Il y a, par ailleurs, les grandes Sociétés (Société des Agriculteurs de France, Société nationale d'encouragement à l'Agriculture, etc...) qui étudient sur un plan plus académique, les différents problèmes agricoles mais qui, par leurs antennes dans les milieux ruraux, par leur liaison avec les principaux groupements syndicaux, occupent également une place notable dans la représentation professionnelle spontanée et dont les avis ont d'ailleurs été sollicités à maintes reprises par les Pouvoirs publics.

Il y a aussi, ou plutôt il y avait, jusqu'à ces derniers mois, la Confédération nationale des Associations agricoles (C.N.A.A.) créée en juillet 1919, avec pour objet « de servir de lien entre les différents groupements en réunissant dans les conférences périodiques leurs délégués afin d'établir sur toutes les questions dans lesquelles les intérêts de la profession sont en cause, une harmonie de vue aussi étroite que possible, de défendre les intérêts agricoles auprès des Pouvoirs publics, de l'opinion publique ou des groupements professionnels non agricoles et de soutenir auprès du Parlement les propositions et résolutions sur lesquelles aurait été constaté l'accord des associations confédérées ».

Sous la présidence du regretté Jules Gautier (mais qui occupait de hautes fonctions dans l'Etat en même temps qu'il défendait la cause agricole), la C.N.A.A. dont les Pouvoirs publics avaient accueilli favorablement la formation (Raymond Poincaré, Président

de la République, tint à assister lui-même à son assemblée constitutive), a rendu effectivement au cours des quinze dernières années des services à l'agriculture dont elle a été l'un des porte-parole les plus écoutés. Malheureusement en raison même de la nature des groupements trop hétérogènes qu'elle réunissait, elle fut souvent dans l'impossibilité d'avoir sur des questions graves une doctrine serrée, susceptible de provoquer une action énergique et efficace.

De profondes divergences de vue s'étant produites entre ses membres, dont un certain nombre l'ont quittée pour s'affilier à un nouvel organisme dénommé Comité National d'Entente et d'Action agricoles, elle a été finalement dissoute et remplacée par un autre groupement dont le but est plus limité et spécialisé dans l'étude des relations économiques internationales et de la protection douanière du marché français.

Enfin nous ne saurions omettre de signaler une « formation » professionnelle récente, spécialisée par la nature de ses travaux, mais générale, dominant toutes les autres, en raison de l'importance essentielle de son but. Nous voulons parler de l'Union des *offices de comptabilité et de statistique agricoles* qui groupe les Offices régionaux de comptabilité au fur et à mesure qu'il s'en constitue.

Cette Union a pour objet d'uniformiser les méthodes d'analyse économique et financière des entreprises agricoles afin de rendre les résultats comparables et de pouvoir tirer des conclusions de leur examen. Elle peut rendre aux cultivateurs les plus grands services en les aidant à mieux gérer leurs affaires, en contribuant à mettre de l'ordre dans les mesures fiscales concernant l'agriculture et en documentant les Pouvoirs publics sur la situation réelle de la profession.

Sous ce rapport, la France était en retard sur de nombreux pays. C'est une première raison pour nous de signaler la réparation de cette lacune dans l'armature de l'organisation professionnelle. La création de ce groupement est due à des spécialistes expérimentés ayant à leur tête MM. Jean Ferté et Henry Girard, le premier s'étant d'abord voué à la solution des problèmes de rentabilité générale de l'entreprise agricole, tandis que le second, tout en ne négligeant pas ce point de vue, se consacrait surtout à l'analyse des coûts de production par nature de spéculation.

L'Union des offices de comptabilité a déjà donné des preuves de son utilité. Elle est appelée à jouer un grand rôle puisque son but en définitive est de scruter les éléments dont la coordination doit assurer la prospérité de l'agriculture méthodiquement pratiquée sous toutes ses formes. Si nous insistons sur ce nouveau groupement, c'est que nous le considérons comme un élément essentiel de formation professionnelle individuelle, comme un guide susceptible de faire accepter des disciplines collectives et comme une force dont l'action devra donner à la représentation professionnelle toute son importance et sa valeur.

4° LA FONCTION REPRÉSENTATIVE DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS LIBRES

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation professionnelle de l'agriculture française.

Dans quelle mesure, indépendamment des objectifs purement utilitaires que poursuivent le plus grand nombre d'entre eux¹, les divers groupements

1. D'après certaines tendances, l'action des groupements professionnels devrait se limiter à ces objectifs utilitaires (cf. Rapport de R. Brancher au xxvie Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricole. Brive, juin 1938.)

auxquels il vient d'être fait allusion, remplissent-ils une mission de *représentation* et dans quelles conditions peuvent-ils assurer cette fonction ?

Les Syndicats peuvent légalement être consultés sur tous les différends « et toutes les questions se rattachant à leur spécialité » (Code du travail, Livre III, art. 17). En réalité, si la qualité d'organe consultatif leur est reconnue, leur avis, du moins jusqu'ici, en ce qui concerne les syndicats agricoles, a été rarement sollicité officiellement par les Pouvoirs publics et dans notre histoire législative nous ne trouvons qu'un seul exemple de consultation de l'ensemble des organisations professionnelles pour l'élaboration d'une loi (consultation de 1901 sur le projet de loi relatif aux Caisses de retraites).

Si l'on excepte le droit que leur a conféré la loi du 3 janvier 1924, de participer sous certaines réserves à l'élection des Chambres d'agriculture départementales, droit dont la portée, nous le verrons plus loin, est d'ailleurs assez limitée, les syndicats n'ont, considérés en eux-mêmes, aucun moyen d'action officiel reconnu sur les autorités administratives et ce n'est qu'indirectement qu'ils peuvent être appelés à faire connaître ouvertement leur avis.

En pratique, ils exercent au même titre que tous les groupes d'individus poursuivant des objectifs nettement déterminés, une influence réelle, mais cette influence tient surtout à des circonstances de fait dont l'analyse est assez malaisée.

L'action des syndicats et même dans une certaine mesure de tous les groupements professionnels agricoles, ne se limite pas, en effet, à permettre aux populations rurales de bénéficier sous les formes les plus diverses des bienfaits de l'association.

Les contacts qui s'établissent entre les membres

d'un même groupement sont éminemment favorables aux échanges de vue : les cultivateurs appelés, dans la gestion de leur syndicat, de leur coopérative ou de leur mutuelle, à aborder des questions qui débordent le cadre de leurs préoccupations individuelles immédiates, sont tout naturellement amenés à percevoir l'existence d'intérêts collectifs dont la défense nécessite une action concertée.

Pour peu que le président ou l'un des principaux animateurs de l'organisme appelle leur attention sur l'importance de tel ou tel problème intéressant sinon la profession tout entière, du moins une catégorie déterminée de producteurs, le débat s'élève et, de la confrontation des points de vue, se dégagent finalement des tendances précises. En un mot, une opinion commune apparaît, se substituant progressivement à un amas d'opinions individuelles plus ou moins confuses et même parfois contradictoires.

Examinons maintenant comment cette opinion commune peut se manifester, comment les vœux, les aspirations qui se sont ainsi dégagés peuvent être portés à la connaissance de l'autorité qualifiée pour les examiner et éventuellement pour les sanctionner par des actes. En d'autres termes, quels sont les moyens offerts aux organismes de défense agricole pour intervenir auprès des Pouvoirs publics? Quels sont les porte-parole dont ils peuvent disposer?

Nous abordons ici, véritablement, le problème de la fonction représentative des groupements professionnels ruraux — problème dont il est d'ailleurs assez difficile de préciser tous les éléments.

D'une façon très schématique et, répétons-le, en faisant abstraction pour l'instant de leur participation à l'élection des membres des chambres d'agriculture, on peut dire que l'influence des syndicats

agricoles s'exerce à la fois sur le plan local (ou régional) et sur le plan national.

a) *Sur le terrain local ou régional.* — Leur intervention est presque toujours indirecte : rarement consultés officiellement (tout au plus sont-ils appelés parfois à désigner des délégués à quelques commissions ou comités départementaux à attributions limitées) ils ont néanmoins la possibilité, lorsqu'ils sont assez puissants, de manifester leurs avis au cours de délibérations des assemblées politiques communales ou départementales.

Dans la mesure où les conseils municipaux ou généraux sont appelés à prendre des décisions intéressant les intérêts professionnels agricoles de leur ressort, cette influence revêt parfois une force réelle ; mais il va de soi qu'elle est très inégale, qu'elle dépend avant tout de l'influence personnelle et du « dynamisme » des membres du ou des syndicats intéressés et, qu'au surplus, elle ne peut s'exercer, en fait, que dans les seules régions où l'élément rural constitue la majorité du corps électoral.

b) *Sur le terrain national.* — On doit noter également une action indirecte auprès des parlementaires : lorsque (et le cas est fréquent) un syndicat agricole comprend parmi ses membres un certain nombre d'électeurs influents, il peut exercer sur le député et plus encore sur le sénateur de sa région une véritable pression, lui inspirer ses votes, l'amener à proposer certaines réformes, etc...

Mais indépendamment de cette action occulte dans laquelle, on doit bien le dire, les considérations politiques et personnelles occupent souvent une place plus large que les considérations professionnelles, c'est surtout par l'intermédiaire des grandes organisations nationales (Unions, Fédérations, Comités, Associations

spécialisées, etc...) que sont coordonnés, développés et défendus les vœux émis par les groupements locaux ou régionaux.

Ces organisations, qui représentent en fait sinon la totalité du moins un assez grand nombre des formations professionnelles, consacrent, sous l'impulsion d'hommes de premier plan, l'essentiel de leur activité à l'étude des grandes questions intéressant l'ensemble de la profession : elles recueillent périodiquement au cours de leurs assemblées ou des congrès qu'elles organisent, les avis des personnalités les plus marquantes du monde rural. Elles sont devenues ainsi tout naturellement les conseils officieux des Pouvoirs publics et nous verrons que malgré l'existence depuis 1924 d'une représentation légale, dont l'action, apparemment du moins, s'est substituée à la leur, elles continuent à occuper une place prépondérante, en liaison étroite avec les chambres d'agriculture dont elles facilitent la mission.

APPRÉCIATION CRITIQUE

Telles sont, dans leurs grandes lignes, l'organisation et l'activité des multiples formations qui, de loin ou de près, concourent à ce que nous convenons d'appeler la représentation professionnelle spontanée.

A la différence des groupements professionnels de l'industrie ou du commerce, qui en réalité sont trop souvent des instruments de lutte au sein de la même profession (employeurs et salariés) ou entre des professions concurrentes, les associations, les syndicats ruraux réunissent presque toujours, dans un but commun, tous les individus, quelles que soient leur situation sociale, leur fortune, la nature de leur activité, dont les intérêts sont liés à la chose agricole.

Certes, nous objectera-t-on, il existe depuis plusieurs années des syndicats de gemmeurs dans les Landes, de feueillardiens dans le Centre. Plus récemment se sont constitués des syndicats de propriétaires, de fermiers, de métayers, cependant que certains salariés se groupaient sous l'égide d'un nouvel organisme, la « Confédération Générale des Paysans Travailleurs ». Ces mouvements, le dernier surtout, ont incontestablement revêtu une certaine ampleur dans quelques régions. Il n'en demeure pas moins que si l'on considère l'ensemble du territoire, les organisations professionnelles agricoles représentent, à quelques rares exceptions près, la totalité des producteurs au sens le plus large du terme, depuis le propriétaire exploitant plusieurs centaines d'hectares jusqu'au plus modeste journalier, en passant par toutes les gammes de fermiers, métayers, bordiers, chefs de cultures, maîtres-valets, etc...

Réunissant ainsi plus d'un million de familles rurales, les groupements agricoles devraient constituer dans la société française une très grande puissance.

En pratique, leur influence est très souvent limitée. Si, sur le terrain utilitaire et social, ils accomplissent une œuvre considérable, facilitant à leurs adhérents la vente de leurs produits, leurs approvisionnements, en leur procurant des crédits, en leur donnant la possibilité de s'assurer contre des risques divers, etc..., en revanche, on se doit de constater que sur le plan de la défense professionnelle, ils occupent une place souvent effacée.

Les causes de cette infériorité de l'organisation professionnelle agricole sont, à la vérité, bien complexes.

Nous ne reviendrons pas sur la mentalité particulière du cultivateur qui, bien souvent, se refuse à

adhérer à un groupement de crainte de perdre, ne serait-ce qu'une parcelle de son indépendance (si les dissidents étaient moins nombreux les formations professionnelles verraient leur autorité s'accroître) et qui, lorsqu'il est contraint de recourir à l'association, « lui cède le moins possible, maintenant avec une susceptibilité toujours en éveil les prérogatives du particularisme¹ ».

Le cultivateur, membre d'un syndicat, d'une coopérative, d'une mutuelle, cherche avant tout, pour ne pas dire exclusivement, à obtenir des « services à bon compte ». S'il accepte de payer une cotisation modique, c'est parce qu'il a l'assurance de récupérer largement, sous une forme ou sous une autre, les quelques francs qui lui sont réclamés. En revanche, si on lui demande de consacrer une partie de son temps à la gestion du groupement et, plus encore, de participer de ses deniers, à l'œuvre de défense professionnelle (propagande pour la vente des produits, campagnes de presse, etc...) il s'esquive, ne comprenant pas, ou ne voulant pas comprendre l'appel qui lui est adressé.

Cet état d'esprit du paysan français explique la plupart des faiblesses de l'organisation professionnelle agricole.

Ainsi que l'a noté M. Augé-Laribé, les groupements agricoles présentent, quant à leur ressort et à leur activité, des formes extrêmement variées. Certains (le plus grand nombre) sont communaux, mais ils peuvent aussi bien s'étendre à un département, voire même à plusieurs départements, ou au Pays tout entier. Des divergences de vues étrangères au métier ou des rivalités de personnes provoquent trop souvent dans une même région la fondation de plu-

1. Augé Laribé : *Le Paysan français après la guerre.*

sieurs groupements poursuivant des buts identiques et c'est le cultivateur, l'intéressé véritable, qui en souffre.

Par ailleurs, rien n'empêche un agriculteur d'appartenir à plusieurs associations rivales. Les syndicats ou groupements locaux tantôt restent isolés, tantôt se rattachent à un ou plusieurs groupements régionaux, tantôt, enfin, adhèrent directement à une union ou une fédération nationale.

Que nous sommes loin de la règle précise posée par la C.G.T. qui ne reconnaît, dans une localité, qu'un seul syndicat d'une profession déterminée adhérent à la Fédération nationale de cette profession; dans une région, qu'une seule Bourse de travail!

Comment s'étonner que, s'appuyant sur des organes multiples, d'importance très inégale, auxquels elles sont unies par des liens plus ou moins lâches, les grandes Unions nationales entre lesquelles, d'ailleurs, une entente parfaite ne règne pas toujours (la récente dissolution de la C.N.A.A. en est la preuve), voient leur autorité contestée lorsqu'elles veulent parler au nom de la profession?

Même confusion en ce qui concerne les conditions dans lesquelles sont élaborés les vœux, motions, résolutions appelés à concrétiser les aspirations des populations agricoles.

A l'échelon local ou régional, les conditions de vote (quorum, majorités) sont insuffisamment précisées et quand elles le sont, on ne les observe souvent pas. En pratique, comme la plupart des intéressés ont pour règle de ne pas assister aux réunions, c'est le *Bureau* qui prend en toute liberté les décisions et qui élabore les textes.

Lorsque ce Bureau est composé de véritables professionnels de l'agriculture soucieux de défendre en

toute indépendance les intérêts de leurs mandants, le mal n'est pas grand. Mais, il en est autrement lorsque (et le cas est plus fréquent qu'on ne le suppose) la direction du syndicat ou du groupement est entre les mains d'un de ces *pseudo-agriculteurs* qui voient dans le « dévouement à la cause syndicale » soit un tremplin électoral facile, soit un moyen efficace pour servir des intérêts personnels ne coïncidant malheureusement pas toujours avec ceux de l'agriculture!

Ce véritable parasitisme dont souffrent trop de groupements locaux ou régionaux est, d'une façon générale, moins fréquent à l'échelon national. Néanmoins, on rencontre encore parmi les dirigeants des grandes associations, unions, fédérations, des hommes de grande valeur certes, mais auxquels, en raison de la diversité de leurs activités, il est difficile de demander un attachement exclusif ou tout au moins majeur à la chose agricole.

Enfin, ne recevant que de maigres subsides des groupements qui leur sont affiliés, la plupart des grandes associations ou unions sont pauvres. Pour pouvoir agir, elles sont parfois obligées d'accepter les concours qui leur sont offerts par certains généreux donateurs, pas toujours entièrement désintéressés...

*
**

III. — La représentation officielle.

Toujours est-il que par leurs contacts officieux avec les Pouvoirs publics, les formations professionnelles agricoles se sont, en l'absence de toutes dispositions législatives, associées à la vie publique du Pays.

A cette *représentation spontanée*, dont l'influence demeure, aujourd'hui encore, incontestable, s'est su-

perposée au cours des dernières années une *représentation officielle* organisée par des lois et des décrets.

Appelés, en effet, à remplir des missions sans cesse plus complexes et plus variées, les différents gouvernements qui se sont succédé ont été conduits à solliciter ouvertement les avis des différentes professions.

De là la création de deux séries d'organes dont il nous faut parler maintenant : les *Conseils consultatifs*, les *Chambres d'agriculture*.

1° LES CONSEILS CONSULTATIFS

Pour réunir une documentation qui leur faisait défaut, les gouvernements se sont d'abord attachés à réunir autour d'eux des personnalités appartenant aux différentes professions et susceptibles de leur faire connaître les besoins et les aspirations de ces dernières (période d'avant-guerre).

Ainsi ont été constitués, en ce qui concerne l'agriculture, un certain nombre de Conseils ou Comités dont les membres étaient désignés en toute liberté par le Gouvernement et dont les attributions étaient d'ailleurs assez limitées.

A un deuxième stade (période d'après-guerre) le développement et le perfectionnement de l'organisation professionnelle agricole ont amené les Pouvoirs publics à réserver, dans la composition des Comités consultatifs (dont le nombre s'augmentait chaque année) un certain nombre de places à des personnalités désignées par les groupements réputés les plus représentatifs de la profession.

Enfin, depuis le vote de la loi du 3 janvier 1924, les Chambres d'agriculture ont été appelées à participer à la formation des comités nouvellement

créés, ainsi d'ailleurs qu'à celle de certains comités anciens dont la composition a été modifiée en conséquence (c'est ainsi par exemple que le Conseil Supérieur de l'Agriculture, dont l'origine remonte à 1819, comprend actuellement 40 membres (sur 80) désignés par les Assemblées départementales).

L'objet des différents organes que nous englobons sous le terme général de Comités consultatifs est extrêmement varié et leur recensement présenterait peu d'intérêt. Bornons-nous à indiquer que, parmi les Conseils concernant spécialement l'agriculture, il en est quelques-uns chargés d'examiner les problèmes intéressant l'ensemble de la profession (Conseil supérieur de l'Agriculture) et d'autres, plus nombreux, spécialisés dans des questions déterminées (Comité Central de la viande et du lait, Conseil Supérieur de l'élevage, Comité de Contrôle des semences, Commission Supérieure des livres généalogiques, Comité Central de culture mécanique, Conseil Supérieur des engrais azotés, Conseil Supérieur des recherches agronomiques, Conseil Supérieur de la petite propriété rurale, Conseil Supérieur de la sériciculture, Conseil Supérieur de la Coopération, Comité des appellations d'origine, etc...)

Les attributions des différents organes sont d'ailleurs très inégales. L'activité de certains se limite à la répartition des subventions; à d'autres est confiée la gestion des contingents d'importation ou la surveillance des prix, etc...

A côté de ces Conseils, spécifiquement agricoles, il existe des Comités dits interprofessionnels : la plupart d'origine récente, qui réunissent les représentants des différentes professions intéressées à un cycle économique déterminé et même, ce qui ne s'explique même pas bien, des représentants des consommateurs

(Comité interprofessionnel du blé, Comité interprofessionnel pour la standardisation des fruits et primeurs, etc...).

Ajoutons, par ailleurs, que les groupements professionnels agricoles et les Chambres d'agriculture participent actuellement à la composition d'organes dont l'activité intéresse la vie du pays tout entier (Conseil Supérieur des Chemins de Fer, Conseil Supérieur du Travail, Conseil Supérieur des Habitations à Bon Marché, Conseil National de la main-d'œuvre, Conseil Supérieur de la distribution d'énergie électrique, Conseil Supérieur des Sociétés de Secours Mutuels, Comités départementaux d'apprentissage, Comités de coordination des producteurs de la France d'Outre-Mer, Banque de France, Comités départementaux des assurances sociales et allocations familiales, enfin, et surtout, Conseil National Economique.

2° LE CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE

Il ne peut être question de retracer l'origine et les fonctions de ce dernier organisme dont l'étude mériterait, au surplus, de longs développements.

Etant donné que sa création correspond au premier essai tenté par les Pouvoirs publics pour constituer, à côté des assemblées parlementaires, un vaste conseil consultatif réunissant des représentants des différentes activités nationales, quelques indications sur sa composition et ses attributions nous paraissent toutefois avoir leur place ici.

Institué par la loi du 29 avril 1926 (modifiée ultérieurement par la loi du 19 mars 1936 et le décret du 14 juin 1938), le Conseil National a pour mission d'étudier les problèmes intéressant l'économie nationale, d'émettre des avis sur les projets et proposi-

tions de lois dont il est saisi par les Pouvoirs publics et d'en suivre les mesures d'application.

Il peut proposer des mesures de contrôle et d'organisation de la production et des échanges et a qualité pour arbitrer, le cas échéant, à la demande des intéressés, les conflits économiques.

Présidé, en principe, par le président du Conseil des ministres, il comprend 25 *sections* correspondant chacune à une activité ou à un groupe d'activités déterminé :

- 1 Section des céréales.
- 2 — des cultures industrielles.
- 3 — de la viticulture.
- 4 — de l'élevage.
- 4 — des fruits, fleurs et légumes.
- 6 — de la sylviculture et de la pisciculture.
- 6 — des industries de l'alimentation et de la pêche maritime.
- 8 — des industries extractives.
- 9 — de l'énergie électrique, du gaz et de l'eau.
- 10 — des bâtiments et travaux publics.
- 11 — des industries du bois.
- 12 — des cuirs et peaux.
- 13 — des industries textiles, du vêtement, des étoffes et de la mode.
- 14 — des mines de fer et industries métallurgiques et mécaniques.
- 15 — des industries chimiques.
- 16 — des industries du papier, du livre, de la presse et des arts graphiques.
- 17 — des transports.
- 18 — des commerces d'alimentation.
- 19 — des commerces autres que ceux de l'alimentation.
- 20 — du commerce extérieur.
- 21 — du crédit de la Banque et de la Bourse.
- 22 — des assurances et de l'épargne.
- 23 — des arts et des industries d'art.
- 24 — des services publics.
- 25 — de l'artisanat.

Les six sections agricoles qui nous intéressent plus particulièrement comprennent :

- 7 représentants des producteurs de céréales (blé et céréales secondaires).
- 7 — des producteurs de cultures industrielles (betterave, lin, chanvre, houblon, chicorée, tabac, oléagineux).
- 8 — des professions se rapportant à l'élevage des espèces bovines, chevalines, ovines, porcines, caprines, des animaux de basse-cour, à la production des œufs, aux productions laitières, fromagères, à l'apiculture.
- 6 — des professions se rapportant à la culture des fruits, fleurs et légumes, plantes médicinales, plantes à parfums.
- 4 — des professions se rapportant à la sylviculture, à l'exploitation des forêts et à la pisciculture.

Chaque section est composée, en nombre égal, de délégués des groupements, de chefs d'entreprises et de salariés, sauf toutefois pour l'agriculture, lorsque les associations professionnelles réunissent à la fois employeurs et employés ou qu'il n'existe pas de groupements distincts.

La liste des groupements appelés à désigner des délégués est arrêtée par l'Administration et revue tous les trois ans, en tenant compte de tous éléments de nature à fixer leur importance respective — toute réclamation concernant l'inscription ou la non-inscription pouvant faire l'objet d'un pourvoi devant le Conseil d'Etat.

A titre d'indication, la liste des groupements appelés à désigner les membres des sections professionnelles agricoles a été fixée ainsi qu'il suit par le décret du 24 juillet 1936, modifié le 3 juillet 1938 :

PREMIÈRE SECTION

Section des céréales et des cultures industrielles :

1° Sous-section des céréales :

Fédération nationale des syndicats et coopératives agri-

coles d'achat en commun et d'approvisionnement : 1 délégué.
Association générale des producteurs de blé et autres céréales : 1 délégué.

Union nationale des coopératives de vente et de transformation de blé : 1 délégué.

Fédération nationale des coopératives de stockage, de vente et de transformation des céréales : 1 délégué.

Confédération générale des agriculteurs de l'Algérie : 1 délégué.

Confédération générale des paysans travailleurs : 1 délégué. .

Confédération nationale paysanne : 1 délégué.

2° Sous-section des cultures industrielles :

Union nationale des syndicats agricoles : 1 délégué.

Confédération générale des planteurs de betteraves : 2 délégués.

Union générale des associations houblonnières de France : 1 délégué.

Association générale des producteurs de lin : 1 délégué.

Fédération de la mutualité et de la coopération agricoles : 1 délégué.

Fédération nationale des travailleurs de l'agriculture : 1 délégué.

DEUXIÈME SECTION

Section de la viticulture :

Fédération des associations viticoles régionales de France et d'Algérie : 2 délégués, dont un au moins appartenant à la section des grands crus.

Ligue des petits et moyens viticulteurs : 1 délégué.

Confédération générale des vignerons : 1 délégué.

Confédération générale des vignerons de l'Algérie : 1 délégué..

Confédération générale des vignerons du Centre et de l'Ouest : 1 délégué.

Confédération nationale des coopératives vinicoles : 1 délégué.

Confédération générale des producteurs de fruits à cidre : 1 délégué.

TROISIÈME SECTION

Section de l'élevage :

Union des fédérations de syndicats d'élevage : 1 délégué.

Association générale des producteurs de viande : 1 délégué.

Confédération générale des producteurs de lait : 1 délégué.

Fédération nationale des coopératives laitières : 1 délégué.

Fédération des associations d'élevage des chevaux de trait et baudets français : 1 délégué.

- Confédération nationale paysanne : 1 délégué.
- Fédération nationale des travailleurs de l'agriculture : 1 délégué.
- Confédération nationale des producteurs d'animaux de basse-cour : 1 délégué.

QUATRIÈME SECTION

Section des fruits, fleurs et légumes :

- Confédération nationale des groupements horticoles professionnels de France et des Colonies : 1 délégué.
- Confédération générale des producteurs de fruits et légumes : 1 délégué.
- Confédération nationale des producteurs de pommes de terre : 1 délégué.
- Fédération nationale des coopératives et syndicats agricoles de producteurs de fruits, primeurs et autres produits : 1 délégué.
- Confédération générale des agriculteurs de l'Algérie : 1 délégué.
- Ligue nationale de lutte contre les ennemis des cultures : 1 délégué.

CINQUIÈME SECTION

Section de la sylviculture et de la pisciculture :

- Comité des forêts : 1 délégué.
- Association générale des producteurs de bois et reboiseurs français : 1 délégué.
- Union piscicole : 1 délégué.
- Fédération nationale des travailleurs de l'agriculture : 1 délégué.

Les vœux et motions émis par les sections, sur toutes les questions de leur ressort (organisation de la production, des échanges et services, organisation et rémunération du travail, règlement des différends intéressant la profession, perfectionnement de l'apprentissage, etc., sont centralisés par une *commission permanente* de 40 membres (dont 10 représentants de l'Agriculture et un de la Mutualité et de la Coopération agricoles), qui en saisit à son tour l'Assemblée

générale. Celle-ci, qui ne peut comprendre plus de 173 membres, réunit entre autres :

- 20 délégués des sections professionnelles agricoles.
- 40 délégués des autres sections (20 pour les chefs d'entreprises et 20 pour les salariés).
- 12 représentants des associations nationales économiques.
- 20 délégués des Chambres de Commerce.
- 20 délégués des Chambres d'Agriculture.
- 4 délégués de la Confédération des travailleurs intellectuels.
- 4 délégués des Chambres de Métiers.
- 12 délégués des Associations de consommateurs.
- 4 représentants des territoires d'outre-mer.
- 1 représentant de la propriété urbaine.
- 1 représentant de la coopération agricole.
- 1 représentant des association ouvrières de production¹, etc., etc...

L'examen par l'Assemblée des différentes questions qui lui sont soumises est finalement sanctionné par des rapports et des conclusions transmis au Gouvernement. Lorsque ces vœux réunissent plus des deux tiers des votants, ils sont remis au Président du Conseil qui est tenu de faire connaître son avis à leur sujet dans un délai de deux mois.

Pratiquement, jusqu'aux modifications édictées par le décret du 14 juin 1938, les professions se rattachant à l'agriculture étaient représentées par *cinq* sections comprenant 40 délégués sur un total de 20 sections réunissant 200 membres (désormais, elles seront représentées par 6 sections sur un total de 20 réunissant 250 membres).

Par ailleurs, au sein de l'Assemblée générale cons-

1. Cette rapide énumération suffit à souligner les difficultés auxquelles se heurte un gouvernement lorsqu'il s'agit de constituer une Assemblée consultative réunissant en proportion de l'importance de leurs intérêts respectifs, des représentants de toutes les professions. La répartition adoptée par le Conseil National Economique basée sur une conception bizarre de l'ordre économique (population et consommation, travail et capital), n'est pas sans susciter des critiques.

tituée par 173 membres, prennent place 46 délégués de l'Agriculture, dont 20 représentant des sections professionnelles agricoles, 20 des Chambres d'agriculture, 4 des organisations nationales agricoles (2 pour l'Union Nationale des Syndicats agricoles et 2 pour le Comité d'entente et d'action agricoles; 1 des territoires d'outre-mer; 1 de la Coopération agricole.

*
**

Ainsi le caractère commun à tous les Comités consultatifs, y compris le Conseil National Economique, est de comprendre à la fois des membres nommés directement par les Pouvoirs publics et des délégués de groupements professionnels dont l'Administration fixe elle-même la liste.

Pour les raisons que nous avons déjà indiquées, il paraît assez difficile de reconnaître à des Conseils composés de la sorte une fonction représentative. Quels que puissent être les résultats de leurs travaux (on ne saurait sous-estimer l'action de certains Comités, ni taire, en particulier, les remarquables études que le Conseil National Economique a produites sur l'activité économique du Pays), ils ne constituent encore qu'un essai incomplet de représentation professionnelle. Même en tenant compte des modifications apportées à leur composition au cours des dernières années (place plus grande réservée aux délégués des groupements professionnels et des corps consultatifs élus), ils ne peuvent être considérés indiscutablement comme des mandataires de « la » ou « des » professions dont ils ont pour mission de protéger et de défendre les intérêts.

3° LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Plus intéressantes, à cet égard, sont les Chambres d'Agriculture, créées par la loi du 3 janvier 1924 qui, émanant à la fois des individus et des groupements professionnels, constituent la première tentative véritable pour doter l'agriculture d'une représentation officielle.

En examinant leur composition et les conditions dans lesquelles elles fonctionnent, nous allons voir d'ailleurs les solutions apportées par le législateur français aux différentes questions posées jusqu'ici.

1° *Statut juridique et attributions générales*

Les Chambres d'agriculture qui existent dans chaque département depuis 1924 sont des établissements publics et peuvent, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder, emprunter, aliéner et ester en justice.

Elles sont, aux termes de la loi « les organes consultatifs et professionnels, auprès des Pouvoirs publics, des intérêts agricoles de leur circonscription ». Elles donnent au Préfet, au Gouvernement tous les renseignements et avis qui leur sont demandés sur les questions agricoles et ont le droit de transmettre aux Pouvoirs publics, à titre consultatif, leurs vœux sur toutes les matières d'intérêt agricole.

En outre, en dehors de leurs attributions consultatives, elles peuvent dans leur circonscription, créer ou subventionner tous établissements, institutions ou services d'utilité agricole, toutes entreprises collectives d'intérêt agricole. »

2° *Composition*

Les Chambres d'agriculture sont composées :

a) de membres individuels élus au scrutin de liste,

à raison de quatre par arrondissement ou circonscription électorale¹ (au total 1.536 membres).

b) de délégués désignés à raison de un par arrondissement ou circonscription électorale, par les associations et syndicats agricoles du département (384 membres).

3° Dispositions concernant les membres individuels

D'après l'article 5 de la loi, le corps électoral est constitué :

a) Par les *hommes* réunissant les conditions générales ci-après :

Inscription sur une liste électorale politique.

Vingt-cinq ans révolus.

Nationalité française ou naturalisation datant de dix ans au moins

et appartenant, en outre, à l'une des catégories suivantes :

1° Les propriétaires et les usufruitiers d'une exploitation rurale ou forestière située dans la commune sur la liste de laquelle ils demandent leur inscription, pourvu que l'acquisition de la propriété ou la constitution de l'usufruit remonte à plus de cinq années.

2° Les fermiers, les métayers, les colons partiaires, les domaniers dont l'agriculture est la profession principale, les chefs de culture, les régisseurs.

3° Les ouvriers à la journée ou à gages, ainsi que les membres de la famille du chef d'exploitation travaillant avec lui, à condition qu'ils exercent habituellement et effectivement la profession agricole depuis cinq ans au moins sur le territoire de la commune où ils demandent leur inscription.

4° En outre, sont électeurs ceux qui n'exercent plus la profession agricole mais qui, âgés d'au moins cinquante ans, ont appartenu, pendant les dix dernières années au moins, aux catégories visées ci-dessus (quelle que soit la commune

1. En principe les circonscriptions électorales prévues par la loi sont les arrondissements tels qu'ils existaient avant la réforme administrative du 10 septembre 1926. Toutefois, les arrondissements peuvent, après avis des Chambres d'Agricultures intéressées, être subdivisés en circonscriptions électorales dont l'étendue est fixée par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de l'Intérieur six mois au moins avant les élections auxquelles le décret doit s'appliquer (décret du 30 mars 1929).

où ils ont rempli les conditions imposées par l'électorat) et n'exercent pas une autre profession.

b) Par les *femmes* réunissant les conditions générales d'électorat prescrites pour les hommes (capacité civile¹, âge et nationalité) et qui dirigent ou ont dirigé, au cours de la dernière guerre, en l'absence de leur mari, père ou frère, une exploitation agricole.

L'application de ces dispositions très générales n'a pas été sans soulever quelques difficultés d'interprétation et l'Administration a été appelée à préciser par des circulaires successives un certain nombre de points particuliers.

En ce qui concerne la première catégorie d'électeurs (propriétaires ou usufruitiers), il y a lieu d'examiner plus spécialement à la lumière d'une circulaire du 11 avril 1925 :

1° Quels droits justifient l'inscription.

2° Quelles exploitations doivent être l'objet de ces droits.

3° A quelle date ces droits doivent avoir pris naissance.

Sur le premier point, la loi ne distingue pas, suivant qu'il s'agit de propriétaires ou usufruitiers exploitant directement eux-mêmes ou faisant valoir par un fermier, un métayer, un domanier, un emphytéote ou tout autre preneur à bail. Par conséquent, le propriétaire et l'usufruitier cultivant eux-mêmes ou faisant cultiver par des salariés, ainsi que ceux qui louent leur exploitation sont indistinctement électeurs.

Par propriétaire, il faut entendre non seulement les

1. La capacité ne pouvant pour les femmes résulter de l'inscription sur une liste électorale politique, elle est présumée et il appartient aux commissions, *en cas* de doute, d'exiger un casier judiciaire, de manière à vérifier si la requérante n'a pas encouru une peine entraînant une atteinte à sa capacité civile.

pleins propriétaires et les propriétaires exclusifs, mais encore les nus propriétaires et les co-propriétaires, par indivis. Dans le même ordre d'idées, le mari, marié sous le régime de la communauté, doit être considéré comme propriétaire de l'exploitation rurale qui fait partie de la communauté.

L'usufruitier peut être inscrit, sans préjudice du droit du nu propriétaire, qui doit l'être également.

En revanche, les autres droits réels, droits d'usage, droit d'habitation, droit de l'emphytéote, non compris dans l'énumération de la loi, ne justifient pas l'inscription.

Une question importante se pose au sujet de la représentation des personnes morales et des incapables.

Les administrateurs des sociétés, des établissements publics et autres personnes morales qui seraient propriétaires ou usufruitiers ruraux, peuvent-ils être inscrits?

Même question pour les maris administrateurs des biens de leur femme, des pères et tuteurs pour les biens de leur enfant ou pupille, etc... La loi est muette sur ce point. Ils semblent toutefois pouvoir être inscrits, car l'intention du législateur a été certainement de permettre à tous les propriétaires de participer aux élections, personnellement lorsque cela est possible, par leurs représentants légaux et naturels dans le cas contraire.

En ce qui concerne la nature de l'exploitation, il ne suffit pas, pour être électeur, d'être propriétaire d'une parcelle, ni même d'un fonds rural ou forestier; le droit de propriété ou d'usufruit doit avoir pour objet une exploitation rurale ou forestière. La question de savoir à quelles conditions un fonds peut être qualifié d'exploitation est une question de fait à ré-

soudre par les commissions de recensement, en tenant compte de la nature des cultures et des usages locaux. En vue de faciliter leur tâche, la circulaire du 11 avril 1925 donne la définition suivante : « Pourra être, en principe, qualifiée d'exploitation rurale le fonds de terre dont l'importance, considérée en tenant compte de sa destination, est ou serait suffisante pour utiliser le travail et assurer l'existence d'au moins une personne. La présence sur le fonds considéré, de bâtiments destinés au logement de l'exploitant et de bâtiments d'exploitation sera, en général, hautement significative. »

Sont exclus, en conséquence, les propriétaires et usufruitiers de simples jardins annexés à des habitations, même occupés par des ouvriers agricoles, ainsi que les propriétaires de parcelles isolées.

Par contre, le fonds rural peut être indifféremment destiné à la production animale ou végétale, aux divers élevages, y compris la pisciculture, à la production agricole proprement dite, viticole, horticole, florale, maraîchère, et à toutes autres productions végétales, y compris celle des champignons.

En ce qui concerne enfin la date à laquelle les droits doivent avoir pris naissance, il faut d'après la loi que l'acquisition de la propriété ou la constitution de l'usufruit remonte à plus de *cinq ans*. Si l'on observe que, pour les autres catégories d'électeurs, aucune ancienneté n'est requise, une application stricte du texte risque de conduire à des situations paradoxales (par exemple : cas d'un fermier devenu propriétaire moins de cinq ans avant l'établissement de la liste). Aussi, l'Administration a-t-elle été amenée à préciser, par une interprétation d'ailleurs assez large de la loi (circulaire du 6 mai 1929) que tous les propriétaires ou usufruitiers exploitants

doivent être électeurs aux Chambres d'Agriculture, quelle que soit la date d'acquisition de l'exploitation rurale ou de la constitution de l'usufruit.

Ainsi seuls restent soumis au stage de cinq années les propriétaires ou usufruitiers non exploitants.

Considérons, maintenant, les électeurs compris dans la deuxième catégorie; à la différence des propriétaires et usufruitiers, il suffit qu'ils justifient, sans aucune condition d'ancienneté, d'une des qualités prévues par la loi.

Par le mot fermier, il faut entendre non seulement le fermier direct, mais encore le sous-locataire d'une exploitation rurale, ainsi que le fermier général. En cas de sous-location, le sous-locataire paraît, en principe, devoir être seul inscrit. Toutefois, le fermier général et le métayer peuvent être simultanément inscrits à raison d'une même exploitation.

Le fermier, le métayer, le colon partiaire (notamment dans le bail à complant), le domanier (désignation du preneur dans le bail à domaine congéable) doivent être titulaires d'un bail portant sur une exploitation rurale ou forestière, répondant aux conditions que nous avons examinées. Le fait d'avoir pris à bail une simple parcelle ne saurait à lui seul conférer le droit électoral dans la commune de la situation de cette parcelle.

La loi ne mentionne que six sortes d'exploitants non propriétaires. Faut-il considérer cette énumération comme strictement limitative? La circulaire du 11 avril 1925 répond par la négative. « L'intention du législateur, précise-t-elle, a été de comprendre sous cette rubrique les chefs d'exploitation agricole de sexe masculin non propriétaires, les propriétaires se trouvant rangés dans la première catégorie et les femmes dans la cinquième. Cela résulte notamment

du dernier alinéa de l'article 5 qui confère le droit électoral aux femmes chefs d'exploitation; on ne saurait admettre que le législateur ait traité moins favorablement les électeurs masculins. Au n° 3 du même article, la loi mentionne les membres de la famille du chef d'exploitation, ce qui marque bien que, dans l'esprit du législateur, le chef d'exploitation, comme il est naturel, doit toujours être électeur, alors même qu'il ne serait ni propriétaire ou usufruitier, ni fermier, ni métayer, domanier, chef de culture ou régisseur. Or, cela peut se présenter dans un certain nombre d'hypothèses.

Indiquons, d'abord, celle de l'emphytéote. L'emphytéote, qui cultive lui-même est évidemment un chef d'exploitation et il paraît impossible de ne pas l'assimiler au fermier. Mais il y a, en outre, les nombreux cas où l'administrateur d'une personne morale, le représentant légal d'un incapable (mari, père, tuteur) se trouvent en réalité chefs d'une exploitation agricole, tandis que, juridiquement, la qualité de fermier ou de métayer appartient à la personne morale, à l'incapable qu'ils représentent. On peut admettre, dans ce cas, que le représentant (mari, père, administrateur) vote aux lieu et place du représenté. La femme mariée, le mineur, l'établissement public, titulaires du bail d'une exploitation rurale ou forestière, participeront ainsi à l'élection par l'intermédiaire de leur mari, père, tuteur, administrateur.

— En ce qui concerne la troisième catégorie d'électeurs, la formule « Ouvriers à la journée ou à gages » désigne en premier lieu tous les salariés qui se livrent à un travail manuel de nature agricole. Faut-il y ajouter les salariés qui se livrent, sur une exploitation agricole, à un travail manuel de nature non agricole, ce qui comprendrait :

les domestiques attachés à la personne, ainsi que les ouvriers accomplissant des travaux de nature industrielle mais utiles cependant à l'exploitation agricole et nécessaires au fonctionnement d'un établissement annexe de l'exploitation agricole (ouvriers d'une sucrerie, d'une distillerie agricole)?

D'après la circulaire du 11 avril 1925, l'affirmative doit être adoptée :

a) Pour les domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne, c'est-à-dire pour tous les domestiques qui — ce sera le cas le plus fréquent — rendent des services personnels à l'exploitant et participent également aux travaux agricoles;

b) Pour les ouvriers des industries annexes de la ferme, à condition que l'exploitation agricole ait le caractère de principal établissement;

c) Pour les ouvriers des différents métiers qui seraient attachés à une exploitation agricole (mécaniciens, forgerons, par exemple, les commissions doivent examiner si les travaux auxquels se livrent ces ouvriers ont pris un caractère de spécialisation agricole tel qu'en fait ils ne soient appelés normalement à ne travailler que sur des exploitations agricoles.

Faut-il enfin ajouter aux travailleurs manuels ceux qui se livrent à des travaux d'étude de laboratoire ou de bureau (employés, chimistes, etc.)? En présence des termes de la loi, cette extension ne paraît pas possible.

La loi assimile aux ouvriers les membres de la famille du chef d'exploitation travaillant avec lui. En réalité, ce sont de véritables ouvriers; ils jouissent, en effet, tout au moins d'un salaire en nature. Remarquons, avec les auteurs de la circulaire, qu'il ne peut s'agir que d'hommes âgés d'au moins vingt-cinq ans,

lesquels auront presque toujours fixé, au moins par un contrat verbal, les conditions de leur collaboration à l'exploitation. Aussi, n'y a-t-il aucun intérêt à se demander jusqu'à quel degré de parenté les membres de la famille sont admis à demander leur inscription. S'ils ne sont pas inscrits comme membres de la famille, ils pourront toujours l'être comme ouvriers.

Membres de la famille, comme ouvriers, doivent justifier qu'ils exercent *habituellement* et *effectivement* la profession agricole depuis cinq ans au moins sur le territoire de la commune où ils demandent leur inscription. Ce que la loi exige, c'est l'exercice, pendant le délai indiqué, de la *profession agricole* et non pas celle d'ouvrier agricole. Par conséquent, un ancien propriétaire exploitant, un ex-fermier, un métayer devenu ultérieurement simplement ouvrier agricole peut ajouter à la durée de son travail comme ouvrier celle pendant laquelle il a exercé à titre de propriétaire exploitant, fermier ou métayer, la profession agricole.

En revanche, sont écartés : 1° tous les ouvriers qui, appartenant principalement à des professions non agricoles, consacrent néanmoins une partie de leur temps à la culture; 2° les ouvriers agricoles qui, tout en se livrant exclusivement aux travaux agricoles, ne peuvent pas justifier qu'habituellement le lieu de leur travail se trouve dans la commune indiquée (ouvriers nomades).

— Pour les électriques de la première catégorie, enfin, la circulaire du 11 avril 1925 précise que la femme doit être réputée chef d'exploitation :

a) Lorsqu'elle est seule partie au bail à ferme, à métayage, etc., ou lorsqu'elle est régisseur;

b) Lorsque, étant elle-même propriétaire de l'exploitation, elle la dirige personnellement;

c) Lorsqu'elle exerce, à titre de tutrice, l'administration d'une exploitation rurale ou forestière appartenant à son ou ses enfants (ou à son mari par exemple en cas d'interdiction de celui-ci) et qu'elle dirige personnellement cette exploitation.

En outre, en dehors de ces cas, la femme peut être inscrite lorsque, même mariée, elle dirige en fait et dirige seule une exploitation appartenant à un tiers, par exemple à son mari, à l'un de ses ascendants ou ascendants de son mari, ou prise à bail par eux.

Mais la femme mariée du chef d'exploitation lui-même inscrit ou ayant demandé de l'être dans la première ou deuxième catégorie, n'est pas un chef d'exploitation au sens de la loi, même si l'exploitation est un bien propre à elle appartenant.

Le mari jouissant du droit d'administration de ces biens doit être réputé chef, et les deux époux ne peuvent prétendre être inscrits simultanément sur la même liste à titre de chefs d'une même exploitation.

4° Dispositions concernant les délégués des associations :

La loi prévoit, nous l'avons vu, que ces délégués sont désignés au scrutin de liste, à raison d'un par arrondissement ou circonscription, par des associations et syndicats agricoles du département, sans qu'il soit nécessaire de choisir ces délégués dans chaque arrondissement; elle stipule, en outre, que ces associations doivent être constituées depuis cinq ans au moins et avoir perçu effectivement pendant cette période les cotisations de leurs membres.

En ce qui concerne les syndicats agricoles, aucune difficulté d'interprétation ne paraît se poser; la formule légale englobant, d'une part les syndicats constitués conformément à la loi du 21 mars 1884 modifiée par la loi du 12 mars 1920 et, d'autre part, les caisses ou sociétés d'assurances mutuelles constituées dans les formes prévues par la même loi.

Plus délicate est la question des associations. Faut-il entendre exclusivement les groupements agricoles constitués sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, ce qui limiterait singulièrement le nombre des groupements admis? Doit-on donner, au contraire, une interprétation plus large? La circulaire du 11 avril 1925 opte pour cette dernière solution. Il faut donc entendre par *associations agricoles* tous groupements d'agriculteurs poursuivant un but d'intérêt professionnel agricole.

D'un autre point de vue, il existe de nombreux groupements agricoles qui ne perçoivent pas de cotisations (coopératives et caisses agricoles notamment). Doivent-ils être exclus de ce fait? La circulaire du 11 avril 1925 répond par la négative et indique ainsi, à titre d'exemple, comme susceptibles d'être inscrits :

Les associations agricoles constituées sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901; les sociétés d'agriculture et les comices régis par celle du 20 mars 1851; les syndicats agricoles (loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920); les caisses ou sociétés d'assurances mutuelles agricoles (loi du 4 juillet 1900); les sociétés coopératives agricoles de production, de transformation ou de vente, les sociétés coopératives agricoles de consommation constituées conformément à la loi du 5 août 1920; les fruitières; les caisses locales, les caisses régionales de crédit agricole constituées conformément à la loi du 5 août 1920; les

sociétés d'intérêt collectif agricole fonctionnant sous le régime de la même loi; les associations agricoles syndicales de toute nature constituées conformément à la loi du 21 juin 1865, modifiée par la loi du 22 décembre 1888; les sociétés de courses (loi du 2 juin 1891); les caisses de planteurs de tabac (loi du 16 avril 1895).

3° Etablissement des listes électorales

Les inscriptions sont faites, dans chaque commune, à la demande des électeurs, ou d'office, par une commission composée du maire, d'un délégué du préfet et d'un délégué du conseil municipal choisis l'un et l'autre parmi les électeurs agricoles. La liste électorale est dressée l'année précédant celle au cours de laquelle ont lieu les élections générales dans la circonscription.

Toute personne se prétendant indûment omise peut réclamer son inscription et tout électeur inscrit sur une liste communale du département peut demander l'inscription d'une personne indûment inscrite. Les réclamations écartées par la commission sont transmises au juge de paix qui, sauf solution préjudicielle d'une question échappant à sa compétence, statue sans frais ni forme de procédure — sa décision n'étant susceptible ni d'opposition ni d'appel et pouvant être seulement déférée à la Cour de Cassation pour violation de la loi.

L'inscription des groupements est soumise à une procédure différente : le préfet dresse, dans chaque département, la liste des associations et syndicats qui, par une déclaration, ont manifesté l'intention de prendre part aux opérations électorales; les réclamations contre l'établissement de la liste sont soumises à une commission composée du préfet ou de son délégué, du directeur des services agricoles et

du président de l'un des groupements désigné par le sort et dont les décisions peuvent être déferées au ministre.

Candidatures. — La loi n'indique que trois conditions d'éligibilité :

1° Appartenir à l'une des catégories d'électeurs qui ont été déjà indiquées (donc les Femmes ne peuvent être élues);

2° Etre âgé de trente ans révolus;

3° Ne figurer sur aucune autre liste électorale professionnelle (Chambres de Commerce, Tribunaux de Commerce, Conseils de Prudhommes).

Aucune obligation de domicile n'est imposée aux candidats qui ont, en outre, la possibilité de se présenter dans plusieurs circonscriptions à la fois, sous réserve d'une option obligatoire après le scrutin.

Opérations électorales. — L'élection des délégués individuels est effectuée au scrutin de liste, un bureau de vote, présidé par le maire, étant ouvert dans chaque commune; sont proclamés élus les candidats ayant obtenu la majorité absolue, à la condition qu'un quart au moins des électeurs aient pris part au scrutin.

Au cas où un second tour est nécessaire, il a lieu le dimanche suivant et le résultat est alors acquis à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants.

Les réclamations sur la validité des opérations sont soumises au Conseil de Préfecture, dont les décisions peuvent être déferées au Conseil d'Etat.

Les associations et syndicats agricoles inscrits sur la liste à laquelle il a été fait allusion exercent leur droit électoral par correspondance et disposent d'un nombre de voix fixé de la manière suivante : une

voix pour cent membres cotisants¹; — deux voix pour deux cents membres, et ainsi de suite, toute fraction de centaine comptant pour une centaine; — au-dessus de mille membres, le nombre de dix voix est augmenté d'une unité par cinq cents membres.

Enfin, pour les groupements s'étendant sur plusieurs départements, ainsi que les unions ou fédérations, exerçant leur droit électoral propre dans chacun des départements où ils comptent des sections ou des groupements affiliés, l'effectif de tout groupement dépassant cent mille membres est ramené à ce nombre pour le calcul des voix dont il peut disposer dans un même département.

Les opérations électorales sont soumises aux mêmes règles générales que celle concernant les élections au suffrage universel — à noter toutefois que c'est le ministre de l'Agriculture qui, sauf recours au Conseil d'Etat, statue sur les réclamations.

Mandat. — Le mandat des membres des Chambres d'Agriculture dure six années; ils sont renouvelés, en partie, tous les trois ans et sont toujours rééligibles.

Fonctionnement. — Les Chambres d'Agriculture doivent se réunir au chef-lieu du département deux fois par an, en mai et en novembre, en sessions ordinaires qui ne peuvent durer plus de huit jours. En outre, elles peuvent se réunir en sessions extraordinaires lorsque le tiers des membres en fait la demande écrite au président ou sur la demande du ministre de l'Agriculture.

Dans l'un et l'autre cas, elles fixent elles-mêmes

1. En ce qui concerne les Unions et Fédérations, il faut entendre par « membres cotisants » tous les adhérents individuels affiliés aux groupements du premier degré et non pas seulement des Sociétés affiliées.

le jour de l'ouverture de leur session et règlent leurs travaux.

Le préfet, qui doit être avisé au moins huit jours à l'avance par le président des époques déterminées pour la tenue des sessions et de l'ordre du jour des travaux, a entrée aux séances et est entendu chaque fois qu'il le demande. Le directeur des services agricoles et le directeur des services sanitaires du département assistent à titre consultatif aux réunions.

Les procès-verbaux des séances des Chambres d'Agriculture doivent être transmis dans la huitaine au préfet qui, s'il y a lieu, en saisit le ministre; celui-ci, dans le mois, peut faire prononcer, par décret, l'annulation de tous acte ou délibération étrangers aux attributions légales des Chambres ou contraires aux lois et à l'ordre public.

Il convient de noter qu'aux termes de l'article 32, les Chambres qui ont contrevenu aux prescriptions de la loi peuvent être dissoutes par décret rendu en Conseil des Ministres sur la proposition du ministre de l'Agriculture.

Ressources. — Pour leur permettre de faire face à leurs dépenses (frais d'administration, subventions, allocations, encouragements aux diverses collectivités, œuvres et institutions s'occupant d'agriculture, intérêts de leurs emprunts, etc...), les Chambres d'Agriculture n'avaient été dotées d'aucune ressource spéciale par le législateur de 1924 qui s'était borné à prévoir, en termes assez vagues, l'octroi en leur faveur de subventions soit de l'Etat, soit des collectivités régionales ou locales.

La loi de finances du 27 décembre 1927 (modifiée par décret du 14 novembre 1935) a comblé cette lacune et les a autorisées à percevoir des centimes

additionnels à concurrence de onze¹ au maximum sur le principal de la contribution foncière des propriétés non bâties : c'est là leur principale ressource².

En contre-partie, le budget des Chambres d'Agriculture doit être approuvé par le ministre et leurs caisses sont soumises au même contrôle que celle des autres établissements publics : elles peuvent être vérifiées par les inspecteurs du ministère des Finances, les inspecteurs des associations agricoles et des institutions de crédit du ministère de l'Agriculture.

Chambres Régionales. — Les Chambres Départementales d'Agriculture peuvent se concerter, en vue de poursuivre l'étude et la réalisation de projets communs à plusieurs départements.

La loi les autorise même à se constituer en unions sous le titre de Chambres Régionales, après en avoir avisé le ministre de l'Agriculture.

Les Chambres Régionales (il s'en est constitué 14) se composent de membres délégués par les Chambres Départementales fédérées, à raison de quatre délégués par département, ces derniers étant nommés pour un an et toujours rééligibles.

Elles sont soumises, quant au contrôle des Pouvoirs publics, aux mêmes dispositions que les Chambres Départementales elles-mêmes.

1. Encore faut-il remarquer que sur ses onze centimes, dix seulement sont réservés au budget exclusif des Chambres d'Agriculture, le onzième constituant leur cotisation à l'Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture.

2. Une loi du 23 janvier 1937 a décidé qu'une partie des sommes versées à l'Etat par la Société Domaniale des Potasses d'Alsace serait mise à la disposition des Chambres d'Agriculture; cette dotation complémentaire représente environ 30.000 francs pour chaque Assemblée.

*L'Assemblée permanente
des Présidents de Chambres d'Agriculture*

Dès les premiers mois qui ont suivi leur création, les Chambres d'Agriculture départementales ont éprouvé la nécessité de posséder un organisme d'action commune qui puisse assurer, en permanence, leur liaison, les maintenir en contact intime avec le Pouvoir central, les documenter, coordonner leurs travaux et en effectuer la synthèse, orienter et concentrer leur activité, etc...

C'est ainsi que s'est constituée dès 1929, de la seule initiative des Assemblées départementales, une *Assemblée des Présidents*, dont l'action a été complétée par la création d'un secrétariat permanent.

L'importance de l'œuvre accomplie par l'Assemblée des Présidents a amené les Pouvoirs publics à lui conférer la qualité d'Etablissement public doué de la personnalité civile.

Une loi du 30 octobre 1935, complétée par un décret du 14 novembre de la même année, a créé l'*Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'Agriculture*, en la définissant comme étant « l'organe consultatif et représentatif des intérêts généraux et spéciaux de l'agriculture métropolitaine ».

L'Assemblée qui groupe les présidents de toutes les Chambres départementales de France et d'Algérie (décret du 25 septembre 1936) a deux sessions ordinaires en mars et en octobre, mais elle peut également se réunir en session extraordinaire, lorsque le tiers des membres en fait la demande ou à la demande du ministre de l'Agriculture.

A toutes les réunions, le ministre de l'Agriculture et le ministre des Finances — lorsque l'ordre du jour comporte des questions d'ordre financier — peuvent

se faire représenter par un commissaire du gouvernement.

L'Assemblée peut constituer dans son sein des sections spécialisées et des commissions¹.

Elle nomme un Comité permanent général composé de 18 membres qui la représente pendant l'intervalle des sessions, répartit ses travaux entre les commissions dont il coordonne l'action et peut, en cas d'urgence, donner des avis et présenter des propositions à ses lieu et place.

Ses ressources sont, nous l'avons vu, constituées par le 11^e centime additionnel que les Chambres départementales sont autorisées à percevoir sur le principal de la contribution foncière des propriétés non bâties; son budget et sa comptabilité sont soumis aux mêmes contrôles que ceux des Chambres départementales, de même d'ailleurs que les procès-verbaux de ses délibérations qui peuvent être annulés par le ministre de l'Agriculture, au cas où ceux-ci porteraient sur des actes étrangers à ses attributions légales ou contraires aux règlements et à l'ordre public.

APPRÉCIATION CRITIQUE

La plupart des multiples organes consultatifs qui, sous des noms divers, ont été créés au cours des dernières années pour éclairer les Pouvoirs publics, occupent sur le terrain de la défense professionnelle

1. L'Assemblée permanente a réparti ses travaux entre six grandes commissions :

- Commission générale d'organisation professionnelle et de législation rurale.
- Commission générale des relations extérieures.
- Commission d'économie générale.
- Commission des productions végétales.
- Commission des productions animales.
- Commission des boissons fermentées et distillées.

une place trop modeste, pour qu'il soit utile de leur consacrer de longs développements. Au surplus, étant donné les conditions dans lesquelles sont nommés leurs membres, ils peuvent difficilement, nous l'avons vu, être considérés comme représentant effectivement la profession.

La création des Chambres d'Agriculture et celle, plus récente, de l'Assemblée des Présidents, constitue par contre un effort louable pour doter l'agriculture d'une véritable représentation.

Est-ce à dire que l'institution, sous sa forme actuelle, ne suscite que des approbations? Assurément non... On peut reprocher à la loi du 4 janvier 1924 d'avoir écarté certains éléments de la population agricole dont l'avis présenterait cependant une valeur certaine et, en revanche, d'inclure dans le corps électoral trop de « pseudo-agriculteurs » auxquels, en outre, l'éligibilité est accordée.

On peut critiquer le dosage artificiel des voix entre les individus et les groupements, le caractère artificiel des circonscriptions calquées sur de simples divisions administratives et qui ont pour effet de grouper dans un même scrutin des individus dont les besoins sont très différents.

De même il est permis de déplorer l'absence d'une représentation des *intérêts*, ainsi que les difficultés éprouvées par les minorités « spécialisées » pour manifester leurs desiderata.

Par ailleurs, on peut regretter que, faute de ressources assez élevées, les assemblées départementales soient hors d'état d'assumer les fonctions économiques dont elles ont été investies.

Enfin et surtout, il faut bien reconnaître que, dotées de moyens d'action insuffisants, soumises à la tutelle de l'Administration, les Chambres d'Agriculture n'ont

pu jusqu'ici, au point de vue de la défense professionnelle, jouer qu'un rôle assez effacé ou du moins très éloigné de celui que l'on est en droit d'attendre d'organes représentant officiellement la profession agricole.

Nous aurons l'occasion de revenir, dans un prochain chapitre, sur ces remarques. Bornons-nous, pour l'instant, à les enregistrer. Leur simple énoncé suffit à montrer que si le législateur a été animé d'excellentes intentions, son œuvre demeure encore bien imparfaite et gagnerait à être sinon profondément remaniée, du moins à recevoir de larges aménagements.

CHAPITRE IV

LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE A L'ÉTRANGER ET SUR LE PLAN INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- I. — La R. P. A. à l'étranger :
 - L'évolution du mouvement professionnel agricole. — Ses trois stades.
 - Différents types de groupements professionnels spontanés. — Ampleur du mouvement. — Son influence.
 - Différentes formes de la représentation officielle. — Composition. — Organisations. — Attributions.
 - II. — La R. P. A. sur le plan international :
 - Les Congrès internationaux. — La Commission internationale de l'Agriculture. — L'Institut de Rome. — La représentation de l'agriculture à la S. D. N. et au B. I. T. — Inexistence d'une véritable représentation.
-

I. — La représentation professionnelle de l'agriculture à l'étranger.

La question de la Représentation Professionnelle de l'Agriculture qui, nous venons de le voir, préoccupe dans notre pays les milieux ruraux, tient également, au delà de nos frontières, une place de premier plan.

De même qu'en France, la complexité de la vie moderne, les problèmes délicats inhérents à la production et à l'écoulement des denrées agricoles, les interventions chaque année plus nombreuses de l'Etat dans le domaine économique, ont souligné la nécessité, pour les cultivateurs, d'avoir auprès du Pouvoir de décision, quelle que soit sa forme, des représentants qualifiés pour exposer et défendre les intérêts de leur profession.

Mais si, partout, le but poursuivi est sensiblement le même, les moyens employés répondent à des tendances assez différentes et les résultats obtenus sont assez inégaux.

Dans presque tous les Etats on retrouve à la base de la Représentation Professionnelle de l'Agriculture un vaste mouvement spontané comparable à celui qui, en France, a suivi le vote de la loi de 1884.

L'origine de ce mouvement se situe d'ailleurs selon les pays à des époques différentes.

Dans certains, il a pris naissance à une date déjà ancienne (première moitié du XIX^e siècle). Tel est le

cas notamment du Danemark, des Pays-Bas et de la Suisse, dont la production agricole est peu diversifiée et la population rurale homogène, comme de quelques pays neufs à structure politique simple et à économie principalement agricole (Canada, Etats sud-américains, Australie, etc...).

Dans d'autres, le mouvement retardé, soit par une organisation politique complexe, soit par une population composée d'éléments disparates ou encore par une extrême variété des productions, ne s'est véritablement manifesté qu'à l'aurore du ^{xx}e siècle, où il a été en quelque sorte une réaction contre la concentration industrielle et commerciale (Italie, Allemagne, Grande-Bretagne, etc...).

Un dernier groupe, enfin, est formé par certains Etats de l'Europe centrale et orientale (Hongrie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne, Lithuanie, Esthonie), où l'apparition relativement récente d'une organisation professionnelle agricole a été la conséquence de profondes transformations politiques, économiques et sociales (développement du paysannat, réformes agraires, extension de l'instruction, etc...).

D'une manière plus générale et sous un angle différent, on peut, dans l'évolution du mouvement qui nous occupe, discerner trois phases correspondant à des situations économiques, sociales et politiques différentes :

Au cours d'une première phase, l'aspect technique et scientifique des problèmes agricoles l'emporte sur tous les autres; on voit surgir, souvent sur l'initiative des Pouvoirs publics, des sociétés et associations réunissant une élite éclairée dont le but essentiel est l'amélioration des procédés cultureux, l'application à l'agriculture des grandes découvertes, etc... : Sociedad Nacional de Agricultura (Chili), fondée en 1838.

— Royal Agricultural Society of England, fondée en 1840 par une charte de la Reine Victoria. — Sociedad Nacional agraria du Pérou, fondée en 1861. — Sociedad rural Argentina (1866), etc...

Pendant une deuxième phase, le mouvement se développe sur un rythme plus ample et plus libre; sous l'impulsion d'initiatives privées, il prend un aspect plus nettement professionnel et syndical. Les anciennes sociétés du premier type subsistent, mais à côté se forment des organes de protection et de défense : National Farmer's Union (Grande-Bretagne), Confédération de las Asociaciones agrícolas (Argentine), etc...

Enfin, à un troisième stade (après guerre), l'accroissement des difficultés économiques, la fermentation des esprits au point de vue social mettent de nouveau en cause l'intérêt public. L'Etat a tendance à exercer son influence sur le mouvement qui a donné naissance aux associations. Il s'attache à discipliner leurs organes de représentation et de protection; des Chambres d'Agriculture (ou institutions similaires) sont constituées et réglementées par des textes spéciaux, de façon à canaliser directement et à coordonner les revendications des agriculteurs, tout en laissant subsister presque toujours les associations d'origine privée.

Ces dernières correspondent, quant à leur forme, leur composition, leur objet, etc., à des types assez différents. Certaines sont composées exclusivement de membres individuels qui leur sont rattachés soit directement, soit par l'intermédiaire de sections locales : National farmers association (Etats-Unis), Union of England and Wales (Grande-Bretagne), Chambre Nationale des Horticulteurs Belges, Sociedad de Agricultores de Columbia, Associations agri-

coles des Indes Néerlandaises, Sociedad de Agricultura de Chili, Sociedad rural argentina, etc...

D'autres englobent à la fois des membres individuels et collectifs : Association de Agricultores, Olivaveros, Granaderos (Espagne); Magyar Gazdaszovelseq (Hongrie); Associacioa de Agricultura portugese, etc...

Se composant seulement de membres collectifs, un troisième type reçoit le plus souvent le nom de fédération, confédération, conseil supérieur, etc... : Landbruksraadet (Danemark), Confédération fasciste (Italie), Nederlandshe Tuwinbowraad (Hollande), National grange of the patrons of husbandry et American farm bureau association (Etats-Unis), Confédération de las asociaciones agricolas (Guatemala), etc...

Les groupements largement ouverts aux différents membres de la profession, y compris les ouvriers salariés, sont surtout fréquents dans les pays tels que le Danemark ou la Suisse, par exemple, où dominant la petite et la moyenne propriété, alors que dans les pays de grands domaines (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie) propriétaires, métayers, fermiers, ouvriers, tendent plus volontiers à s'unir en associations indépendantes pour assurer la défense de leurs intérêts respectifs.

Si les groupements qui ont pour objet la représentation des intérêts *généraux* de la profession sont, de loin, les plus nombreux partout où domine la polyculture, en revanche, les associations spécialisées dans l'étude et la défense d'activités déterminées occupent la place la plus importante dans les régions auxquelles les conditions naturelles imposent un nombre limité de productions, plus ou moins compartimentées : United grain growers of Canada, Australian woolgrowers council (Australie), National milk

producers federation (Etats-Unis), Union centrale des producteurs de lait (Suisse).

Est-il besoin d'ajouter, enfin, qu'il existe presque toujours dans les mêmes pays des organes poursuivant des objectifs surtout économiques et matériels dont le caractère représentatif est assez limité, et d'autres qui, au contraire, se sont spécialement constitués dans un but de défense professionnelle, telle par exemple « The American farm bureau fédération », qui s'est donné pour objet de « défendre les intérêts des agriculteurs, de veiller à ce que les lois fédérales soient favorables à l'agriculture et, d'une façon plus générale, d'assurer la représentation et la défense des intérêts agricoles dans les organes législatifs ».

D'ailleurs, cette répartition des groupements professionnels en catégories distinctes d'après leur objet immédiat n'offre aujourd'hui qu'une signification assez limitée.

Sans parler de l'interdépendance chaque jour plus étroite qui se manifeste entre l'action professionnelle proprement dite et l'action commerciale et économique, la crise a en effet provoqué presque partout la création d'organes supérieurs de coordination et de liaison, appelés à jeter les bases d'une entente entre les formations divergentes, à permettre leur action commune pour l'étude et la défense, sur le plan national, des questions dépassant les intérêts locaux ou de catégorie.

C'est ainsi, par exemple, que l'Union Suisse des Paysans réunit plus de 50 fédérations ou autres associations cantonales, parmi lesquelles figurent des fédérations de coopératives, des syndicats d'élevage, des chambres d'agriculture, etc... De même, la Confédération fasciste des Agriculteurs d'Italie groupe les

diverses catégories d'exploitants en quatre fédérations nationales (propriétaires et fermiers exploitants, propriétaires donnant leurs propriétés à bail, propriétaires et fermiers cultivateurs directs, dirigeants d'exploitations agricoles).

L'ampleur du mouvement que l'on peut mesurer à la proportion plus ou moins forte des « dissidents », c'est-à-dire des membres de la profession se refusant à adhérer aux groupements représentatifs, est très inégale.

Une instruction solide des populations rurales (Suisse), des moyens de communications faciles, un ensemble d'exploitations homogènes ou répondant à des types comparables (Danemark), une législation favorable à l'association (Allemagne avant 1925), sont autant d'éléments propices à la naissance et au développement d'une représentation professionnelle spontanée.

Par contre, une population agricole composée d'éléments disparates (Espagne), peu instruits (pays de l'Europe centrale), disséminés sur des territoires étendus (Russie), divisés par des querelles intestines (Républiques sud-américaines), constituent un milieu peu favorable.

L'importance des résultats obtenus est liée principalement à la place occupée par la profession agricole dans l'ensemble des activités nationales ainsi qu'à l'ancienneté, à l'importance numérique et à la cohésion des groupements représentatifs. Elle est également fonction, dans une assez large mesure, de la structure des Pouvoirs publics.

Dans les pays à économie essentiellement rurale (Canada, Australie), l'influence des formations professionnelles agricoles sur les décisions des gouvernants est généralement prépondérante. Au contraire,

dans les Etats à économie complexe (l'Allemagne en a longtemps fourni la preuve), elle est limitée par l'intervention de groupements représentant des intérêts plus forts ou plus concentrés.

De même, de puissantes associations, réunissant un nombre élevé de membres et représentant des intérêts considérables (Etats-Unis, Suisse), imposent sans peine leur avis aux Pouvoirs publics, alors que des organes représentant une minorité de la profession ont, par la force des choses, une autorité plus limitée.

L'influence de la structure des Pouvoirs publics est plus difficile à préciser. On peut noter, cependant, que d'une façon générale la représentation professionnelle agricole occupe une place plus importante dans les pays à pouvoir exécutif fort et indépendant (Etats-Unis par exemple) que dans ceux où les assemblées parlementaires sont toutes-puissantes et, par ailleurs, que la plupart des régimes dictatoriaux s'appuient plus volontiers sur les formations professionnelles que sur les corps politiques.

Il n'en demeure pas moins que, dans presque tous les pays, l'obligation dans laquelle se sont trouvés les gouvernants d'intervenir dans des domaines sans cesse plus nombreux et de pratiquer une politique dite d'économie dirigée les a conduits, au cours des dernières années, à réserver une plus large part que par le passé à la Représentation Professionnelle.

Dans certains cas, les groupements agricoles sont parvenus à imposer légalement leur avis au Pouvoir de décision (Suisse).

Ailleurs, leur participation à la gestion des affaires publiques résulte au contraire d'une situation de fait.

Parfois, ils ont perdu une partie de leur indépendance et, pour bénéficier du concours financier de

l'Etat, se sont pliés à des règles plus ou moins strictes quant à leur organisation et leur fonctionnement (Portugal, Hollande, Norvège), ou même ils ont été intégrés dans une organisation corporative placée sous la direction effective des gouvernants (Allemagne, Italie).

Fréquemment, enfin, ils ont servi de supports à des organes consultatifs officiels répondant aux deux formules différentes que nous avons déjà trouvées en France : d'une part les Comités consultatifs et, d'autre part, les Chambres d'Agriculture.

Les Comités consultatifs, dont les membres sont désignés par les Pouvoirs publics, ont généralement précédé les organes représentatifs émanant de la profession elle-même. On en trouve dans la plupart des pays et les difficultés économiques des vingt dernières années ont eu pour effet de les multiplier.

Parfois, ils ont été investis de pouvoirs étendus et l'on a même songé à les faire légiférer (en vérité, les deux tentatives les plus connues pour établir ainsi un véritable parlement économique — Conseil Economique d'Empire, créé en Allemagne en 1919, et Conseil d'Economie Nationale constitué en Espagne sous le gouvernement Primo de Rivera — ont conduit à un échec).

Plus souvent, ils sont demeurés des organes purement consultatifs, réunissant alors soit les seuls représentants de la profession agricole proprement dite (Tchécoslovaquie, Autriche, Argentine, Mexique, Roumanie, etc...), soit des délégués des différentes professions intéressées à un cycle économique déterminé (Italie, Allemagne), soit enfin des membres appartenant à l'ensemble des activités nationales (Japon, Colombie, Equateur, Suède, Roumanie, Brésil, etc.).

Leur composition est, bien entendu, très variable.

Certains (Japon, Argentine) ont tous leurs membres nommés par les Pouvoirs publics. D'autres (Pologne, Yougoslavie) comprennent à la fois des membres nommés par décret et des représentants des associations professionnelles. Une dernière catégorie enfin (en Belgique notamment) réunit les délégués des organes représentatifs régionaux (Chambres d'Agriculture) auxquels nous arrivons maintenant.

Ici, encore, nous trouvons des situations assez différentes. Dans les pays où les exploitants ruraux se sont eux-mêmes fortement organisés pour assurer la défense de leurs intérêts, la nécessité d'une représentation officielle ne s'est pas fait sentir. Tout au plus, a-t-on créé des organes destinés à centraliser et à coordonner l'activité des différents groupements existants, à faciliter leur liaison avec le gouvernement. Tel est le cas des Comités régionaux au Danemark et des Secrétariats agricoles cantonaux en Suisse.

Au contraire, là où l'organisation agricole est encore à l'état embryonnaire ou très incomplète, les Chambres d'Agriculture officielles ont évidemment leur place marquée.

Encore faut-il faire une distinction :

Dans un premier groupe d'Etats, elles ont été constituées à une époque déjà lointaine, soit pour suppléer à l'absence de toute association spontanée (Autriche, Espagne, Turquie) et elles sont alors demeurées en fait de simples rouages administratifs, soit pour des raisons d'ordre politique, afin de discipliner l'action de certains groupements estimés trop puissants (Allemagne). Dans l'un et l'autre cas, leurs fonctions représentatives ont été assez limitées.

Ailleurs, au contraire, leur création, relativement récente, a eu pour objet d'établir entre la profession

et les Pouvoirs publics un lien effectif, lien dont la nécessité s'est particulièrement manifestée depuis la guerre, d'une part dans les pays qui ont réorganisé leur agriculture sur des bases nouvelles (pays issus de l'ancienne monarchie austro-hongroise, Pays baltes, Roumanie, Pologne, etc...) et, d'autre part, presque partout, pour atténuer les répercussions de la crise.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les Chambres d'Agriculture (ou les organismes qui, sous des noms divers, en tiennent lieu) correspondent par leur composition, les conditions dans lesquelles sont désignés leurs membres, leurs attributions, à des types variés.

En ce qui concerne la désignation des membres, on trouve tout d'abord des assemblées élues entièrement au suffrage individuel (Esthonie), d'autres qui réunissent à la fois, dans des proportions variables, des délégués élus et des représentants des formations professionnelles spontanées (Belgique, Tchécoslovaquie), d'autres composées uniquement de représentants de groupements (Suisse), d'autres enfin qui désignent, elles-mêmes, par coaptation une partie de leurs membres (Pologne, Esthonie).

L'élection des délégués individuels est, elle-même, soumise à des règles diverses. Dans certains pays, le vote a un caractère censitaire. Seuls pouvant être électeurs les exploitants ou travailleurs ruraux assujettis à un impôt déterminé (Belgique, Pologne). Dans d'autres, les conditions d'électorat sont fonction de l'étendue des terres exploitées, avec ou sans condition d'ancienneté. Parfois, un minimum d'instruction professionnelle est requis (Lithuanie). Le droit de vote est, enfin, quelquefois étendu aux membres de la famille des exploitants.

D'autre part, le corps électoral est tantôt largement ouvert à toutes les personnes dont l'activité est liée à l'agriculture : propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers agricoles, artisans ruraux (Hongrie, Roumanie, Pologne), techniciens (Belgique), membres de sociétés scientifiques (Lithuanie), etc..., tantôt limité aux seuls agriculteurs militants, c'est-à-dire à ceux qui assument effectivement la direction d'une exploitation à l'exclusion des ouvriers agricoles (Esthonie, Finlande).

Même diversité, quant à la désignation des groupements devant participer au vote et aux conditions dans lesquelles ils exercent leurs droits.

Parfois, il est fait appel à toutes les formations dont l'activité est de loin ou de près en rapport avec la profession agricole : sociétés et académies d'agriculture (Pologne, Yougoslavie), banques foncières (Esthonie), etc.¹... Dans d'autres pays, au contraire, sont exclus les groupements poursuivant d'autres buts que la défense professionnelle.

Le nombre de voix alloué à chaque organisme est tantôt uniforme ou fixé en pleine liberté par l'Administration, tantôt fonction du nombre des adhérents. Certaines législations prévoient, en outre, un régime différent suivant le caractère et l'activité plus ou moins étendue des groupes considérés. C'est ainsi qu'en Belgique, les associations d'intérêt général ont un nombre de voix double de celui attribué aux associations à objet limité.

Sous l'angle de *l'organisation*, nous trouvons des Chambres d'Agriculture spécialisées (anciennes Chambres officielles du raisin sec du Levant et

1. Dans certains pays (Yougoslavie), les Assemblées politiques locales participent elles-mêmes à la désignation des membres des organes consultatifs agricoles.

Chambre du riz d'Ampesta en Espagne) et, d'autres plus nombreuses, qui réunissent des représentants de la profession tout entière. Nous trouvons des Assemblées constituées sur le plan national (Esthonie, Pologne) et des Assemblées départementales, provinciales, communales, plus ou moins hiérarchisées et dont la liaison avec le Pouvoir central est assurée par un organe de coordination.

On doit noter de même l'existence de Chambres dites « interprofessionnelles » qui réunissent, avec les délégués des exploitants ruraux, des représentants des différentes professions intéressées à la transformation ou à l'écoulement des produits agricoles (Colonies françaises, Allemagne, Italie).

Du point de vue des *attributions*, il existe des Assemblées dont les pouvoirs purement consultatifs sont relativement limités (Roumanie, Pologne), d'autres qui ont la possibilité de gérer certains intérêts agricoles (Hongrie, Pays-Bas). Dans quelques pays, enfin, les Chambres d'Agriculture ont des attributions législatives (codification des usages locaux), judiciaires (constitution de tribunaux d'arbitrage), voire même (Autriche) une compétence déléguée pour exercer des fonctions normalement dévolues aux Pouvoirs publics : détermination des contingents d'importation, fixation du taux de certains impôts, taxes et droits intéressant les populations rurales, etc...

II. — La représentation professionnelle de l'agriculture sur le plan international.

Quittons le plan national et jetons un regard rapide sur les différentes tentatives entreprises pour réaliser une organisation internationale de l'agriculture.

En dépit des difficultés de toutes natures auxquelles se heurte le rapprochement des groupes nationaux (différences de situation géographique, de composition géologique, de fertilité des terres, conditions de la propriété, législation, habitudes sociales, facteurs politiques, etc.), un large effort a été accompli au cours des dernières années pour doter l'agriculture, sur le plan international, d'une « organisation rationnelle qui laisse à chacun sa vie propre et combine les intérêts sans en sacrifier aucun¹ ».

L'étude de ce mouvement, dont M. Houiller a analysé l'évolution dans sa thèse sur *l'Organisation internationale de l'agriculture*, n'a pas sa place ici; bornons-nous seulement à rechercher comment a été résolu, par les principaux organismes auxquels il a été donné naissance, le problème de la représentation professionnelle.

Les premiers congrès internationaux

Pour les congrès internationaux qui se sont tenus de 1848 (congrès de Bruxelles) à 1889, la situation est simple : il s'agissait surtout de causeries, de conférences faites par quelques personnalités qualifiées devant une assemblée d'agriculteurs étrangers venus

1. Jules Gautier. Préface du livre de F. Houiller : *L'Organisation internationale de l'agriculture*.

pour visiter les expositions internationales — donc, pas de représentation professionnelle au sens où nous l'entendons.

La Commission Internationale de l'Agriculture

La création, en 1891, de la Commission Internationale d'Agriculture témoigne, par contre, du souci de réunir périodiquement non seulement des personnalités du monde agricole sans mandat bien défini, mais également des représentants des groupements professionnels appartenant aux différents pays.

Le nouvel organisme qui, d'après son fondateur Jules Méline, avait pour but essentiel « d'éclairer les problèmes agricoles par une documentation internationale et de préparer l'accord des gouvernements nécessaire à la solution de certains de ces problèmes » tint, jusqu'à la guerre, des réunions à des intervalles à peu près réguliers (congrès de Lausanne 1898, de Paris 1900, de Rome 1903, de Vienne 1907, de Madrid 1911, de Gand 1913).

Sur l'intervention du D^r E. Laur, de Suisse, la Commission Internationale de l'Agriculture devait, au lendemain de la guerre, se modifier profondément. En 1923, cessant d'être une assemblée de personnalités, elle est devenue une Union Internationale des Associations agricoles. A vrai dire, le règlement de la commission, quant à l'admission des groupements, est très large et l'on y chercherait en vain la notion de fonction représentative, puisqu'elle accueille « toutes les associations nationales ou internationales qui ont pour objet l'encouragement à l'agriculture (y compris la sylviculture, la culture maraîchère et les autres branches rattachées à l'agriculture), dans le domaine technique, scientifique, économique et social, pour autant qu'elles peuvent apporter à la Commis-

sion une collaboration fructueuse pour la réalisation de son programme ».

Depuis peu ce groupement s'intitule Confédération internationale de l'Agriculture.

L'Institut International d'Agriculture de Rome

Institution d'Etats, dont l'assemblée et le comité permanent sont composés de membres désignés directement par les gouvernements des différents pays, l'Institut international d'Agriculture ne peut être considéré comme un organe représentatif de l'agriculture. Toutefois, depuis 1927, il s'est attaché, par la constitution de la Commission internationale permanente des Associations agricoles (C.I.P.A.), à « collaborer avec les associations agricoles les plus représentatives des différents pays ». Reste à savoir si la création de cette nouvelle Commission qui, en réalité, semble faire double emploi avec la Commission Internationale de l'Agriculture, changée de nom, était bien indispensable¹.

L'agriculture et les grandes institutions internationales

Si nous passons aux institutions créées par le traité de paix, nous trouvons, auprès de la S. D. N., depuis 1927, un Comité Economique au sein duquel les agriculteurs comptent une dizaine de membres parmi lesquels le président des deux institutions dont il vient d'être question. Mais, en fait, depuis 1932, c'est l'Institut International d'Agriculture qui est devenu l'organe consultatif de l'Assemblée.

Rappelons, enfin, que malgré les protestations répé-

1. Même remarque en ce qui concerne la Fédération Internationale des techniciens de l'Agriculture (F.I.T.A.), créé en 1934, sous les auspices des agronomes fascistes.

tées des intéressés, le monde agricole, tant du côté patronal que du côté ouvrier, ne dispose que d'une représentation minime au sein de l'Organisation Internationale du Travail, à laquelle, cependant, un arrêt retentissant de la Cour permanente de Justice Internationale a reconnu une compétence pour les questions de travail agricole.



Cette courte énumération souligne la faiblesse de la représentation de la profession agricole au sein des grandes institutions internationales.

Si l'on met à part la C. I. P. A., dont le rôle paraît, jusqu'ici, avoir été assez limité, un seul organisme dû à l'initiative privée — l'ancienne Commission Internationale de l'Agriculture — s'attache sous des formes diverses (réunion de congrès internationaux, rapports avec l'Institut International de Rome, la S. D. N., le B. I. T., ainsi qu'avec de nombreuses associations spécialisées : Association Internationale des Sélectionneurs, Association Internationale pour le Contrôle des Semences, Fédération Internationale de Laiterie, Confédération Internationale des Planteurs de Betteraves, Office International des Epizooties, Office International du Vin, Conférence Internationale du Crédit Agricole, etc.) à réaliser une représentation des intérêts de l'agriculture sur le plan international.

L'œuvre accomplie par la C.I.A. depuis sa réorganisation de 1923 ne saurait être sous-estimée et celle-ci, sans nul doute, a favorisé des rapprochements féconds entre les producteurs ruraux appartenant à une trentaine de pays.

Les conditions dans lesquelles elle accueille, sans distinction, toutes les associations ayant pour objet

l'encouragement à l'agriculture ne sont pas toutefois sans soulever des critiques¹. Il paraît difficile d'admettre que les vœux ou motions adoptés par des délégués, plus ou moins régulièrement mandatés, reflètent les aspirations de l'ensemble des populations rurales des pays considérés.

Mais pourrait-il en être autrement en l'état actuel de l'organisation professionnelle, alors que dans la plupart des Etats, nous l'avons vu, la représentation professionnelle de l'agriculture en est encore à la période des débuts et qu'aucune formule vraiment satisfaisante n'a été encore réalisée sur le plan national?

Pour qu'une solution puisse être apportée au problème, il faudrait que, dans chaque pays, soit dressée, avec le concours et sous le contrôle des Pouvoirs publics, une liste des organisations qui, sous une forme ou sous une autre (privées ou officielles), peuvent être considérées comme véritablement représentatives des intérêts professionnels agricoles.

Tant que ce recensement (dont les difficultés ne nous échappent pas) n'aura pas été fait, il ne saura être question d'une représentation de l'agriculture tant auprès des grandes institutions internationales à activité étendue qu'au sein des organisations spécifiquement agricoles telles que la C. I. A. ou la C. I. P. A. et nous continuerons à enregistrer d'innombrables congrès, assemblées, au cours desquels des hommes s'arrogent le droit de parler au nom de populations rurales dont ils n'ont reçu aucun mandat régulier valable.

1. D'autant plus qu'en réalité le nombre de voix attribuées à chaque Association est fonction de l'importance de sa cotisation.

CHAPITRE V

PROJETS DE RÉFORMES

SOMMAIRE

I. — Principales tendances :

Représentation par classes sociales, par catégories de produits. — Représentation des groupements professionnels. — Représentation des individus.

II. — Comment concevoir la réforme du régime actuel :

a) Nécessité d'assurer aux intérêts professionnels les moyens de se dégager. — La formation professionnelle. — Exclusion des éléments étrangers à la profession. — Le ressort des assemblées représentatives.

b) Nécessité d'une représentation étendue. — Elargissement du corps électoral. — Limitation du droit de vote aux individus.

c) Nécessité d'assurer aux différents membres de la profession une part équitable dans la représentation. — Corps électoral unique. — Répartition des électeurs en catégories d'après la nature de leurs intérêts. — Représentation des minorités. — Représentation numérique et représentation des intérêts.

d) Nécessité d'assurer l'indépendance de la représentation professionnelle. — Indépendance vis-à-vis des autres professions. — Indépendance vis-à-vis de l'Etat.

e) Nécessité de fournir à la R. P. les moyens d'action indispensables pour la rendre efficace : rapports avec le Pouvoir exécutif. Collaboration avec les Assemblées parlementaires.

f) Les missions secondaires de la R. P. A. : conciliation des intérêts particuliers au sein de la profession. — Rapports entre l'agriculture et les autres professions.

I. — Principales tendances.

Les quelques exemples qui précèdent ne fournissent, est-il besoin de le souligner, qu'un aperçu bien incomplet des solutions très diverses apportées, dans l'espace et dans le temps, au problème de la représentation professionnelle agricole et, *a fortiori*, des tendances variées dont elles sont l'expression.

Il est permis toutefois d'en conclure qu'il n'existe et ne saurait exister, pour la question qui nous occupe, de solution-type, susceptible de convenir dans tous les milieux et à toutes les époques.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement, puisque tout système visant à fournir à la profession agricole le moyen de faire connaître ses besoins et de défendre ses intérêts, doit, nous l'avons vu, tenir compte, non seulement des caractères de la profession elle-même (conditions d'exploitation du sol, état d'esprit des cultivateurs, étendue des domaines, méthodes culturales, etc.), mais encore de la structure économique, politique et même sociale de la nation tout entière.

Autre observation : La question de la représentation professionnelle agricole, relativement neuve, en est encore, dans la plupart des pays, au stade expérimental. Si l'on en juge par les modifications successives apportées presque partout aux institutions primitives et par les critiques dont sont l'objet les orga-

nisations actuellement en vigueur, il n'apparaît pas que, d'une façon générale, les solutions adoptées jusqu'ici se soient révélées pleinement satisfaisantes. En tout cas, aucune d'elles ne peut aujourd'hui être considérée comme définitive.

Comment s'étonner, dans ces conditions, des critiques que suscite le régime actuellement en vigueur en France, et surtout de la diversité des programmes élaborés au cours des dernières années pour doter enfin, par une réforme plus ou moins profonde des institutions en vigueur, la profession agricole d'une véritable représentation auprès du Pouvoir central?

En vérité, si les moyens proposés sont multiples, la plupart d'entre eux ne diffèrent que par des points de détail et sous réserve de variantes peu importantes les principaux programmes qui ont vu le jour répondent, en définitive, à un petit nombre seulement d'idées directrices.

D'après une première tendance, l'organisation de la représentation agricole devrait avoir pour objet *essentiel* d'assurer à chaque membre de la profession, suivant qu'il est propriétaire, fermier, métayer ou salarié, le moyen de défendre ses intérêts propres.

Nous n'insisterons pas sur les dangers d'une telle conception. Le syndicalisme de classe, a trouvé dans certaines formes de l'activité nationale un terrain favorable à un développement dont nous n'avons pas à souligner ici les conséquences. En tout état, une concentration très poussée a pu, dans une certaine mesure, justifier son apparition dans certaines catégories d'entreprises. Il peut difficilement trouver un fondement dans le structure de l'agriculture française qui, à peu près partout, ne connaît pas cette opposition d'intérêts entre le capital et le travail qui est à la base des théories marxistes.

Certes, tous les membres de la profession n'ont pas, à la base, des aspirations identiques. Il serait même opportun, pensons-nous, que les intérêts de catégories, parfois divergents, puissent se manifester au sein des assemblées consultatives. Mais ces intérêts divergents que nous qualifierons de primaires se rejoignent en définitive, au sommet, lorsqu'il s'agit de la défense de la profession dans son ensemble. Nous avons vu d'ailleurs que la solidarité étroite existant entre les différents éléments de la population agricole a permis la constitution de syndicats mixtes et que c'est dans un très petit nombre de régions seulement où le plus souvent domine la main-d'œuvre étrangère que, sous des influences extérieures, les ouvriers agricoles ont songé à constituer des groupements distincts, provoquant ainsi, par voie de conséquence, la constitution de groupements patronaux du même ordre.

Tous les programmes tendant à organiser la représentation agricole par « classes sociales » ignorent cet état de fait qui est l'une des forces essentielles de l'agriculture française. Leur mise en œuvre aurait vraisemblablement pour seul effet de compromettre une harmonie dont il est vain de rappeler ici les bienfaits.

Au surplus, l'opposition d'intérêts ne saurait constituer la base d'une organisation. Est-il besoin de rappeler enfin que le fait social est, au même titre que le fait politique, incompatible avec la notion de représentation professionnelle?

Suivant une deuxième tendance, la représentation professionnelle agricole doit être fondée, non sur le statut personnel des individus, mais sur la nature de leur activité. Les programmes qu'elle inspire pré-

voient une représentation par catégorie de produits (blé, sucre, vin, viande, etc.).

Sur le plan économique, la formule, qui d'ailleurs rappelle le corporatisme médiéval, est sans nul doute attrayante. On peut, en revanche, lui reprocher de ne pas tenir compte de la structure des exploitations agricoles auxquelles les exigences culturelles imposent presque toujours des productions multiples. Nul n'ignore que, même dans les régions dites de « monoculture », les exploitants peuvent rarement limiter leur activité à une seule spéculation.

La nécessité de tirer le meilleur parti de terres dont les aptitudes sont différentes, de respecter les assolements, d'utiliser les sous-produits, d'entretenir des attelages, etc., font qu'une spécialisation telle qu'en connaissent certaines entreprises industrielles est très rare en agriculture.

A fortiori, est-elle impossible dans la majeure partie de la France, où les conditions naturelles, la division de la propriété, l'étendue des exploitations, la mentalité des cultivateurs, commandent une polyculture poussée.

Comment, dans ces conditions, envisager une répartition des membres de la profession en producteurs de blé, de viande, de vin, de légumes, de fruits, etc.?

Le cultivateur qui produit à la fois sur sa ferme (le cas est fréquent) du blé, de l'avoine, de l'orge, des pommes de terre, des graines de semences, des betteraves à sucre, des bœufs de boucherie, du lait, des porcs, des moutons, des animaux de basse-cour, etc., serait-il appelé à désigner des représentants distincts chargés de défendre ses intérêts pour chaque forme de son activité? Dans la négative, comment déterminer les productions « prédominantes » donnant droit à représentation? Il suffit de poser la

question pour mesurer l'étendue des difficultés auxquelles se heurterait la réalisation pratique d'un tel système.

Par ailleurs, en admettant même que cette réalisation fût possible, en ne tenant compte dans chaque exploitation que des productions les plus importantes, quelle part accorder, dans le cadre de la représentation nationale, à chaque classe de produits? Au cas où la place réservée à chaque production serait établie en fonction de son importance économique, les productions dites secondaires ne risqueraient-elles pas d'être écrasées par les « grandes productions »?

Dans la négative, quel critérium retenir pour tenir compte de l'importance respective des intérêts en présence?

Quelle serait, enfin, la situation de tous ceux qui, sans être « des producteurs » au sens étroit du terme, appartiennent cependant à la profession, à des titres divers (propriétaires non exploitants, ouvriers, etc.)?

*
**

Seuls restent donc en présence les programmes dans lesquels, écartant *a priori* toute classification par classes ou par produits, incompatible avec la cohésion des milieux ruraux et avec l'unité organique de l'agriculture, on considère la profession dans son ensemble, s'en tenant au principe d'une représentation unique commune à tous les membres de la profession.

Les organisations les plus fréquemment préconisées dans cet esprit peuvent être réparties en deux groupes répondant chacun à l'une des deux ten-

dances auxquelles, à plusieurs reprises déjà, nous avons fait allusion :

Au premier groupe se rattachent les différents programmes fondés sur le principe que la représentation n'est qu'un aspect, voire même qu'un corollaire de l'organisation professionnelle et qui, par suite, *limitent aux seuls groupements spontanés le droit d'exprimer les avis et les desiderata de la profession*¹. D'après certains, toutes les formations professionnelles spontanées, quels que soient leur forme, leur importance, les buts qu'elles poursuivent, doivent, du seul fait de leur existence, participer à la représentation. D'autres, au contraire², prévoient une distinction entre les groupements, seuls pouvant participer à la représentation ceux qui, par leur adhésion à certaines règles, seraient reconnus par les Pouvoirs publics aptes à remplir par voie de délégation certaines fonctions économiques ou sociales, assurées jusqu'ici par l'Etat lui-même.

Une troisième tendance s'attache à réaliser, par l'intermédiaire des formations professionnelles, une représentation aussi large que possible et prévoit, à cet effet, l'obligation pour tous les agriculteurs de faire partie d'un groupement (syndicat ou association) tout en leur laissant la liberté d'adhérer au groupement de leur *choix*.

Au deuxième groupe se rattachent au contraire les systèmes qui, sans viser comme les précédents à l'institution d'un « ordre nouveau », obtenu soit par les moyens légaux soit même extra-légaux (Dorgères), ont pour seul objet d'améliorer et de perfectionner les institutions existantes.

1. Cf. Résolutions du Congrès National Paysan de Caen, 5 et 6 mai 1937.

2. Cf. Salleron : *Un régime corporatif pour l'agriculture*.

D'après certains¹, il faudrait renforcer la compétence des Chambres d'Agriculture en augmentant le nombre de sièges réservés aux délégués des associations, syndicats, coopératives.

Pour d'autres, au contraire, la représentation devrait être exclusivement à base individuelle, l'activité des groupements professionnels étant limitée à l'éducation préalable du corps électoral.

L'extension du droit de vote aux techniciens, aux femmes et aux enfants majeurs des exploitants, l'institution du vote plural au profit des chefs de familles nombreuses, l'abaissement du temps minimum de résidence requis pour être électeurs sont, d'autre part, préconisés pour obtenir une représentation plus complète.

La répartition des électeurs en catégories distinctes (propriétaires, exploitants et membres de leurs familles électeurs, ouvriers agricoles) élisant chacune ses délégués proportionnellement à leur importance numérique est également recommandée² assez souvent pour permettre aux intérêts particuliers de se manifester au sein des assemblées locales ou régionales, tout en respectant le principe de la représentation commune.

De même une nouvelle répartition des circonscriptions électorales tenant compte de la géologie, de la géographie, des coutumes, des marchés, des voies de communications, est souvent réclamée, de façon à permettre autant que possible la formation d'as-

1. C'est ainsi que la proposition de loi déposée le 17 juin 1938 par M. Louis Martel, député de la Haute-Savoie et ses collègues du groupe démocrate prévoit l'octroi aux groupements professionnels d'un nombre de voix égal à celui des élus au Suffrage Universel.

2. Cf. proposition de loi Martel.

semblées consultatives régionales, représentant des intérêts comparables.

Par ailleurs, le souci de donner à l'agriculture des représentants exclusivement attachés à ses intérêts se traduit dans quelques programmes par l'inéligibilité des électeurs qui, à des titres divers, n'appartiennent pas entièrement à la profession agricole (exclusion des individus figurant sur une liste professionnelle autre que la liste agricole, appartenant à un Ordre, une Compagnie ou une Chambre professionnels non agricoles reconnus par l'Etat, consacrant leur activité principale à des fonctions privées ou publiques autres qu'agricoles, détenant des mandats politiques).

Sous un autre angle, rappelons enfin pour mémoire qu'il existe des programmes tendant sinon à conférer aux organisations représentatives un pouvoir de décision, du moins à les faire participer directement à l'élaboration des mesures intéressant la profession (en pratique, création d'une véritable Chambre professionnelle dont l'action se conjuguerait ou même se substituerait en partie à celle des assemblées politiques) et d'autres, plus nombreux, qui, tout en reconnaissant que, dans la mesure où ils ont à s'harmoniser avec l'ensemble des intérêts nationaux, les intérêts professionnels ne peuvent disposer souverainement d'eux-mêmes, s'attachent cependant à rendre obligatoire la consultation de la profession, à accroître l'efficacité de ses interventions.

II. — Comment concevoir la réforme du régime actuel.

Telles sont, rapidement esquissées, les principales tendances qui, dans notre pays, se manifestent quant aux réformes à apporter au régime actuel de la représentation professionnelle de l'agriculture.

Certaines d'entre elles, nous venons de le voir, supposent un remaniement profond des institutions politiques, économiques et même sociales, car elles intègrent la question de la représentation dans le problème beaucoup plus vaste de la réorganisation de la profession suivant un ordre nouveau.

Est-il vraiment indispensable, pour donner à la profession agricole les moyens de faire connaître ses aspirations et ses besoins, de bouleverser de fond en comble ce qui existe? Ne peut-on, avec des ambitions plus modestes, mais aussi peut-être plus immédiates, réaliser par un aménagement des dispositions en vigueur, un système qui assure aux cultivateurs la possibilité de participer plus étroitement à la vie politique du pays?

Autrement dit, est-il interdit de concevoir une représentation professionnelle agricole fonctionnant efficacement dans le cadre des institutions actuelles et dont l'action se conjuguerait avec celle des Pouvoirs politiques (exécutif et législatif) émanant du suffrage universel?

Enfin, même en admettant la nécessité (et nous sommes les premiers à la reconnaître) de réorganiser la profession agricole sur des bases nouvelles (peu importe le terme adopté), n'est-ce pas mettre la « charrue avant les bœufs » que de considérer la question de la représentation comme un aspect de cette réorganisation et ne serait-il pas préférable,

avant de vouloir réaliser cette dernière, d'établir tout d'abord une représentation efficace, de façon — lorsque sera venu le moment des réformes de structure — à connaître, sans contestation possible, l'avis de tous les intéressés?

Voilà les questions auxquelles nous allons essayer maintenant de répondre.

Mais, tout d'abord, il faut bien s'entendre sur l'objet et la portée que nous assignons à la représentation professionnelle agricole.

Dans notre esprit, qu'il nous soit permis de le rappeler, la représentation professionnelle n'est pas destinée à supplanter ou à remplacer la représentation politique; elle a un objet tout différent de celui-ci. *Elle doit avoir pour rôle essentiel de fournir aux Pouvoirs publics, qui seuls ont qualité pour décider tous les éléments propres à motiver leurs décisions,* lorsque ces derniers sont appelés à intervenir dans les domaines intéressant soit la profession dans son ensemble, soit certains de ses membres seulement.

Certes, les organes consultatifs chargés de coordonner et de représenter les desiderata ou les doléances peuvent être investis d'autres attributions (règlement des rapports entre les différentes catégories ou classes d'agriculteurs, au sens large du terme; conciliation, arbitrage, règlement des rapports avec les autres professions; encouragement à l'apprentissage, etc.). Mais, encore une fois, du point de vue auquel nous nous plaçons et quelle que puisse être leur importance, il ne s'agit là que de missions « secondaires ». Leur fonction principale que nous nous bornons à examiner ici est avant tout, selon nous, de fournir au Pouvoir central des éléments d'information.

Mais, nous fera-t-on observer, si vous assignez à

la représentation professionnelle agricole un objet aussi limité, est-elle vraiment nécessaire? Sous un régime parlementaire où, par l'élection, chacun des membres de la profession participe individuellement à la formation des Assemblées politiques souveraines, le Pouvoir de décision n'a-t-il pas précisément, dans son sein même et auprès de lui, des agents d'information tout trouvés? Les membres du Parlement, par leurs contacts avec leurs mandants, ne sont-ils pas bien placés pour recueillir les doléances, pour transmettre les vœux de leurs électeurs agricoles? Le Sénat, en particulier, où la représentation des intérêts ruraux occupe une place prépondérante, n'est-il pas le conseiller naturel des Pouvoirs publics pour toutes les questions intéressant la profession agricole?

A première vue, l'objection paraît avoir une certaine force. En fait, les conditions dans lesquelles sont désignés les membres des Assemblées parlementaires, l'état d'esprit particulier des électeurs ruraux pour lesquels la passion politique l'emporte presque toujours sur les besoins matériels, l'individualisme du cultivateur qui, faisant abstraction de tout intérêt collectif, vote pour un candidat plutôt que pour son concurrent non parce que sa profession de foi a sa préférence, mais parce qu'il espère en obtenir plus aisément des services personnels (décorations, places, dégrèvements, etc.), permettent rarement de dégager sur le terrain de la défense professionnelle les tendances précises.

Dans les conditions où il est désigné par un nombre plus ou moins important d'individus exerçant des activités très différentes et pour lesquelles (tout spécialement lorsqu'il s'agit des cultivateurs) la notion d'intérêt collectif n'existe pas, le parlementaire, qu'il soit Député ou Sénateur, peut-il intervenir utilement

pour défendre, dans le cadre de l'économie nationale, des intérêts professionnels qu'il ignore le plus souvent? Tout au plus, peut-il, cédant à des sollicitations émanant d'électeurs particulièrement influents, obtenir parfois un régime de faveur au profit de telle ou telle catégorie de producteurs, s'occupant alors, ainsi que le faisait justement observer M. Lucien Romier, un jour de la vente des veaux, une fois de celle du lin, une autre fois du prix du sucre, etc...

C'est précisément parce que les Pouvoirs publics, en raison même de leur origine, ignorent les intérêts professionnels (qui ne se confondent pas toujours avec les intérêts personnels) et, partant, ne peuvent en complète connaissance de cause, jouer le rôle d'arbitre qui leur est dévolu, que les hommes ont été contraints à s'unir, à se grouper, d'après la nature de leur activité.

Les professions les plus concentrées : finance, industrie, commerce, ont, nous l'avons vu, donné l'exemple. Plus récemment, le développement du syndicalisme ouvrier s'est traduit par l'apparition de formations puissantes cependant que, de leur côté, les agriculteurs entreprenaient un gros effort, dans le même sens.

Dans tous les domaines, les individus exerçant le même métier ou des métiers analogues ont ainsi éprouvé la nécessité de s'unir pour faire connaître les besoins de leur profession alors que l'Etat, appelé par l'évolution des circonstances économiques à remplir des tâches sans cesse plus complexes, éprouvait la nécessité de se documenter sur ces besoins.

De là, d'une part l'apparition d'une véritable représentation officieuse dont l'importance et l'influence sont d'ailleurs très inégales suivant les professions considérées et, d'autre part, la création par les Pou-

voirs publics eux-mêmes d'organes consultatifs qui, sous des formes et des dénominations diverses, ont tous, en définitive, pour mission de les éclairer, de les documenter sur les intérêts professionnels.

*
**

Aussi bien toute organisation tendant à réaliser une véritable représentation professionnelle à l'agriculture, doit-elle répondre aux principaux objectifs suivants :

1° Elle doit assurer aux intérêts *professionnels* les moyens de se dégager et faciliter l'apparition de tendances précises.

2° Elle doit permettre une représentation aussi large que possible de tous les intérêts en cause, de telle sorte que les aspirations ou doléances dont elle assure l'expression soient celles de la profession tout entière.

3° Elle doit réserver une part équitable aux différents membres de la profession et ménager notamment les intérêts des minorités.

4° Elle doit assurer une indépendance complète aux organes représentatifs.

5° Enfin, la représentation professionnelle doit être efficace et, pour cela, il importe que les Pouvoirs publics soient légalement tenus, sous une forme quelconque, de prendre connaissance des desiderata qui leur sont soumis par les organes représentatifs et de consulter ceux-ci préalablement à toute décision susceptible d'avoir des répercussions sur la profession.

A) NÉCESSITÉ D'ASSURER AUX INTÉRÊTS PROFESSIONNELS
LA POSSIBILITÉ DE SE DÉGAGER.

a) *La formation professionnelle.* — Il faut tout d'abord que les hommes exerçant la même activité soient amenés, par une éducation appropriée et progressive, à percevoir l'importance des questions professionnelles, qu'ils comprennent qu'indépendamment de ce qu'ils croient être leur intérêt personnel et, en dépit d'oppositions souvent plus apparentes que réelles, ils ont, avec les autres membres de la profession, des intérêts matériels communs qu'il leur appartient de faire connaître et de défendre.

Le problème de la formation professionnelle que nous sommes amenés à aborder ici revêt des aspects multiples et, ainsi que l'a fait observer M. Ch. Celier, auditeur au Conseil d'Etat, dans un rapport très étudié présenté au Conseil National Economique en juin 1938, et intégralement adopté en Assemblée générale, il ne peut être résolu que par une étroite et active collaboration entre les services administratifs agricoles, les membres de l'enseignement, les collectivités locales ainsi que par les groupements professionnels agricoles.

Les efforts entrepris jusqu'ici ont, en vérité, tendu principalement d'une part à enrayer l'exode rural en donnant aux jeunes ruraux le goût de la terre et, d'autre part, à faire connaître aux cultivateurs et éleveurs les meilleures méthodes culturales, à leur souligner les avantages de telle ou telle variété, à leur montrer le profit qu'ils peuvent retirer de l'emploi des engrais ou de certaines machines perfectionnées.

Loin de nous la pensée de critiquer ces efforts qui commencent à porter leurs fruits. Ne peut-on repro-

cher, toutefois, à l'éducation donnée ainsi aux jeunes paysans, sous des formes diverses (préapprentissage à l'école primaire, apprentissage, enseignement agricole, etc...), de revêtir presque toujours un aspect technique trop exclusif?

Certes, il est utile pour un cultivateur ou un éleveur de connaître les moyens de mieux produire et de produire davantage, mais n'est-il pas au moins aussi nécessaire pour lui de connaître les moyens de mieux vendre ses produits?

Combien d'agriculteurs, même parmi les plus importants, ignorent les conditions générales du marché des denrées qu'ils produisent, méconnaissent l'intérêt qu'ils auraient à échelonner leurs ventes, à soigner et à uniformiser la qualité et la présentation de leurs récoltes! Combien refusent encore de bénéficier des avantages de l'association qui leur permettraient cependant de réaliser leurs productions à des prix plus élevés ou d'effectuer leurs achats dans de meilleures conditions! Combien, inconscients des profits que peut leur procurer la tenue d'une comptabilité régulière, persistent à travailler sans données précises sur leurs prix de revient, leurs bénéfices, etc...

Enfin, du point de vue qui nous occupe plus spécialement ici, combien d'agriculteurs ignorent le rôle de « défenseurs de la profession » dont sont investis les syndicats auxquels ils adhèrent pour des fins utilitaires immédiates? Combien se désintéressent de la représentation officielle assurée par les Chambres d'agriculture dont le véritable objet leur échappe?

Aussi bien, pour que les intérêts agricoles puissent se dégager nettement, serait-il souhaitable que la formation professionnelle soit non seulement technique comme elle l'est actuellement, mais aussi et surtout *économique*.

Les anciens élèves des Etablissements d'enseignement agricole supérieur ont maintes fois d'ailleurs proclamé la nécessité d'une rénovation en ce sens du programme de leurs écoles respectives.

L'examen des divers moyens susceptibles d'être mis en œuvre pour atteindre ce résultat n'a pas sa place ici. Nous nous bornerons à rappeler que c'est seulement par une collaboration étroite entre l'Administration et les Groupements que pourra être obtenue d'une part l'éducation progressive de l'ensemble de la population rurale et, d'autre part, la constitution d'une élite aussi large que possible qui, avertie des grandes questions agricoles, sera en mesure de fournir les cadres dont l'existence est à la base même de toute organisation et de toute représentation professionnelle.

b) *Exclusion des éléments étrangers à la profession.* — En second lieu il importe que les intérêts agricoles puissent se dégager librement, à l'abri de toute influence extra-agricole, et pour cela, il est nécessaire que le bénéfice de la représentation soit limité aux seuls professionnels de l'agriculture.

Assurément, nous l'avons vu, le professionnel de l'agriculture n'est pas facile à définir du fait qu'il englobe, en réalité, des hommes exerçant des activités très différentes. En se basant sur le critérium de la « profession principale¹ », il est possible néan-

1. La situation des propriétaires non exploitants est, rappelons-le, assez délicate, du moins lorsqu'il s'agit d'industriels ou de commerçants affermant des terres qu'ils ont acquises à titre de placements. Si l'on s'en tient au critérium de la « profession principale », ils devraient être exclus de la représentation professionnelle agricole. En fait, s'ils ne figurent pas sur une autre liste professionnelle, il paraît assez difficile de les écarter. Ne sont-ils pas, en effet, intéressés sinon directement, du moins indirectement à la prospérité de l'agriculture dans laquelle ils ont investi une part plus ou moins grande de leurs capitaux?

moins (l'application de la loi de 1924 sur les Chambres d'agriculture le prouve), d'obtenir une solution sinon pleinement satisfaisante du moins acceptable, et de dresser une liste d'individus dont les intérêts sont véritablement liés à la prospérité de la « chose agricole ».

Encore, faudrait-il que la fixation des conditions imposées pour participer à la désignation des Organes représentatifs soit assez stricte, pour éliminer la légion des « pseudo-agriculteurs » auxquels il a déjà été fait allusion et qui s'arrogent trop souvent le droit de parler au nom de la profession agricole.

c) *Le ressort des Assemblées représentatives.* — Dans un pays, tel que la France, il ne peut être question, nous l'avons vu, d'envisager comme habituelle la formule du referendum. Aussi force est de découper le territoire en un certain nombre de circonscriptions comportant chacune une assemblée consultative distincte, quitte à faire coordonner ensuite les travaux des différents organes locaux ou régionaux, par une assemblée centrale en contact permanent avec les Pouvoirs publics.

Mais pourquoi, ainsi que l'a fait la loi du 3 janvier 1924 instituant les Chambres départementales d'agriculture, adopter pour ces circonscriptions, des divisions administratives plus ou moins artificielles, ce qui a pour effet de réunir dans un même scrutin des cultivateurs dont les intérêts sont souvent très différents? Evidemment dans la pratique c'est plus commode, mais au point de vue technique la solution est malheureuse. Des circonscriptions, même d'étendues très inégales, mais calquées sur les régions naturelles seraient, sans nul doute, préférables et quand bien même les divisions ainsi établies seraient imparfaites, elles permettraient mieux qu'avec le

régime actuel de faire apparaître des aspirations précises.

B) NÉCESSITÉ D'UNE REPRÉSENTATION ÉTENDUE.

La deuxième condition à laquelle, selon nous, doit satisfaire tout système de représentation proportionnelle agricole est de fournir à tous les membres de la profession sans exception, la possibilité de faire connaître leur avis, de manifester leur desiderata.

Cette conception est, certes, opposée à celle déjà signalée d'après laquelle, en matière professionnelle, seule doit être prise en considération l'opinion des plus avisés, par voie de conséquence de ceux qui, comprenant les bienfaits de l'association, acceptent de renoncer à un individualisme suranné, pour participer à la formation et au fonctionnement des organisations syndicales, coopératives ou mutualistes.

Sans méconnaître l'intérêt que peut présenter l'existence d'un corps électoral averti, n'est-il pas anormal néanmoins de se baser sur le seul critérium de l'adhésion ou de la non-adhésion aux organismes professionnels pour décider de la capacité des individus à participer à la désignation des organes représentatifs? Les individus qui, par convenances personnelles ou, pour quelque raison que ce soit, préfèrent conserver ce qu'ils croient être leur indépendance sont-ils, par là même, incompetents et inaptes à émettre un avis, et est-on autorisé de ce fait à les éliminer de la représentation?

Quelle que puisse être la force des arguments invoqués par ceux qui prétendent réserver le droit d'exprimer les desiderata et avis de la profession aux seuls éléments organisés, ne serait-il pas sans inconvénient d'écarter la foule des dissidents qui, dans

notre pays, en particulier, représentent encore une assez large partie de la population rurale?

N'est-il pas préférable, au contraire, que les organes représentatifs soient l'expression de la profession tout entière, qu'ils puisent, dans l'importance numérique de leurs mandants, la force et l'autorité sans lesquelles ils ne sauraient faire œuvre efficace?

Si l'on admet ce point de vue, on arrive à cette conclusion que tous les individus auxquels est reconnue la qualité de « professionnel de l'agriculture » doivent participer à la désignation des membres des organes représentatifs.

Le problème se trouve, dans ces conditions, limité aux deux questions déjà exposées :

Quelles sont les personnes pouvant être, du point de vue qui nous occupe, considérées comme membres de la profession agricole?

La désignation des délégués doit-elle être le fait des seuls individus ou au contraire les groupements professionnels doivent-ils également participer à cette désignation?

Sur le premier point, une compréhension large de la profession agricole paraît opportune, de façon à fournir, à tous ceux qui, sous une forme ou sous une autre, ont des intérêts directement liés à l'agriculture, un moyen de faire connaître leurs desiderata.

Les dispositions de la loi du 3 janvier 1924, telles qu'elles ont été interprétées par l'Administration, nous paraissent répondre à cet objet.

Toutefois, dans la mesure où l'élargissement du corps électoral ne faciliterait pas l'intrusion d'éléments étrangers à la profession, il est permis de souhaiter l'extension du droit de vote à certaines personnes qui, bien que n'entrant pas dans les catégories d'électeurs actuellement prévues par la Loi,

consacrent l'essentiel de leur activité à la chose agricole (dirigeants et techniciens de groupements professionnels, membres d'organismes poursuivant des études scientifiques, économiques, sociales, intéressant spécialement l'agriculture).

De même, l'abaissement à 21 ans de l'âge requis pour figurer sur les listes électorales, la réduction du temps de résidence exigé de certaines catégories d'électeurs, l'extension de l'électorat et de l'éligibilité aux femmes, apparaissent des mesures opportunes.

La deuxième question pose un problème plus délicat :

« Si l'on considère le côté « compétence », il peut paraître opportun, en effet, d'inclure, dans le corps électoral, indépendamment des individus, les groupements professionnels qui, par la qualité de leurs dirigeants, par les études auxquelles ils procèdent (du moins certains d'entre eux) sont particulièrement qualifiés pour émettre des avis autorisés sur les diverses questions intéressant la profession. Toutefois, la formule consistant ainsi que l'a fait la loi du 3 janvier 1924 à juxtaposer la représentation des individus à celle des groupements ne prête-t-elle pas à critique? Tout d'abord, sur quoi se baser pour fixer le quantum de voix à attribuer d'une part aux électeurs individuels et, d'autre part, aux groupements?

La répartition adoptée est, nul n'en disconvient, purement arbitraire. Mais pourrait-il en être autrement? Quelle que soit la position adoptée, ne risque-t-on pas, en fixant un chiffre déterminé, soit de réserver aux groupements une place trop faible pour que l'influence de leurs délégués soit vraiment prépondérante (tel est le cas du régime actuel) soit, au contraire, de sacrifier les intérêts des agriculteurs

demeurés en dehors du mouvement syndical ou coopératif, et dont le nombre est encore important.

Par ailleurs, répétons-le, n'est-il pas anormal de donner, en quelque sorte, un vote multiple aux adhérents des groupements professionnels; cette prime dont bénéficient, dans les conditions actuelles, les agriculteurs adhérant à la fois à de nombreux groupements dans un but presque toujours strictement utilitaire, est-elle véritablement justifiée?

En outre, comment apprécier le caractère représentatif des groupements; le critérium du nombre de membres payant régulièrement leur cotisation, est, nous l'avons vu, manifestement insuffisant. Il aboutit à mettre sur le même plan des organismes poursuivant des objectifs très différents et dont l'importance, sous l'angle de la défense professionnelle, est inégale.

Il faut bien reconnaître, d'autre part, qu'une répartition des associations, syndicats, coopératives, etc..., en catégories distinctes, pour tenir compte du caractère représentatif de chacun d'eux, serait délicate à réaliser, fondée sur des éléments souvent imprécis et, en tout cas, impossibles à intégrer dans des formules concrètes. Ne comporterait-elle pas, au surplus, une large part d'arbitraire? Ne serait-il pas à craindre, en dernière analyse, que l'autorité administrative appelée à dresser la liste des groupements susceptibles de désigner des délégués, avec le nombre de voix attribué à chacun d'eux, ne soit, en l'absence de toute règle légale précise, tentée d'obéir à des préoccupations autres que le souci d'établir en toute objectivité une répartition équitable?

Mais alors, étant donné ces difficultés qui aboutissent, en fait, dans le régime actuel, à donner indistinctement le même nombre de voix à tous les

groupements figurant sur une liste dressée par l'Administration, pourquoi ne pas écarter purement et simplement les formations professionnelles du corps électoral?

On ne manquera pas de nous objecter qu'une telle solution aurait pour effet de priver la représentation professionnelle de ses éléments les plus actifs et les plus avertis, qu'elle est contraire aux idées modernes de l'association et de la profession, qu'elle favoriserait le retour des conceptions anciennes de l'individualisme avec toutes leurs conséquences.

Est-ce bien certain?

Tout d'abord, les raisons qui ont pu, en 1924, inciter le législateur à adopter le principe de la double représentation (plus spécialement le souci d'introduire des éléments avertis dans les assemblées départementales) n'ont-elles pas perdu une large part de leur importance du fait même de l'éducation progressive des milieux ruraux, beaucoup plus avertis aujourd'hui qu'il y a quinze ans des besoins de leur profession?

D'autre part, les groupements agricoles limités jusqu'ici à la portion congrue, quant au nombre de voix qui leur est attribué, n'interviennent-ils pas beaucoup plus en fait par leur influence morale et leur action directe tant auprès des autorités administratives que des Chambres d'agriculture elles-mêmes, que par les délégués qu'ils nomment? En leur retirant un droit de vote pratiquement illusoire, ne renforcerait-on pas leur indépendance et, partant, leur aptitude à exercer le double rôle qui leur incombe tant à l'égard des électeurs dont ils sont les éducateurs naturels que vis-à-vis des organes consultatifs dont ils sont les conseillers normaux?

Ne pourrait-on d'ailleurs, pour renforcer cette collaboration des formations professionnelles libres et

des organes consultatifs officiels, prévoir, par exemple, l'obligation pour les Chambres d'agriculture d'examiner et de discuter, en séance publique, les vœux ou motions émis par les groupements de leur ressort dont elles auraient, au préalable, arrêté la liste?

Ne serait-il pas opportun, dans un ordre d'idées voisin, de dégager les assemblées représentatives des fonctions économiques dont elles sont actuellement investies, à charge pour elles de les confier à certains groupements professionnels qu'elles seraient, sans nul doute, mieux placées pour désigner, que le Pouvoir central?

En agissant ainsi, on préparerait beaucoup mieux qu'en octroyant aux associations, syndicats, mutuelles, un droit de vote illusoire, l'élaboration de ce pacte entre la profession et l'Etat, que M. Henry Girard a justement préconisé au Congrès de Dijon.

C) NÉCESSITÉ D'ASSURER AUX DIFFÉRENTS MEMBRES DE LA PROFESSION UNE PART ÉQUITABLE DANS LA REPRÉSENTATION.

Ici, nous abordons les deux questions éminemment délicates de la composition des assemblées représentatives et de la désignation des membres de ces assemblées.

Par la loi du 4 janvier 1924, les individus admis à voter sont réunis en un corps électoral unique et les membres de chaque Chambre départementale représentent ainsi l'ensemble de la profession.

Le système offre l'avantage de la simplicité. Ses partisans font d'autre part observer, avec raison, qu'il a permis d'éviter des classifications plus ou moins artificielles susceptibles de dresser les unes contre les autres des catégories d'hommes dont, à

quelques rares exceptions près, les rapports ont toujours été empreints jusqu'ici d'une véritable harmonie.

La force de ces arguments est incontestable.

Ne peut-on, néanmoins, reprocher à l'organisation actuelle d'ignorer les intérêts particuliers des différentes catégories d'individus qui composent la profession (propriétaires, fermiers, métayers, salariés) et, d'autre part, de sacrifier les intérêts de certaines productions minoritaires?

En ce qui concerne la première objection, le remède est facile. Il suffirait, ainsi que le propose M. Martel, de constituer des corps électoraux distincts, appelés à désigner au prorata du nombre de leurs membres respectifs, des délégués particuliers (étant stipulé toutefois qu'un minimum de sièges serait réservé à chaque catégorie pour assurer la représentation des minorités).

On pourrait fort bien concevoir par exemple des Chambres d'agriculture composées de plusieurs sections (propriétaires, fermiers, etc...), qui se réuniraient soit isolément, pour la discussion des questions particulières de leur ressort, soit ensemble, pour l'examen des questions générales intéressant la profession tout entière.

Ainsi, à un premier stade, serait assurée la représentation des intérêts parfois opposés, propres à chaque catégorie et, à un deuxième stade, la représentation des intérêts généraux communs à l'ensemble de la profession.

La représentation conserverait, en définitive, une unité sans laquelle elle ne saurait être efficace et, par ailleurs, les contacts entre les membres des différentes sections chargées de défendre les intérêts divergents devraient, semble-t-il, avoir pour effet non

de souligner des antagonismes (souvent d'ailleurs plus apparents que réels), mais, au contraire, de les aplanir.

La question de la représentation des productions minoritaires est plus délicate.

Actuellement, certaines catégories de producteurs nettement spécialisés (horticulteurs, maraîchers, pépiniéristes, sériciculteurs, sylviculteurs, producteurs de plantes à parfums, etc...) ne peuvent, en raison de leur importance numérique restreinte, bénéficier pratiquement de la représentation professionnelle et cette situation est d'autant plus regrettable que, précisément, ils ont presque toujours des intérêts différents de ceux de la majorité des agriculteurs de leur ressort.

Pour combler cette lacune, on a proposé à plusieurs reprises la constitution de corps électoraux distincts par nature de production, avec un minimum de voix pour chacune d'elles.

Nous avons vu les difficultés matérielles auxquelles se heurterait la réalisation d'une pareille réforme. Ne serait-il pas plus simple et plus expédient, d'imposer par exemple aux Assemblées consultatives l'obligation de transmettre aux Pouvoirs publics les vœux et motions qui leur seraient adressés par ces minorités spécialisées?

Arrivons, maintenant, aux conditions dans lesquelles les différents membres de la profession sont appelés à voter.

Le problème qui se pose, rappelons-le, est le suivant : convient-il d'accorder indistinctement une voix à chaque électeur (système actuel) ou, au contraire, de chercher à établir une *représentation des intérêts*?

Les partisans de la première formule soulignent là encore avec raison sa simplicité.

N'est-il pas anormal, cependant, dans une représentation qui a pour but essentiel la défense d'intérêts matériels, de mettre sur le même pied des individus représentant des valeurs économiques très différentes et, en outre, ne risque-t-on pas, avec le système actuel, d'aboutir à la formation d'assemblées non équilibrées et dans lesquelles, par la loi du nombre, telle ou telle catégorie détiendrait, sinon la totalité, du moins la grande majorité des voix (assemblées composées uniquement de salariés dans les régions de grande culture, de métayers dans les régions de colonat partiaire, de propriétaires dans les zones où domine la petite propriété)?

Certes, nous l'avons vu, les critères susceptibles de servir de base à l'appréciation des intérêts individuels sont imprécis et nous reconnaissons bien volontiers qu'aucune solution pleinement satisfaisante ne peut être proposée.

Il apparaît toutefois, qu'en se fondant sur la notion de *profit*, il doit être possible d'attribuer à chaque électeur un nombre de voix en rapport avec la place qu'il occupe dans cet édifice complexe que nous désignons sous le terme de « profession agricole »?

Pourquoi, en partant du salaire moyen annuel (en espèces et en nature) alloué, dans chaque région, aux ouvriers agricoles, ne pas fixer pour ladite région ce que nous appellerons l'*unité culturale*, c'est-à-dire, suivant le cas, le nombre d'hectares de blé, le nombre d'hectares de vignes, le nombre d'animaux d'élevage, etc..., qui, normalement, procurent un bénéfice net annuel égal à ce salaire moyen?

L'unité culturale ainsi définie et qui correspondrait, en fait, à un *minimum vital* permettrait d'avoir une commune mesure (nous serions presque tentés de dire « un dénominateur commun » pour apprécier l'im-

portance des intérêts représentés par chaque électeur).

On pourrait alors envisager, par exemple, la formule suivante :

Les salariés (ouvriers, régisseurs, techniciens) auraient autant de voix que leur salaire représente de fois la somme adoptée, pour la région considérée, pour l'unité culturelle.

Les propriétaires exploitants directs auraient autant de voix que leur domaine comporte d'unités culturelles.

Les propriétaires exploitants par colonage partiaire et leurs métayers se partageraient, par moitié, le nombre de voix attachées à la métairie.

Les propriétaires affermant leurs domaines auraient autant de voix que le montant de leur fermage représente d'unités culturelles.

Enfin, *les fermiers* bénéficieraient du nombre de voix attachées au domaine qu'ils exploitent, sous déduction de celles attribuées au propriétaire.

Il ne nous échappe pas que l'application d'un tel système entraînerait des complications et, qu'au surplus, la détermination de « l'unité culturelle - minimum vital » (qui ne pourrait être faite que par des commissions locales ou régionales) serait éminemment délicate.

Qu'il nous soit permis, toutefois, de le mentionner à titre d'exemple, non comme une construction de l'esprit plus ou moins utopique, mais comme la preuve qu'avec un peu de bonne volonté il doit être possible de réaliser, dans le cadre de régions homogènes, une *représentation des intérêts*.

D) NÉCESSITÉ D'ASSURER L'INDÉPENDANCE DE LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE.

Nous avons indiqué, par ailleurs, que pour remplir pleinement le rôle qui leur est imparti, les organes représentatifs doivent être assurés d'une indépendance totale.

Il faut, en d'autres termes, que les assemblées appelées à émettre des avis au nom de la profession soient en mesure de délibérer en complète liberté et ne puissent être soumises à aucune influence extérieure, tant de la part des autres formes de l'activité nationale que de la part des Pouvoirs publics.

Sur le premier point (indépendance vis-à-vis des autres professions), il est indispensable :

1° Que le corps électoral ne comprenne que les seules personnes dont l'agriculture est la profession principale, à l'exclusion de celles exerçant d'autres activités. (Cette nécessité a déjà été soulignée et nous croyons inutile d'y revenir).

2° Et c'est là, pensons-nous, la question essentielle, que les conditions d'éligibilité aux assemblées consultatives soient suffisamment strictes, de façon à éliminer tous candidats qui, en raison de leurs occupations ou des fonctions dont ils sont investis (tel est le cas des parlementaires notamment) sont chargés de défendre des intérêts autres que ceux de la profession agricole.

Sur le deuxième point (indépendance vis-à-vis de l'Etat), il faut :

1° Que les assemblées consultatives aient une pleine autonomie financière et que la loi leur fournisse, en l'absence de toute subvention bénévole, les moyens de faire face aux dépenses de tous ordres inhérentes à leur fonctionnement normal.

2° Qu'elles puissent, dans le cadre des textes réglementant leur fonctionnement, délibérer en pleine liberté, tant en ce qui concerne la périodicité et la fréquence de leurs réunions, que les objets de leurs délibérations. En particulier, le contrôle exercé par les autorités administratives devrait être aussi limité que possible.

Il y aurait par ailleurs intérêt, croyons-nous, à ce que les assemblées régionales ne puissent faire appel, ainsi que cela existe fréquemment aujourd'hui pour les Chambres d'agriculture, à la collaboration des fonctionnaires de leur ressort (directeur des services agricoles ou professeurs d'agriculture). Ceux-ci, sans nul doute, leur apportent un concours précieux, mais il n'en demeure pas moins que la présence même à titre consultatif d'agents du Pouvoir Central, aux réunions d'organismes professionnels, est anormale et, qu'en fait, l'expérience le prouve, les délibérations de certaines chambres sont influencées par cette présence. Pareille confusion n'existe pas quand il s'agit des Chambres de commerce.

Il serait souhaitable, enfin, que dans l'hypothèse de contestations quant à la régularité des réunions, la validité des délibérations, etc..., la question soit soumise, non au Pouvoir exécutif lui-même, mais directement à l'appréciation d'une juridiction indépendante et qui comprendrait par exemple des membres désignés à la fois par les organes représentatifs et les assemblées parlementaires.

E) NÉCESSITÉ DE FOURNIR A LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE LES MOYENS D'ACTION INDISPENSABLES POUR LA RENDRE EFFICACE.

Enfin, et c'est là évidemment le point capital, il faut que la représentation professionnelle soit *effi-*

cace. Pour que les Assemblées consultatives puissent remplir effectivement le rôle qui leur est imparti, il est nécessaire :

1° Que leur action soit continue. S'il ne peut être question, pour des motifs d'ordre matériel, de demander aux délégués de siéger en permanence, il est par contre souhaitable que leur Bureau ait des réunions fréquentes, qu'il puisse convoquer l'Assemblée aussi souvent que la nécessité s'en fait sentir et, enfin, que celle-ci dispose d'un secrétariat permanent, susceptible de grouper les informations et de suivre au jour le jour les questions intéressant la profession, de façon à provoquer le cas échéant et en temps utile toutes décisions nécessaires.

2° Que les différentes Assemblées régionales aient la possibilité de confronter leurs opinions, de coordonner leurs revendications. En d'autres termes, il faut qu'elles aient à leur disposition un organisme strictement indépendant émanant d'elles susceptible de :

a) Leur fournir toute la documentation générale dont elles peuvent avoir besoin.

b) Centraliser leur action.

c) Transmettre leurs avis et leurs vœux aux autorités qualifiées pour les recevoir.

3° Enfin, et surtout, il faudrait que les organes représentatifs soient, d'une part, obligatoirement consultés préalablement à l'adoption de toute mesure législative ou réglementaire intéressant directement ou indirectement la profession et d'autre part que les avis et vœux qu'ils sont appelés à émettre de leur propre initiative soient, dans une certaine limite et sous certaines réserves, soumis obligatoirement à l'examen des autorités susceptibles de les consacrer éventuellement par une mesure appropriée.

Ce sont là, sans aucun doute, les questions les plus importantes, mais aussi les plus malaisées à résoudre puisqu'en effet se trouve posé ainsi le problème délicat, mais non insoluble, ainsi que nous allons essayer de le prouver, de la collaboration entre les organes représentatifs professionnels et le Pouvoir souverain.

En vérité, ce problème se présente sous deux aspects différents, selon que les décisions sont du ressort de l'Exécutif ou du Législatif.

Dans le premier cas, pourquoi ne pas envisager un texte faisant obligation au Gouvernement, et d'une façon générale aux autorités administratives :

1° De solliciter l'avis préalable des organes représentatifs lorsqu'ils sont appelés, sous une forme quelconque (décrets, arrêtés, règlements, décisions), à prendre des mesures de nature à porter atteinte aux intérêts généraux de la profession.

2° De soumettre dans des conditions analogues, aux assemblées consultatives, les projets de loi dont l'adoption est susceptible d'avoir les mêmes conséquences, de telle sorte que dans ce cas le Parlement ait connaissance, avant de statuer sur les textes qu'il est appelé à voter ou à rejeter, de l'opinion de la profession.

Nous verrions assez bien, enfin, un texte imposant au Gouvernement d'examiner les vœux et doléances émanant de la représentation professionnelle, à charge pour lui de les sanctionner, soit par une décision administrative s'il s'agit d'une question entrant dans les attributions de l'Exécutif, soit par le dépôt d'un projet de loi au Parlement.

En ce qui concerne le Législatif lui-même, une formule est plus difficile à trouver, car nous touchons ici au principe même de la souveraineté des Chambres élues au Suffrage universel.

Ne pourrait-on concevoir, cependant, dans certaines hypothèses, une collaboration entre les Commissions Parlementaires et les organes de la représentation professionnelle et prévoir, par exemple, de même que précédemment, qu'aucune proposition de loi ne pourra être soumise aux délibérations de la Chambre ou du Sénat, sans être accompagnée de l'avis des organes professionnels intéressés?

Tout ceci ne constitue, bien entendu, qu'un schéma très sommaire et loin de nous la pensée de vouloir ainsi dresser un tableau complet de la collaboration entre le Pouvoir de décision et les représentants de la profession.

Il ne nous échappe pas, au surplus, que la réalisation des réformes que nous envisageons nécessiterait une mise au point délicate, ne serait-ce que pour limiter au minimum les complications et les retards inhérents aux interventions fréquentes des organes consultatifs.

Néanmoins, ces quelques indications étaient indispensables, croyons-nous, pour fixer les idées et pour montrer que, par un aménagement des institutions actuelles, sans porter atteinte à la souveraineté du Parlement et par conséquent, sans qu'il soit nécessaire de créer à côté des Assemblées politiques, une Chambre professionnelle, on pourrait avec un peu de bonne volonté établir une collaboration efficace entre la Représentation Professionnelle et la Représentation Politique de telle sorte qu'en définitive les parlementaires soient mieux éclairés, avec méthode, sur les aspirations et les besoins de cette entité particulière que constitue la profession agricole.

C'est là précisément, nous l'avons vu, le rôle essentiel que nous assignons à la Représentation Professionnelle.

F) LES MISSIONS SECONDAIRES DE LA R. P. A.

Restent les missions que nous avons qualifiées de « secondaires » et qui ont trait, principalement, d'une part à la conciliation des intérêts particuliers au sein de la profession elle-même et, d'autre part, au règlement des rapports entre la profession agricole et ses fournisseurs ou clients.

Sur le premier point, il semble qu'une assemblée régionale composée, dans les conditions déjà exposées, de sections distinctes, assurant la représentation des différents intérêts en présence, devrait faciliter la conciliation de ces intérêts soit directement, en procédant elle-même à de véritables arbitrages, soit indirectement en provoquant la constitution de commissions paritaires ou mixtes susceptibles de régler, sous son contrôle, les différends éventuels dans les limites de son ressort.

Le vote, par la Chambre des Députés, du projet de loi sur les conventions collectives de vente, donne à la question des rapports avec les autres professions, une actualité particulière. Ainsi que le faisait justement observer M. Victor Boret, dans sa communication à l'Académie d'Agriculture du 6 juillet 1938, pour que l'intervention de l'Etat puisse se justifier, il faut qu'elle s'appuie sur une consultation régulière des intéressés. Seules les mesures recueillant l'approbation à peu près générale (cf. la loi anglaise permettant de réglementer par la voie d'un Marketing scheme n'importe quel marché agricole) ont quelques chances d'être efficaces.

L'organisation d'une représentation professionnelle rationnelle est évidemment à la base de toute consultation et point n'est besoin d'insister sur le rôle que les Assemblées représentatives peuvent être appe-

lées à jouer dans ce domaine, soit pour éclairer les Pouvoirs publics dans l'hypothèse d'une intervention directe de ceux-ci, soit même pour conclure directement des accords ou des conventions avec les délégués des autres professions.

CONCLUSION

Nous avons essayé, au cours de ce modeste travail, de montrer la place qu'occupe aujourd'hui, dans la plupart des pays, le problème de la Représentation professionnelle, dans les préoccupations des milieux ruraux.

Nous nous sommes attachés, d'autre part, à souligner l'importance qu'il y a, pour une agriculture aussi variée que l'agriculture française, à ce que tous les intérêts agricoles puissent s'exprimer librement sur leur plan réel, de façon à dégager des conclusions générales respectant les intérêts professionnels ou économiques, souvent non identiques, des diverses régions et susceptibles d'apporter, non l'apparence de solutions définitives, mais bien des améliorations durables.

Certes, en dépit de leur diversité, de la variété des objectifs qu'elles poursuivent et surtout de leur manque de cohésion, les institutions multiples qui ont pris naissance au cours des cinquante dernières années ont accompli une œuvre efficace et dont la portée ne doit pas être sous-estimée.

Indépendamment de leur action sociale et économique souvent considérable, les organisations professionnelles libres ont incontestablement favorisé

l'apparition de tendances générales dont les Pouvoirs publics se sont assez souvent inspirés dans leurs décisions. Il n'est pas douteux, d'autre part, que par leurs participations aux divers Conseils consultatifs, par leurs interventions officieuses et, depuis 1924, par leur collaboration étroite avec les organes représentatifs officiels, les grandes Associations nationales telles que C.N.A.A., Union Nationale des Syndicats Agricoles, Société des Agriculteurs de France, et plus encore peut-être les Associations spécialisées aient obtenu des résultats tangibles.

De leur côté, les Chambres d'agriculture, avec leur organe de coordination, l'Assemblée permanente, se sont attachées avec courage à l'étude des nombreux problèmes intéressant la profession agricole (organisation du contrôle de la production, du commerce, des exportations et des importations des produits agricoles, organisation de la prophylaxie des principales maladies contagieuses qui déciment les troupeaux, application des lois sociales à l'agriculture, réforme du métayage, régime fiscal intéressant les bénéfices de l'exploitation agricole, relations économiques entre la métropole et les territoires d'outre-mer, coordination des transports et défense des intérêts des usagers ruraux, étude de l'application ou de l'adaptation des nouvelles lois sociales à l'agriculture, etc...).

Par leurs avis et rapports adressés aux Pouvoirs publics, par leurs délégués à des Commissions, Comités, Conseils, elles poursuivent avec ténacité la tâche qui leur a été assignée.

Quelle que soit l'importance de l'œuvre ainsi accomplie, il n'en demeure pas moins que l'action des différents organes représentatifs privés et même officiels, a été jusqu'ici relativement limitée. Si, dans un

certain nombre de cas, ils ont pu imposer leur point de vue au Gouvernement ou au Parlement, provoquer des décisions ou des réformes, combien de fois, en revanche, leurs vœux, leurs motions, leurs avis sont restés lettre morte ou, du moins, ont abouti à l'élaboration de mesures toutes différentes de celles qu'ils avaient préconisées ou réclamées.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement, alors qu'aucune disposition légale ne fait à l'Exécutif et au Législatif obligation, sinon de se conformer aux avis des organes représentatifs professionnels, du moins de les prendre en considération ?

Aussi bien une réforme du régime actuel est-elle fréquemment réclamée.

Comment réaliser cette réforme ? Les moyens proposés, nous l'avons vu, sont nombreux et correspondent à des conceptions souvent opposées.

Les solutions que nous avons mises en avant offrieraient l'avantage de ne pas nécessiter de profondes réformes de structure. Elles permettraient, croyons-nous, par de légères modifications des institutions existantes d'obtenir le résultat désiré. On peut leur en préférer d'autres, peu importe ; l'essentiel, répétons-le, est de fournir à l'Agriculture, sous une forme ou sous une autre, le moyen de dégager et de manifester ses besoins et ses aspirations, de les exprimer au Pouvoir souverain, de telle sorte que celui-ci puisse prendre, en complète connaissance de cause, les décisions que les circonstances lui imposent.

Le problème est, nous l'avons vu, délicat, en raison même de la structure particulière de la profession agricole, de la diversité de ses composants, de la variété des objectifs qu'elle poursuit, etc... Il n'est cependant pas insoluble et, avec un peu de bonne volonté, il doit être possible de trouver, sinon une

formule idéale, du moins un moyen d'assurer aux agriculteurs une représentation à la fois large et efficace.

Alors que, par suite de la diminution de la natalité et de l'exode rural, les populations agricoles sont en passe de perdre la place prépondérante qu'elles occupaient jusqu'ici dans l'élection des assemblées politiques, alors que d'autres forces économiques nationales sans cesse plus concentrées s'associent plus étroitement encore que par le passé à la vie publique du pays et obtiennent ainsi la protection de leurs intérêts respectifs¹, alors que l'Etat est amené à multiplier ses interventions sur le plan économique et social, une solution rapide s'impose.

Mais pour que le système adopté, quel qu'il soit, puisse être réellement efficace, il faut que les agriculteurs eux-mêmes ne se désintéressent pas, comme un trop grand nombre d'entre eux le font encore aujourd'hui², de l'organisation professionnelle et de la représentation auprès des Pouvoirs publics.

Il faut que la désignation des délégués soit faite

1. Dans sa remarquable étude « Protection douanière, Agriculture, Industrie », M. Prault a montré que de 1901 à 1933, la protection *ad valorem* (droits perçus sur 100 francs de produits importés) a atteint :

1901-1910 pour l'agriculture	8,56 %	pour l'industrie	8,23 %
1921-1930	— 4,55 %	—	10,75 %
1933	— 10,57 %	—	17,19 %

2. D'après la dernière enquête agricole, il y avait en 1929 :

2.728.981 exploitants directs.

728.131 fermiers.

198.783 métayers.

2.081.328 salariés (non membres de la famille des exploitants)
soit au

total : 5.740.000 agriculteurs « militants ».

Or, d'après les chiffres publiés par le Ministre du Travail, les membres des Syndicats agricoles n'atteignaient pas, en 1930, 2 millions et lors des élections pour les Chambres d'Agriculture, de mars 1927, sur 3.323.487 électeurs inscrits, il y eut seulement 1.666.917 votants.

en dehors de toute idée de parti ou de classe, en dehors de toute passion politique, de telle sorte que les corps représentatifs soient véritablement agricoles, qu'ils représentent des *intérêts* collectifs précis et non un amalgame plus ou moins disparate d'intérêts individuels. Il faut, enfin, et nous ne saurions trop insister sur ce point, que les agriculteurs ne voient pas dans les organes représentatifs des instruments commodes pour obtenir des faveurs, des secours, etc..., mais au contraire y trouvent des mandataires qualifiés pour exprimer aux Pouvoirs publics leurs revendications légitimes et obtenir qu'il y soit fait droit dans le cadre de l'intérêt général du Pays.

A cette condition, et à elle seule, la Représentation professionnelle agricole pourra remplir sa mission et préparer ainsi, sinon la formation d'une véritable corporation de l'agriculture, du moins l'élaboration d'un pacte entre l'Etat et la profession agricole tel que le recommandait en 1936 M. Henry Girard, au Congrès de Dijon.

Vu l'Assesseur :

G. RIPERT.

Vu le Président de Thèse :

Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGÉ LARIBÉ. — L'Évolution de la France agricole. 1912.
— Le Paysan français après la guerre. 1920.
— Syndicats et Coopératives agricoles. 1926.
- AUSCHER. — Les Accords professionnels. 1936.
- BRANCHER. — Rapport au XXVII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération agricole. Juin 1938.
- CELIER. — La Formation professionnelle de l'Agriculture. Rapport présenté au Conseil National Economique. Juillet 1938.
- COURTIN. — Les Congrès nationaux des Syndicats agricoles. 1920.
- HENRY GIRARD. — Comment vendre en agriculture pour réussir. 1936.
- HAGUET. — Les Chambres d'Agriculture. Thèse, 1902.
- HOULLER. — L'Organisation internationale de l'Agriculture. Thèse, 1934.
- JOUHAUX. — Le Syndicalisme et la C. G. T. 1920.
- JUSTIN. — Les Sociétés d'Agriculture au XVIII^e siècle.
- KOPP. — Le rôle des groupements professionnels sur l'organisation de la profession. Thèse, 1937.
- DE LESTAPIS. — Notions élémentaires d'organisation professionnelle agricole.
- PRAULT. — Importations et exportations agricoles. 1934.
- RIEUL-PAISANT. — La Commission internationale de l'Agriculture. 1935.
- SALLERON. — Un Régime corporatif pour l'Agriculture. 1937.
- SIMONNOT. — La Mutualité agricole. 1921.
- Vers la corporation agricole. — Comptes rendus du congrès du cinquantenaire du syndicalisme agricole. 1934.
- Questions agricoles. — Recueil des conférences faites au centre polytechnicien d'études économiques.
- L'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale. — Recueil des conférences organisées par l'Institut agronomique en 1933.
- Economie dirigée et agriculture. — Recueil des conférences organisées par l'Institut agronomique en 1935.
- Congrès de la Confédération Nationale des Associations agricoles.
- Congrès de l'Union nationale des Syndicats agricoles.
- Annuaire international de Législation agricole. (Publication de l'I. I. A., de Rome.)

PÉRIODIQUES

- Les Chambres d'Agriculture.
- Comptes rendus des sessions de l'Assemblée des Présidents de Chambres d'Agriculture.
- Bulletin de l'Académie d'Agriculture.
- Agriculture Pratique.
- Revue des Agriculteurs de France.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE PREMIER

	Pages
L'Agriculture et la Représentation professionnelle	1

CHAPITRE II

Quelques aspects de la représentation professionnelle agricole	21
--	----

CHAPITRE III

La représentation professionnelle de l'agriculture en France	49
--	----

CHAPITRE IV

La représentation professionnelle de l'agriculture à l'étranger et sur le plan international..	113
--	-----

CHAPITRE V

Projets de réformes	133
---------------------------	-----
